

# défense de Occident

---

Maurice BARDECHE :

Prisme de la Droite

●

Colonel R. TRINQUIER :

La guerre au Vietnam

●

B. MARTCHENKO :

Le régime Soviétique et son dépérissement

●

Michel RIMET :

Sur la décolonisation (II)

●

F.-H. LEM :

Triomphe de l'imposture  
ou Commémoration du néant ?

---

LIBRARY  
OF THE  
MAR 20 1967  
PERIODICAL  
READING ROOM

# Les Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé Grégoire, 27 - PARIS (6<sup>e</sup>)

A PARAÎTRE:

*Pierre FONTAINE*  
**L'AVENTURE  
ALGERIENNE  
CONTINUE**

**Pierre FONTAINE** fut le premier, dans son livre : **Dossier Secret de l'Afrique du Nord**, publié en 1954, a annoncer les événements graves qui allaient se produire en Algérie.

Sa documentation de premier ordre lui permet de tirer aujourd'hui les conséquences de la situation actuelle. L'affaire d'Afrique du Nord n'est pas terminée. Les mêmes intérêts s'affrontent et les changements les plus imprévus sont possibles. Commandez dès maintenant ce livre qui vous indique ce qui se prépare et qui vous met au courant de l'évolution que la grande presse et la radio se gardent bien de vous faire connaître.

Un vol. in-12, 192 p.

PRIX 10 F

mise en vente du 15 décembre 1966

Les Sept couleurs, C.C.P. 218219 Paris

Nouvelle Série

15<sup>e</sup> Année

# Défense de l' Occident

Janvier 1967

N<sup>o</sup> 58

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

## SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>Prisme de la Droite</i> .....	3
Colonel R. TRINQUIER : <i>La Guerre au Vietnam</i> ..	17
Robert ANDERS : <i>La crise Rhodésienne</i> .....	28
François DUPRAT : <i>Une nouvelle Allemagne : structures et électorat du N.P.D.</i> .....	34
B. MARTCHENKO : <i>Le Régime soviétique et son dépérissement</i> .....	42
Michel RIMET : <i>Sur la Décolonisation (II)</i> .....	58
F.-H. LEM : <i>Triomphe de l'imposture ou Commémoration du néant ?</i> .....	74

## CHRONIQUES

CHRONIQUE POLITIQUE : François DUPRAT : <i>La Crise du pétrole</i> .....	83
CHRONIQUE DE PIERRE HOFSTETTER : <i>Les nègres, toujours les nègres</i> .....	86
CHRONIQUE LITTÉRAIRE : André CHARLIER : <i>« Ces prêtres qui souffrent »</i> .....	92
NOTES DE LECTURE : <i>Les Familles politiques d'aujourd'hui. Année 40. Les Russes arrivent. De Gaule à Londres. Le 6 février 1934. La dernière bataille de Hitler. Lettre sans malice à F. Mauriac</i> .....	99
<i>Un fasciste parmi d'autres : le testament spirituel de Marco Ramperti</i> .....	106

27, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6<sup>e</sup>) — C.C.P. 65-35-65 Paris

AP  
20  
D32  
n. 51

# BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de  
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°.....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 2,75 F

Abonnements. — 1 an : 25 F

Etranger : 1 an : 30 F

Propagande : 50 F et 100 F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « *Défense de l'Occident* », 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Maurice

Dans  
à une  
idées  
siècle  
mérer  
il me se  
appara  
et les  
la Dro  
torique  
gie. Il  
mière  
devrion  
der tou  
uns, te  
import  
semble  
tour d'  
rière s  
une te  
à inter

Maurice BARDÈCHE

## *PRISME DE LA DROITE*

..... Dans un précédent article, j'avais promis de soumettre à une révision un certain nombre des principes ou des idées toutes faites sur lesquelles vit depuis un demi-siècle ce que nous appelons la Droite. Si l'on peut énumérer les principales têtes de chapitre de cette enquête, il me semble qu'un recensement rapide et fragmentaire fait apparaître d'abord les rubriques suivantes : La Droite et les puissances d'argent ; la Droite et le patriotisme ; la Droite et le catholicisme ; la Droite et ses tabous historiques ; enfin, la Droite et les questions de terminologie. Il me semble que ce sont là, au moins dans une première nomenclature, les sujets de recherche que nous devrions vous proposer. Je ne promets pas de les aborder tous. J'essaierai tout au moins d'en traiter quelques-uns, tellement il me semble que ce sont là des thèmes importants de réflexion et de renouvellement. Il me semble que, de temps en temps on devrait refaire ce tour d'horizon que Maurras avait fait au début de sa carrière sous le titre d' « enquête sur la monarchie ». Mais, une telle enquête ne doit pas consister nécessairement à interroger les autres : il est souvent plus utile, plus

fécond, même pour les autres de s'interroger soi-même et d'essayer de remettre à jour ses propres réponses.

Avant d'aborder cette enquête, je voudrais toutefois essayer de fixer un certain nombre d'éléments préliminaires correspondant en politique à ce que Kant appelait des prolégomènes.

La caractéristique de la pensée nationale me paraît être qu'elle se représente la nation elle-même comme une sorte d'organisme vivant. Elle raisonne donc en fonction de la santé de cet organisme. Elle recommande certaines mesures comme une médecine salubre, elle en élimine d'autres parce qu'elle les trouve contraires à la santé nationale. De toute manière, elle croit à une médecine naturelle, on pourrait presque dire à une médecine vétérinaire des nations. Au contraire, la pensée de gauche se détermine en termes idéologiques. Elle légifère par principes, elle applique ou tente d'appliquer, quelles que soient les conséquences, des notions abstraites dont le **règne** lui paraît indispensable, telles que l'égalité, la justice, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc... Elle est prête à sacrifier l'intérêt national à ces principes. Elle oppose en somme une conception métaphysique et humanitaire de la politique à une conception vétérinaire et tout pratique.

Cette option fondamentale en ce qui concerne la manière de poser les problèmes nationaux me paraît reposer sur une autre opposition plus générale, plus vaste et de nature morale. Il me semble qu'il y a en effet un tempérament de Droite et un tempérament de Gauche. Jean Jaelic, dans un livre très intelligent et très curieux, « la Droite, cette inconnue, » avait même poussé cette distinction si loin qu'il reconnaissait le tempérament de

Droite  
mie, d  
pas au  
mental  
privée  
y a un  
falsifier  
bonté  
plemer  
nature  
et, pou  
peut tr  
choses  
animal  
qualité  
l'énerg  
tendar  
chacun  
sans s  
qui lu  
comm  
seuler  
pays,  
Etre  
politic  
qui e  
dire l  
Le pa  
d'hon  
l'éner  
des q  
où l'  
disait

Droite dans le style, dans la manière, dans la physionomie, dans les habitudes dans la conduite etc... Je n'irai pas aussi loin. Mais il me semble que l'essentiel de la mentalité de Droite consiste à croire, dans la conduite privée aussi bien que dans la conduite nationale, qu'il y a un train naturel des choses que l'homme ne peut falsifier sans péril. Ce sentiment ne préjuge pas de la bonté originelle de l'homme ou du contraire. C'est simplement une attitude de morale pratique. Respecter la nature des choses, c'est croire qu'il y a des lois naturelles et, pour ainsi dire, biologiques des sociétés que l'on ne peut transgresser, c'est croire à la croissance naturelle des choses, à leur organisation naturelle et, pour ainsi dire, animale, par exemple autour de la famille, à la vertu de qualités fondamentales telles que le travail, le courage, l'énergie, la fidélité. En somme, ce qui me semble la tendance naturelle de la Droite, c'est de demander à chacun de faire son métier d'homme et de le faire bien sans s'interroger sur la valeur transcendente des tâches qui lui sont proposées. Bien faire son métier d'homme, comme disait Montaigne, le faire avec bon sens non seulement pour soi-même mais pour les siens, pour son pays, pour l'intérêt général.

Etre de Droite, au fond, n'est donc pas une option politique mais une affaire de structure mentale. C'est ce qui explique la diversité des hommes de Droite je veux dire la diversité des types humains auxquels on aboutit. Le parachutiste est l'homme qui fait bien son métier d'homme. Il le fait bien à la manière du guerrier parce que l'énergie, le courage physique, la discipline lui paraissent des qualités naturelles de l'homme : il le fait bien au sens où l'on employait autrefois cette expression quand on disait avoir « bien fait » à la bataille. Le père de famille

qui croit à la vertu de l'économie, de la patience, à la solidité des longues implantations, à la puissance de l'union dans la famille, celui-là aussi croit à des forces naturelles et, pour ainsi dire végétales et il est un homme de Droite aussi profondément que l'autre en faisant porter le poids de sa vie sur des qualités fondamentales différentes. En politique, ce bon sens de la Droite l'amène à un objectif fondamental qui est un objectif de pasteur et de fondateur de peuples, pour ainsi dire, un objectif qui n'est pas différent de celui de Moïse ou de Brigham Young, maintenir le troupeau fondamental, la race, la gens, la nation, c'est-à-dire assurer sa survie au milieu des autres races et des autres nations, et aussi la survie de ses manières de vivre, des traditions auxquelles elle est attachée, de sa culture, en un mot de son indépendance à la fois sur le plan politique et sur le plan spirituel.

Le maintien de cette indépendance a pour condition la santé. Un peuple indépendant est un peuple sain et un peuple fort. Un peuple qui cesse d'être sain et qui cesse d'être fort cesse un jour ou l'autre d'être indépendant.

Le tempérament de Gauche, essentiellement idéologique, met l'accent au contraire sur un élément tout à fait différent, la conscience. Il estime que l'homme doit rejeter à priori tout ce que sa conscience condamne ou simplement lui représente comme contraire à la justice. Le règne de la justice est, pour l'homme de gauche, supérieur, à tout impératif, quel qu'il soit, même à celui de la santé nationale, même à celui, éventuellement, de l'indépendance nationale. C'est pourquoi l'affaire Dreyfus a eu en France une valeur si symbolique, elle a mis violemment en relief les caractéristiques fondamentales de la mentalité de Droite et de la mentalité de Gauche.

Pour  
l'emp  
dans  
Pour  
justic  
tout  
la qu  
Elle r  
façon  
force  
Les é  
ont a  
de l'i  
natio  
sion  
sa fo  
étran  
force  
sain  
endé  
comr  
voit  
résid  
d'apr  
pose  
struc  
me u  
seule  
dans  
d'oc  
opér  
et d  
abou



Pour les hommes de Droite, la santé de la nation l'emporte sur toutes les autres considérations, même dans le cas extrême et dramatique de la raison d'état. Pour les hommes de Gauche, le respect absolu de la justice, des commandements de la conscience justifient tout y compris les destructions. Dans l'affaire Dreyfus, la question était vue par le petit bout de la lorgnette. Elle n'en était pas moins significative. Elle a montré d'une façon éclatante combien l'idéologie pouvait être une force de division et par elle-même, une force destructrice. Les événements qui ont suivi dans notre histoire nous ont amplement renseignés sur le caractère fondamental de l'idéologie. Elle est un poison installé dans l'organisme national. Ce poison apporte l'inquiétude d'abord, la division ensuite, le règne de l'étranger pour terminer. Sous sa forme ordinaire, il n'est tout d'abord qu'un courant étranger à la nation mais qui divise, qui rassemble des forces et paralyse, qui gêne en somme le fonctionnement sain et naturel de l'organisme. Sous sa forme grave et endémique, il se définit comme une infiltration et même comme une occupation permanente de l'étranger. On voit naître alors un pouvoir invisible dont la papauté réside dans un autre pays et se décide nécessairement d'après les intérêts de ce pays. Ce pouvoir invisible dispose dans les nations de troupes, d'états-majors, de structurations, d'éléments pour ainsi dire logistiques, comme une troupe d'occupation invisible. A ce moment, non seulement l'idéologie paralyse mais elle constitue un état dans l'état et un état dirigé par l'étranger. Cette armée d'occupation invisible peut entreprendre sur ordre des opérations de commandos, des campagnes de sabotage et de paralysie, enfin, dans des cas extrêmes, elle peut aboutir à une véritable conquête par des forces armées

invisibles mais qui opèrent exactement comme des forces militaires et qui, apparemment sans guerre, sans intervention armée anéantissent l'indépendance d'un peuple et réalisent de véritables conquêtes menées sans moyens militaires visibles qui sont en réalité les formes modernes de l'annexion et de l'impérialisme. Il n'y a qu'un cas où l'idéologie coïncide avec l'intérêt national lui-même : c'est le cas où la nation elle-même est porteuse de cette idéologie qu'on répand au dehors et, par conséquent, le cas où l'idéologie travaille pour elle au lieu de travailler contre elle comme élément de division et de sujétion. Ce fut le cas pour la France à l'époque de la Révolution française. L'idéologie de la liberté fut à ce moment-là pour la France un instrument de conquête. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Dans le monde moderne, l'idéologie communiste ou para-communiste est un élément d'influence et d'infiltration de la Russie soviétique, de même que l'idéologie plouto-démocratique est un élément d'influence et d'infiltration des Etats-Unis.

La Droite représentant le tempérament le plus généralement répandu, car la majorité des hommes ont le sens des qualités naturelles de l'homme et ils sont attirés d'abord par des solutions conformes au bon sens et à la nature des choses avant d'être attirés par les solutions contraires, cette Droite devrait représenter dans tous les pays du monde, ou tout au moins dans tous les pays d'Occident une option largement majoritaire. En fait, dans ses grandes lignes, la Droite est en effet majoritaire en Europe car les gouvernements du Centre ou du Centre gauche sont en réalité des gouvernements de gérance qui ne représentent pas autre chose que l'esprit de la Droite mais barbouillé par les idéologies, affaibli par elles, mâtiné et abâtardi par un certain nombre de poisons

qui rend  
présenté  
à se ma  
laquelle  
le temp  
connaiss  
Si nous  
tent ce  
cues av  
nous à

Je cr  
Droite c  
sent sui  
loir une  
ses cha  
mental  
tions hi  
ment ir  
ciente  
et par  
et la  
son au  
attache  
contact  
du régi  
à la ré  
taille r  
blique,  
d'ailleur  
faitem

qui rendent son action inopérante. Le mélange fétide représenté par ce fond conservateur de Droite qui cherche à se maintenir et envahi par l'idéologie de Gauche par laquelle il est emporté à la dérive nous montre combien le tempérament de Droite actuellement adultéré et méconnaissable a besoin de revenir à ses sources essentielles. Si nous nous demandons pourquoi les forces qui représentent ce retour aux sources ont été depuis cent ans vaincues avec une constante régularité, peut-être arriverons-nous à quelque découverte intéressante.



Je crois pour ma part qu'un des malheurs de cette Droite consciente dont toutes les réactions profondes reposent sur une vérité accessible à tous et qui devrait lui valoir une large audience, c'est qu'elle a constamment brisé ses chances politiques par un choix incurablement sentimental qui l'amène à prendre constamment des positions historiquement et moralement justes mais régulièrement impopulaires. Nous voyons en effet la Droite consciente se définir en général d'après des événements et par des positions dont on ne peut nier la générosité et la noblesse mais qui ont à chaque fois diminué son audience. Après 1830, cette Droite se définit par son attachement à la monarchie légitime qui lui fait perdre contact avec la masse de la bourgeoisie attachée au style du régime de juillet. Après 1870, elle préfère la monarchie à la république : elle est sur le point de gagner la bataille mais enfin, elle la perd. Sous la troisième république, elle joue l'idée de revanche sans s'apercevoir d'ailleurs que cette idée de revanche est une idée parfaitement jacobine qui est contraire à l'essence même

et à la tradition de la Droite. La guerre de revanche a lieu en effet ; elle ne sait pas en profiter et se borne à tirer les marrons du feu pour ses adversaires. Après 1918, elle veut maintenir les fruits de la victoire et ne se rend pas compte du caractère irréaliste et dangereux du traité de Versailles. Représentante naturelle du bon sens, elle est cette fois-ci dans le camp opposé au bon sens, de même que tout à l'heure adversaire traditionnel des jacobins, elle était dans le camp des jacobins. Si les erreurs de 1830 et de 1870 étaient des erreurs logiques et inévitables, il faut bien avouer que celles de 1910 et de 1918 n'étaient ni logiques ni inévitables, mais qu'elles eurent pour origine un sentimentalisme puéril et un patriotisme à courte vue. En revanche, lorsque, après 1944, la Droite plaide le dossier de Vichy et s'indigne contre l'épuration, je ne crois pas qu'à ce moment-là aucune autre option eût été possible. Toutefois en raison des moyens extrêmement puissants de propagande employés par ses adversaires, cette option la condamnait une fois de plus à défendre une position impopulaire. Il en est de même après 1960 à propos du dossier de l'Algérie. Ces deux derniers exemples nous invitent cependant à faire une distinction capitale entre les réactions de la Droite avant 1940 et ses réactions après 1945. A partir de 1945, la Droite est écrasée par la puissance de feu massive dont disposent ses adversaires puisque la totalité des moyens de propagande de presse et de radio leur appartiennent tandis qu'elle n'en a presque aucun. Nous nous trouvons donc en présence d'une infériorité tactique et non d'une série d'erreurs.

Il n'en est pas moins vrai que cette série d'options inévitables ou non qui ont été faites depuis cent ans a marqué la Droite d'un caractère particulier.

La Droite a le malheur de mener constamment une politique **réactionnaire**. Cet adjectif m'a toujours frappé. Je l'entendais dans mon enfance quand des discussions avaient lieu chez mon père, radical convaincu. Les réactionnaires voulaient toujours revenir au passé, ce qui, chez mon père et chez ses amis se traduisait sous cette forme élémentaire et forte : ils craignaient qu'on ne les oblige à battre les grenouilles dans les fossés du château. Il n'y avait plus de châteaux et plus de douves dans le Berry depuis longtemps, le péril n'était pas grand. Mais, enfin, nous en sommes toujours restés un peu là. Nous arrivons toujours à donner à une partie de l'opinion l'impression que nous voulons lui faire battre les grenouilles dans les fossés du château. C'est une situation d'autant plus injuste que la Droite, par sa définition fondamentale est largement ouverte vers l'avenir. Mais on ne le sait pas ; peut-être ne le sait-elle pas elle-même et, en tout cas, elle oublie toujours de le montrer.



Il était peut-être inévitable pour la Droite de ne pas tenir compte dans le passé des réactions sentimentales d'une grande partie de ses sympathisants. La partie la plus consciente de la Droite a aggravé cette situation par des options intellectuelles qui ont été, je le crains, des options malheureuses et qui, elles, n'avaient aucun caractère obligatoire. Je pense en particulier à la décision de Maurras de prendre en charge la solution monarchique. Ce choix qui aggravait singulièrement le caractère réactionnaire de la Droite, qui la coupait de toute une partie de la population qu'elle aurait peut-être pu apprivoiser (je pense à mon père et à ses grenouilles), c'est un choix

d'intellectuel et non de chef politique. Maurras, sur le plan intellectuel voulut pousser jusqu'au bout la logique de son système. Cette logique de son système l'amenant à condamner la république, il ne lui restait apparemment pas d'autre choix que la monarchie ce qui avait pour résultat, dans l'état de l'opinion, que son système ne débouchait sur rien. Ce choix lui permettait de faire de fort belles phrases, de construire de magnifiques raisonnements, de faire tournoyer de très étincelants sophismes sur la « mon-archie » de la guerre, ce qui est toujours pour un intellectuel une satisfaction de très haute qualité esthétique. Un véritable chef politique aurait peut-être aperçu qu'il fallait se donner moins de satisfactions sur ce plan, qu'on pouvait amender la démocratie, lui couper parfaitement les ongles, tout en laissant au peuple souverain les amusements auxquels il est attaché, réaliser sous le nom de démocratie à peu près l'essentiel de ce que Maurras souhaitait construire sous le nom chimérique de royauté.

Autre aggravation, beaucoup moins nocive celle-là parce qu'elle n'a porté que sur de petits groupes, de la situation de la Droite, son attachement à certaines idéologies. J'ai dit plus haut que, par nature, le tempérament de Droite exclut toute idéologie. Il y a donc toujours un danger pour la Droite à se frotter avec cette huile. Ce danger est encore plus grand quand l'idéologie en question est d'origine étrangère et ne correspond pas profondément au tempérament national et, d'autre part, n'a pas non plus l'avantage d'offrir la plate-forme d'une politique globale. Il y a certainement dans les réactions instinctives du racisme un grand nombre d'éléments conformes à la nature des choses et à la santé nationale. Il est certain que la différence des races est une vérité, c'est une ques-

tion de bon sens de le reconnaître. Il est même certain que l'infiltration dans une nation d'éléments étrangers doit toujours être surveillée de très près, qu'elle peut toujours devenir dangereuse, qu'il est toujours inacceptable en particulier que des éléments d'origine étrangère finissent par avoir dans la direction de la politique nationale une influence prépondérante. C'est là en effet une affaire de santé nationale. Il est certain, enfin, que les ravages de l'idéologie anti-raciste, sa prétention à se présenter comme une sorte de religion œcuménique, doivent être dénoncés et combattus. Cela est parfaitement conforme au génie de la Droite. En revanche, dans un pays comme la France, dont l'origine vient du croisement d'éléments germaniques et d'éléments latins, il me paraît très difficile d'acclimater une idéologie qui sacrifie les caractères latins aux caractères germaniques, qui considère les uns comme essentiellement négatifs, les autres comme systématiquement bons. Pour d'autres raisons, et bien que je sois personnellement, convaincu de l'importance capitale que vont prendre les questions raciales dans le monde futur, il me paraît impossible de prendre la race comme donnée fondamentale de toute construction politique. La race est un des éléments, et en effet un des plus importants de la conscience nationale. La défense contre l'infiltration étrangère fait partie assurément de la protection de l'indépendance nationale. Mais il ne me paraît pas que la race explique tout, que la notion de race puisse être substituée purement et simplement à la notion d'élite, qu'on puisse par l'analyse de ce concept seul et des conséquences qu'on peut en tirer, construire un système qui réponde aux différents problèmes posés par la civilisation moderne.

Ces erreurs de la Droite, qui viennent soit de ses posi-

tions historiques soit de ses choix intellectuels, ont pour résultat qu'elle a donné une idée très fautive d'elle-même. Non seulement chez ses adversaires mais dans une grande partie de l'opinion prévaut une présentation caricaturale de la Droite qui se définit par un certain nombre d'interprétations arbitraires mais auxquelles il est certain qu'elle a prêté le flanc. La Droite est accusée de caporalisme ; il est entendu qu'elle exige l'obéissance des citoyens aux mesures les plus absurdes et une obéissance sans réplique, le doigt sur la couture du pantalon. La Droite est accusée d'une perpétuelle connivence avec les puissances d'argent : beaucoup de gens s'imaginent qu'elle est leur agent et leur instrument sur le plan politique. La Droite est supposée détester toutes les formes de la liberté et s'attacher à réduire la liberté de toutes les manières. La Droite est assimilée au militarisme sous sa forme la plus intransigeante, il est entendu qu'il n'y a pas de sacrifices qu'elle ne soit prête à cautionner à partir du moment où on les baptise du nom de crédit militaire. Enfin, il est bien connu aussi qu'elle est en toutes circonstances du côté de l'église en vertu de la fameuse alliance du sabre et du goupillon. Il est inutile d'expliquer longuement à nos lecteurs que ce sont là autant de déformations tendancieuses et systématiquement hostiles ou de pures et simples contre-vérités. Le respect de la discipline qui est une qualité fondamentale dans une nation n'aboutit pas nécessairement au caporalisme. Ce sont les partis de Gauche qui sont aujourd'hui l'instrument d'élection de la ploutocratie, au contraire, la Droite ne peut se développer qu'aux dépens de son pouvoir. La liberté et la tolérance si ouvertement bafouées par les régimes démocratiques que nous connaissons peuvent être assurées dans ce qu'elles ont d'essentiel dans des



nt pour régimes de type tout différent. L'armée n'est pas l'unique  
d'elle- incarnation de la force et de l'indépendance, il y en a  
is dans d'autres tout aussi importantes et l'expérience des der-  
entation nières années nous a suffisamment convaincus qu'une  
certain nation n'est pas représentée par ses généraux. Enfin,  
es il est le respect du christianisme en tant qu'élément essentiel  
usée de de la culture d'Occident ne nous empêche pas de voir  
nce des qu'il peut y avoir une politique de l'église avec laquelle  
issance la politique de l'état ne coïncide pas nécessairement.  
lon. La Mais, si les adversaires de la Droite ont réussi à vendre  
vec les cette présentation erronée de celle-ci à un large public,  
aginent n'est-ce pas en partie la Droite qui en est responsable ?  
n poli- Le monde a changé profondément depuis cinquante ans.  
formes La Droite s'est-elle renouvelée en fonction du monde  
ites les moderne ? C'est ce qu'on peut se demander. Si elle l'a  
ous sa fait, en tous cas, elle ne l'a pas dit assez fort. Nous  
n'y a n'avons aucun intérêt à laisser croire que nous en sommes  
ner à encore au temps de l'affaire Dreyfus, des pantalons de  
crédit zouave et des képis à plumet.

Nous avons d'autant plus à dissiper ces erreurs que  
l'option fondamentale du tempérament de Droite débou-  
che aujourd'hui largement sur l'avenir, qu'elle s'ouvre  
sur les problèmes qui sont posés précisément par la civi-  
lisation de masse. C'est précisément la nature des choses,  
c'est-à-dire la vie dans son développement naturel, la vie  
telle qu'elle s'est toujours maintenue, telle qu'elle peut  
se développer dans le monde qui sont actuellement  
menacées. Or, dans la gigantesque termitière d'insectes  
que l'avenir nous prépare, la défense de l'homme est au  
centre de toutes les préoccupations non seulement poli-  
tiques mais pratiques. Le droit de l'homme à croître, à  
se développer et à vivre est aujourd'hui menacé de  
toutes parts par les empiètements de l'idéologie qui tend

à l'aliéner, c'est-à-dire à substituer à sa personnalité authentique une personnalité malléable et facilement utilisable dans les structures collectives. Le but de toutes les idéologies est de faire de l'homme un moellon interchangeable qui puisse prendre sa place dans un édifice, un robot auquel on puisse imposer toutes les besognes. La position de la Droite est à l'heure actuelle contre les idéologies de tout poil, la seule qui ait pour vocation d'assurer la défense de la liberté humaine dans ce qu'elle a d'essentiel, c'est-à-dire du droit de vivre. L'emprise de la science et de la technique n'est pas moins redoutable sur l'homme que celle des idéologies. Dans l'univers qui prépare pour nous les cadres matériels du futur pharaonisme, l'action fondamentale de la Droite, c'est-à-dire la défense du bon sens, la revendication d'une vie conforme à la nature, est encore à l'origine de toutes les solutions que l'on peut opposer à ceux qui bâtissent pour nous la cité des insectes. Cette position n'implique nullement une déclaration de guerre à la technocratie. Le monde moderne pose au contraire des questions complexes et difficiles dans lesquelles l'opinion des spécialistes est indispensable : il nous appartient non pas de combattre aveuglément les technocrates mais de les rallier à notre option fondamentale et de chercher avec eux des solutions à partir de celle-ci. L'option fondamentale de la pensée de Droite n'est donc pas en elle-même un point de départ rétrograde et minoritaire. C'est au contraire une plate-forme qui devrait unir de nombreuses volontés, qui commande les plus grands problèmes actuels. De cela, il est nécessaire que la Droite prenne conscience. C'est à elle qu'il appartient de prendre un style nouveau et d'inscrire sur son drapeau autre chose que les noms des batailles passées.

Colonel R. TRINQUIER

---

# LA GUERRE AU VIET-NAM

La guerre a toujours pour but :

- d'occuper un territoire
- de soumettre des populations
- et de disposer de leurs richesses.

La guerre est essentiellement un acte de violence décidé par un Etat pour imposer à un autre Etat sa volonté.

La guerre défensive n'est que la conséquence inéluctable d'une agression ; c'est la réaction légitime de l'Etat agressé pour défendre sa liberté et ses biens.

Pour comprendre le sens véritable d'une guerre il est donc indispensable de connaître l'agresseur et de définir ses buts de guerre. Ainsi aujourd'hui, malgré certaines apparences exploitées par une propagande remarquablement orchestrée à travers le Monde, il est facile à ceux qui depuis vingt ans suivent les événements d'Extrême-Orient de déterminer l'agresseur dans la guerre qui se déroule actuellement en Indochine.

L'agresseur c'est le gouvernement communiste de Monsieur Ho Chi Minh.

Les raisons qui ont poussé Ho Chi Minh à la guerre sont faciles à déterminer. Elles sont à la fois idéologiques et économiques.

En 1954, malgré Dien Bien Phu, l'armée française avait réussi à sauver du communisme le Sud-Vietnam, c'est-à-dire la moitié de l'Indochine et la partie la plus riche. Pour Ho Chi Minh, la victoire était incomplète, il fallait la parachever. Enfin chacun sait qu'il manque chaque année au Nord-Vietnam un tiers du riz nécessaire pour nourrir sa population. Certes, on ne meurt pas de faim avec un tiers de ration en moins, mais c'est une situation qui ne peut sans graves inconvénients se prolonger indéfiniment.

Imposer un régime communiste au sud et disposer de ses riches rizières, voilà les raisons qui ont poussé Ho Chi Minh à la guerre.

\*  
\*\*

En 1954, conformément aux accords de Genève, Ho Chi Minh retira du Sud-Vietnam ses troupes régulières; mais il laissa sur place ses cadres politico-militaires qui échappaient à tout contrôle. Or ces cadres constituent l'élément indispensable pour créer les bases de départ de la subversion. Ho Chi Minh conservait ainsi la possibilité de déclencher, lorsqu'il le jugerait nécessaire, une guerre subversive pour atteindre ses objectifs.

Pendant la période de détente qui suivit le retour à la paix, ces cadres utilisèrent tous les moyens de la subversion : propagande, menaces, tortures, assassinats... terrorisme, pour s'imposer aux populations et les amener, le moment venu, à voter pour le gouvernement communiste de Ho Chi Minh.

Le Président Ngo Dinh Diem, conscient du travail de sape accompli par la subversion communiste, renvoya « sine die » les élections prévues par les accords de Genève. Il est naturel de donner à un peuple la possi-

bilité de choisir son destin, mais pour que ce choix soit l'expression de sa volonté, il faut lui donner d'abord la possibilité de se déterminer librement. Sans une liberté entière, un référendum n'est qu'une sinistre comédie. Or à cette époque, au nord comme au sud la subversion ne permettait pas aux populations de faire un libre choix.

Le renvoi des élections fut un nouvel échec pour Ho Chi Minh, la victoire facile qu'il avait escomptée lui échappait. Pour atteindre ses objectifs, il était condamné à la Guerre ; pour vaincre, il allait utiliser l'arme favorite des régimes communistes : la subversion.



La subversion en effet ne cherche pas à conquérir des territoires avec une armée combattant à découvert sur un champ de bataille. Son but est de s'emparer du Pouvoir et de le conserver par tous les moyens ; le reste, territoires et richesses, sera ensuite acquis par surcroît.

Or détenir le Pouvoir, c'est être en mesure d'imposer sa volonté à des populations entières. Le chemin du Pouvoir passe donc aujourd'hui par la soumission inconditionnelle des populations. Voilà ce que le camp communiste a compris depuis longtemps et voilà ce qu'il s'efforce de réaliser par tous les moyens pour parvenir à ses fins.

Une armée subversive ne force pas une frontière, elle s'installe d'abord dans le pays à conquérir, au sein même des populations. Elle ne tente pas de convaincre des hommes de la valeur d'une cause, elle les oblige à l'adopter, puis à la défendre en brisant leur volonté grâce à l'arme la plus efficace des Temps Modernes : le **TERRORISME**.

Or, pour agir efficacement sur les populations, les terroristes doivent disposer d'une vaste organisation. Ce sont les cadres politico-militaires laissés dans le Sud qui furent chargés de la mettre en place.

Les populations du Sud-Vietnam résistèrent jusqu'à l'extrême limite des possibilités humaines à la Subversion ; mais la propagande, les menaces, la torture, les assassinats, éliminant systématiquement tous ceux qui s'opposaient à elle, eurent raison de leur résistance. Mal protégées par une Armée qui se reconstituait sous la forme classique, les populations des campagnes pratiquement abandonnées se résignèrent à suivre les Viet-Congs. Les crimes abominables dont elles furent victimes n'émurent personne. Ils étaient commis la nuit dans des villages isolés, loin des reporters et des journalistes. Les habitants n'avaient aucune possibilité de faire connaître au Monde les exactions qu'ils subissaient. Et même s'ils en avaient eu la possibilité, nos compatriotes habilement conditionnés par la presse de notre Pays ne les auraient pas crus.

Ainsi, après cinq années d'efforts ininterrompus, de 1955 à 1960 la Subversion put conquérir de larges territoires sur lesquels le Vietcong régna en maître. Il put y rassembler des bataillons entiers et les armer sous la protection des populations asservies.

A la fin de l'année 1963 les bases de la Subversion mises en place dans le Sud étaient suffisamment développées pour permettre à Ho Chi Minh de lancer contre le Pouvoir légal du Sud Vietnam une offensive de grande envergure. L'armée du Sud Vietnam formée et instruite par les Américains était — comme toutes les armées occidentales — incapable d'affronter la Subversion sur son terrain. Ainsi Ho Chi Minh espérait amener rapidement le Gouvernement du Sud à capituler. Le Monde entier sollicité par la propagande communiste était persuadé que la subversion allait une fois de plus l'emporter sur une Armée classique. Un vent d'inquiétude souffla sur l'Amérique.



Or  
saient  
frança  
Ho  
rouag  
la br  
Chine  
bleme  
neurs  
sanale  
comm  
armes  
à une  
sion à  
rer co  
le m  
dans  
sans  
du Su  
raison  
ventic  
A la  
m'aya  
une s  
voyer  
Le  
1°)  
popul  
2°)  
élème  
politi  
3°)  
sembl  
4°)  
un dé  
barde

Or les Sud-Vietnamiens et leurs alliés américains disposaient à cette époque d'un atout capital que l'Armée française, dix ans auparavant, n'avait jamais eu.

Ho Chi Minh, son gouvernement et les principaux rouages de l'Etat du NORD-VIETNAM ne hantaient plus la brousse de la Haute Région du Tonkin ou de la Chine où ils étaient intouchables. Ils s'étaient confortablement installés dans les Palais de nos anciens gouverneurs ou administrateurs. Leur industrie n'était plus artisanale, elle s'était développée. L'Etat Nord vietnamien, comme un Etat capitaliste était devenu vulnérable aux armes d'une armée classique. Il était devenu possible à une armée classique d'atteindre directement la Subversion à la tête. Il suffisait pour réussir d'oser et de préparer contre elle une attaque méthodique et brutale avec le maximum de moyens. Ho Chi Minh avait utilisé dans le Sud toutes les armes de la Guerre subversive sans aucun soucis de ménager les populations. L'Armée du Sud-Vietnam et ses alliés américains n'avaient aucune raison de ne pas utiliser contre lui toutes les armes conventionnelles qu'ils possédaient.

A la fin du mois de janvier 1965 des officiers américains m'ayant demandé par quels moyens on pourrait obtenir une solution rapide au Vietnam, je leur conseillais d'envoyer un ultimatum ainsi conçu à Ho Chi Minh :

Le Commandement du Sud-Vietnam vous demande :

1°) de cesser toutes opérations de Guerre contre les populations du Sud-Vietnam ;

2°) de retirer dans un délai de quinze jours tous vos éléments infiltrés dans le Sud : militaires, civils, cadres politico-militaires, etc... ;

3°) toutes facilités vous seront données pour les rassembler et les diriger vers le Nord-Vietnam ;

4°) en cas de réponse négative ou de non réponse dans un délai de huit jours, des opérations massives de bombardement seront entreprises contre les principales villes

et les centres industriels du Nord-Vietnam. Ils seront appuyés par l'action de la marine et des troupes de terre.

Certes un Ultimatum aussi brutalement lancé pouvait surprendre le Monde marqué par la propagande communiste, mais certainement pas Ho Chi Minh. En entrant en Guerre il avait espéré que cet ultimatum ne lui serait jamais adressé puisque l'opinion mondiale habilement préparée ne le qualifiait pas d'agresseur. Mais en le recevant Ho Chi Minh saurait qu'il avait perdu parce que le jeu dangereux qu'il avait joué, aussi habile et subtil qu'il ait pu être, était découvert.

Un lourd dilemme allait se poser à lui :

— subir sur son propre territoire une Guerre qu'il n'avait pas préparée et affronter une arme contre laquelle il n'avait aucune possibilité de riposte ;

— ou alors accepter les conditions de ses adversaires et cette fois sans espoir de tricher.

Ni la Chine, ni la Russie n'étant à cette époque en mesure de le soutenir efficacement, Ho Chi Minh pour ne pas exposer son Pays à être anéanti se serait rendu à l'évidence et aurait renoncé à ses prétentions sur le Sud.



Or à cette date aucun avion américain n'avait encore franchi le 17<sup>e</sup> parallèle ; mes amis Américains furent surpris par la brutalité d'une solution qui leur apparaissait alors impensable. L'ultimatum proposé ne fut pas envoyé et le terrible suspense qu'il aurait fait peser sur le Nord-Vietnam ne fut pas utilisé.

Cependant, dès le début du mois de février 1965 des avions américains commencèrent à franchir le 17<sup>e</sup> parallèle pour bombarder des objectifs « militaires ». Les Américains venaient de réaliser que pour vaincre il leur



seront  
apes de  
pouvait  
commu-  
rant en  
i serait  
ilement  
en le  
rce que  
t subtil  
e qu'il  
aquelle  
ersaires  
que en  
h pour  
rendu  
sur le  
encore  
nt sur-  
aissait  
envoyé  
Nord-  
5 des  
paral-  
. Les  
l leur

fallait changer la forme et le rythme de la guerre. Ils disposaient à cette époque de moyens suffisants — particulièrement en aviation — pour imposer leur volonté à leurs adversaires. Ils avaient la possibilité de l'écraser sous le poids de leurs bombes et de l'obliger à s'incliner.

Mais à une attaque massive qui aurait pu être décisive, les Américains ont préféré la tactique désuète des petits paquets. Ainsi perdant l'avantage de la surprise, ils ont usé leur meilleur atout pour un résultat contestable.

Les premiers bombardements, loin des centres vitaux, ne pouvaient inciter Ho Chi Minh qu'à une résistance accrue. Les coups reçus n'étaient pas mortels, mais révélaient une menace contre laquelle il fallait prendre d'urgence des mesures pour en limiter les effets. L'opinion mondiale facilement sensibilisée par un acte de guerre classique fut mobilisée. La Russie et la Chine d'abord réticentes pour armer le Nord-Vietnam durent lui donner le matériel nécessaire pour assurer sa survie. Le Gouvernement de Ho Chi Minh a ainsi disposé du temps nécessaire pour évacuer son matériel sensible, répartir et décentraliser ses organismes de Commandement et accroître son emprise sur les populations. Il est devenu moins vulnérable.

Demain une attaque même massive et méthodiquement préparée sera très chère pour un résultat aléatoire. L'occasion propice est sans doute passée.

« A la Guerre, a dit Clausewitz, chacun des adversaires dicte sa loi à l'autre, d'où il résulte une action réciproque qui en tant que concept ne peut aller qu'aux extrêmes ».

Or il apparaît bien aujourd'hui que nous nous acheminons vers les extrêmes. Le conflit entre notre civilisation et le camp communiste est en germe depuis l'apparition du communisme dans le Monde. Pour Mao Tsé Toung, cet affrontement est maintenant devenu inévitable, il est

dans la logique même de la doctrine communiste qui ne peut pas sans se renier, arrêter son expansion à une frontière. La coexistence pacifique n'est donc qu'un leurre; elle ne durera que le temps nécessaire à nos adversaires pour fourbir leurs armes.

Ainsi la Chine qui aurait pu être surprise il y a deux ans par une attaque massive sur le Tonkin se prépare maintenant à affronter la grande épreuve en rassemblant autour de sa jeunesse toutes ses énergies. La conduite de la guerre n'est plus dans les mains de Ho Chi Minh, elle est dans celles de la Chine; Ho Chi Minh n'est plus qu'un cobaye impuissant dont dispose à son gré son puissant allié.

Il n'est donc pas réaliste aujourd'hui d'espérer que Mao Tsé Toung, champion de la doctrine communiste la plus intransigeante, acceptera sans y être contraint par la force un échec qui annoncerait le déclin de sa puissance. Mais il est aussi impensable de croire que les Américains accepteront de quitter le Sud-Vietnam en abandonnant leurs alliés aux communistes. Ils perdraient tout prestige dans le Monde.



Certes le monde bourdonne actuellement d'offres de Paix — sincères ou non — certainement peu réalistes.

La Subversion utilisée par les Nord-Vietnamiens a l'avantage admirable de forcer une frontière sans créer un « casus belli »; elle permet d'occuper un territoire clandestinement et sans bruit; l'opinion mondiale qui ne reconnaît que les règles d'une guerre classique prétend l'ignorer.

Pour obtenir une Paix véritable, c'est cette fiction qu'il faudrait d'abord détruire. Que la guerre commence à la frontière par l'affrontement de deux armées régulières ou qu'elle éclate à l'intérieur sous la forme d'un soulè-

vement populaire préparé par la Subversion, le but visé est le même : soumettre des populations et s'emparer de leurs richesses. Dans un cas comme dans l'autre le résultat immédiat est le même aussi : des femmes, des enfants, des hommes sont tués et le pays est couvert de ruines. Pour rétablir la Paix il faut détruire l'envahisseur ou le chasser.

Or les propositions de paix faites jusqu'à ce jour n'envisagent que la cessation des combats entre des troupes régulièrement constituées et contrôlables. Elles ignorent systématiquement celles de la Subversion.

Le Nord-Vietnam admettrait parfaitement de retirer du Sud les quelques bataillons plus ou moins réguliers qui y sont infiltrés si la totalité du Corps expéditionnaire américain rentrait en Amérique. L'armée clandestine échappant facilement à tout contrôle, le Nord-Vietnam conserverait toutes ses possibilités d'agression contre le Sud. Quelques mois ou quelques années au plus suffiraient à la Subversion, après le départ des Américains, pour préparer un nouveau soulèvement qui donnerait le Pouvoir au communistes.

Ces propositions de Paix ne peuvent donc pas être retenues par les Américains, conscients de leurs responsabilités. Les accepter serait admettre implicitement l'abandon au communisme de tous leurs alliés dans le Sud-Est Asiatique.

\*  
\*\*

Ainsi, les événements successifs qui se sont déroulés depuis dix ans ont créé une situation pratiquement irréversible et nous nous acheminons lentement mais sûrement vers une extension illimitée de la guerre. Or un grand Pays comme la France ne pourra pas rester en dehors d'un conflit qui aura de plus en plus tendance à se généraliser. En 1940, la Norvège, le Danemark, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg voulaient ardemment

rester neutres ; ils avaient obstinément refusé tout engagement militaire avec les alliés. Surpris par l'agression, ils durent capituler en quelques jours et finalement ne furent d'aucune utilité pour les alliés.

La politique actuelle du Président De Gaulle qui prétend engager la France dans la voie de la neutralité n'est qu'un leurre, un argument électoral destiné à piper les voix d'hommes mal informés de la situation actuelle dans le monde et à qui la crainte de la guerre a fait perdre le sens des réalités.

Un problème va donc se poser à nous Français ; c'est le camp dans lequel nous aurons à nous battre. Jusqu'à l'arrivée de De Gaulle au Pouvoir, nous étions normalement dans le camp occidental défenseur de notre civilisation et de nos libertés ; notre ennemi en puissance était le camp communiste qui les menaçait. Nous étions les leaders d'un combat que nos alliés ne comprenaient pas toujours.

Or, au moment où le conflit approche de sa crise aiguë, notre gouvernement prend vis-à-vis de nos alliés une attitude nettement hostile qui laisse supposer qu'il s'apprête à changer de camp. Certains intellectuels ayant à leur disposition de grands organismes de presse se font les ardents propagandistes des régimes communistes. On peut donc se demander pourquoi ces hommes qui se disent démocrates adoptent une telle attitude ? Certains d'entre eux estiment d'un très grand prix leurs qualités intellectuelles ; ils pensent que nos régimes démocratiques ne leur donnent pas la part de revenu national et de Pouvoir qu'ils estiment mériter. Ils espèrent qu'un régime communiste qui créerait une nouvelle hiérarchie sociale leur donnerait une meilleure part. La rancœur et l'ambition guident leur pensée ; pour arriver à leurs fins, ils sont prêts à entraîner des peuples entiers dans la servitude et le malheur. Ils constituent donc pour des hom-

mes libres et qui entendent rester libres un redoutable danger.

Mais pour nous qui depuis vingt ans luttons contre la Subversion communiste, nous avons sans ambiguïté choisi notre camp. Certes ce n'est pas sans un serrement de cœur que nous épaulerons nos camarades américains sur cette terre d'Indochine où tant de nos camarades sont tombés. Nous n'oublions pas qu'après 1954 ils nous ont en fait obligés à quitter le Sud-Vietnam qui pourtant ne devait sa liberté qu'aux sacrifices de notre armée. Pendant le long combat que nous avons menés entre les deux guerres en Indochine et en Algérie, sous des prétextes idéologiques qui cachaient mal des intérêts purement matériels, nous les avons bien souvent rencontrés contre nous. Si le communisme a pris dans le monde une telle extension et particulièrement en Asie, c'est bien souvent à leurs maladresses que nous le devons.

Nous pourrions certes éprouver une certaine satisfaction en leur retournant les critiques dont naguère ils nous abreuyaient. Mais les ressentiments, la rancœur, les satisfactions d'amour-propre ne doivent pas nous masquer la réalité, ni troubler notre raison ; nous ferions seulement le jeu de nos adversaires.

L'ennemi que les Américains combattent aujourd'hui nous le connaissons bien, c'est celui que nous avons toujours combattu. Les événements les ont amenés à prendre notre relève ; nous devons être à leurs côtés. Toute autre attitude de notre part reviendrait à renier notre passé et à désavouer nos camarades qui sont tombés pour la même cause.

Mais nous ne serons jamais les satellites des Américains ; nous resterons des hommes libres d'un pays libre et qui savent que leurs libertés sont l'enjeu du combat engagé. C'est pour elles que nous nous battons, sinon notre combat n'aurait aucun sens.

Robert ANDERS

## LA CRISE RHODÉSIENNE

Monsieur Ian Smith a donc rejeté le 5 décembre l'ultimatum de Monsieur Wilson. Il est certain que l'intransigeance des « durs » du « Rhodesian Front » et en particulier celle de M. Lardner-Burke, ministre de l'Intérieur a pesé lourd sur les ultimes négociations anglo-rodhésiennes. Mais de toutes façons le peuple rhodésien n'aurait jamais accepté de voir remis en question l'indépendance de sa patrie. Compte tenu de l'attitude du Premier britannique, la rupture était donc inévitable.

*Malaise à Londres :* Dans la capitale britannique, le malaise règne. Conservateurs et Travailleurs, unis jusqu'à ce jour derrière M. Wilson, sont en désaccord. On reproche à M. Wilson d'une part son manque de réalisme politique — il était prévisible que si les Rhodésiens étaient prêts à discuter, ils n'accepteraient jamais un ultimatum tel qu'il fut rédigé à bord du « Tiger » — de l'autre sa décision d'internationaliser une affaire strictement britannique ce qui est un aveu de faiblesse et pour tout dire d'impuissance.

L'un des membres influents du « Labour », M. Reginald Paget, qui s'illustra jadis en défendant le Maréchal

Von M  
de qu  
ment

L'op  
rité e  
de lea  
mal c  
un K  
héros  
tre q  
dont  
sacrif  
vendu  
comm  
plus c  
la col  
pole.

mom  
Dar  
dre. l  
Africa  
saven  
telle

Déf  
rhodé  
sud-a  
chanc  
décis  
Cette  
ma l  
ment  
refus  
sienn

De  
les c  
Sécu

Von Manstein accusé de crimes de guerre, vient d'ailleurs de quitter son parti et de se désolidariser du Gouvernement britannique.

L'opinion publique anglaise, dans son immense majorité est lasse des chantages, des ultimatums, des critiques de leaders africains engagés. L'homme de la rue comprend mal comment un gouvernement britannique peut soutenir un Kaunda ou un Nyerere et désavouer M. Ian Smith, héros de la deuxième guerre mondiale. Il ne peut admettre que deux cent cinquante mille citoyens britanniques dont beaucoup versèrent leur sang pour la patrie soient sacrifiés pour calmer l'hystérie de quelques tyrans nègres vendus aux communistes. Car depuis 1960, l'Européen commence à comprendre que l'indépendance se traduit à plus ou moins longue échéance par la ruine économique de la colonie et l'afflux d'hommes de couleur vers la Métropole. Or, un problème extrêmement grave se pose en ce moment dans une Grande-Bretagne envahie par les Noirs.

Dans les milieux d'affaires, l'inquiétude n'est pas moindre. La perspective d'un conflit avec la République Sud-Africaine est envisagée avec effroi par les économistes qui savent que la Grande-Bretagne ne survivrait pas à une telle éventualité.

*Défaite africaine à l'ONU :* Avant même que l'affaire rhodésienne soit portée devant l'ONU, le gouvernement sud-africain avertissait le Monde qu'il n'y avait aucune chance pour que la RSA accepte de se soumettre aux décisions internationales visant à boycotter la Rhodésie. Cette affaire est selon nous purement britannique affirma M. Vorster et si nous regrettons que le gouvernement anglais ait cru devoir l'internationaliser, nous refusons de nous associer à toute mesure anti-rhodésienne.

De ce fait, à moins d'étendre le blocus à la RSA, les décisions votées le 17 décembre par le Conseil de Sécurité resteront lettres mortes, l'Afrique du Sud et

le Portugal jouant le rôle d'intermédiaires en attendant que d'autres nations passent à leur tour outre aux décisions de l'ONU.

Dans la crainte d'une réprobation du peuple britannique, M. Wilson avait d'ailleurs donné des instructions très précises à son envoyé M. Brown afin que celui-ci « limite les dégâts ». Ainsi, la plupart des amendements africains furent rejetés ce qui causa le désarroi puis la colère chez les délégations africaines trop habituées depuis cinq ans à voir toutes les nations occidentales obtempérer à leurs moindres caprices. L'extension du blocus au Portugal et à la RSA ne fut pas davantage acceptée et la Grande-Bretagne pour sa part s'y opposa formellement.

Le vote du Conseil de Sécurité se traduit donc, dans ces conditions, par une retentissante défaite des Afro-asiatiques qui n'ont pu obtenir que quelques concessions de principes lesquelles resteront sans effet sur la détermination du peuple rhodésien.

A *Salisbury* on se montre confiant dans l'avenir. Le calme règne dans tout le pays et Noirs et Blancs unis collaborent à l'édification d'une grande nation industrielle. La population bantoue sait parfaitement qu'elle a tout intérêt à négocier avec des compatriotes blancs lesquels, s'ils savent se montrer durs et déterminés dans l'adversité sont aussi justes et loyaux. Elle fait confiance à ses chefs tribaux et religieux qui ont tous été consultés directement par les leaders du « Rhodesian Front » avant l'Indépendance et qui demeurent très écoutés chaque fois qu'ils défendent les intérêts des peuples noirs de Rhodésie.

Noirs et Blancs savent parfaitement que l'égalité des droits de chaque citoyen est un objectif à atteindre et que pour y parvenir, la tâche sera rude. Mais ils savent aussi que seule la méthode du « développement séparé »

applic  
de ré  
confli  
que a  
Si l  
Banto  
Blanc  
tance,  
où le  
désier  
Les  
nomie  
impos  
nemer  
sters  
ple d  
Où  
d'éten  
che, l  
des R  
Grand  
un co  
sion  
un ac  
rait c  
Res  
désie.  
Que  
cès c  
de su  
puiss  
réussi  
foudre  
l'état  
d'avo  
L'O



appliquée avec succès au sud de la Limpopo permettra de réussir, mettant ainsi définitivement un terme aux conflits raciaux qui depuis des siècles déchirent l'Afrique australe.

Si l'effet des sanctions économiques se fait sentir, les Bantous étant d'ailleurs beaucoup plus touchés que les Blancs en raison de leur précaire économie de subsistance, la situation n'est pas préoccupante dans la mesure où le géant sud-africain reste au côté du peuple rhodésien.

Les spécialistes s'efforcent maintenant d'adapter l'économie rhodésienne aux nouvelles conditions qui lui sont imposées par le blocus international et ce n'est certainement pas l'attitude inamicale d'une poignée de gangsters et de pirates apatrides qui feront fléchir le peuple de Rhodésie.

*Où va la Rhodésie ?* Nous avons expliqué qu'à moins d'étendre les sanctions à toute l'Afrique australe blanche, le blocus resterait sans effet sur la détermination des Rhodésiens. Nous avons également montré que la Grande-Bretagne ne pouvait actuellement se permettre un conflit avec la RSA. Notons à ce sujet que la décision de bloquer les côtes sud-africaines équivaldrait à un acte de guerre et que la Grande-Bretagne ne sortirait certainement pas victorieuse d'un tel conflit.

Reste l'éventualité d'une intervention armée en Rhodésie.

Quels sont les forces capables d'intervenir avec succès contre le régime de M. Ian Smith ? Ecartons tout de suite une invasion armée de la Rhodésie par des puissances africaines, invasion qui n'a aucune chance de réussir. La riposte des forces rhodésiennes serait en effet foudroyante et n'importe quelle armée africaine, dans l'état actuel des forces en présence, serait broyée avant d'avoir pu pénétrer en territoire rhodésien.

L'ONU peut-elle se permettre de déclencher une opé-

ration militaire contre la Rhodésie ? Cette éventualité a été maintes fois envisagée. Il est évident qu'un tel organisme qui peut disposer d'importants moyens matériels et peut un jour ou l'autre être tenté de réduire par la force l'obstination des « colons » rhodésiens. Mais les mercenaires de l'ONU se trouveraient en présence d'un peuple prêt à tout pour défendre le sol natal, maître du pays et disposant du gigantesque arsenal que constitue l'arrière pays d'Afrique du Sud. Un conflit étendu à l'Afrique du Sud est impensable : outre les répercussions économiques mondiales qu'une telle guerre entraînerait, les forces internationales ne viendraient jamais à bout du peuple sud-africain. Est-il besoin de dire que les remous créés en Occident seraient tels que l'ONU serait forcée de renoncer promptement à sa guerre d'agression.

Par ailleurs, il est douteux qu'après sa désastreuse entreprise katangaise, l'ONU envisage encore sérieusement une intervention armée en Rhodésie. On peut également se demander qui financerait une telle opération ?

Reste l'éventualité d'un conflit armé avec la Grande Bretagne. Habilement préparé par la conjuration des communistes et des ploutocrates, une telle intervention est toujours possible. Le processus est simple. On soutient les pays africains prêts à envoyer des terroristes en Rhodésie et l'on fait donner la grande presse internationale entièrement dévouée pour faire condamner énergiquement les « racistes » rhodésiens coupables de génocide envers les paisibles populations noires. Nous avons vu le cas au Kenya, en Algérie, au Congo, etc...

En Rhodésie néanmoins, la situation est différente. Les directives sont données de Salisbury et non plus d'une capitale européenne ou certains hommes politiques sont prêts à toutes les compromissions, à tous les marchandages.

En  
prête  
priso  
tanér  
fauss  
temp  
l'ONU  
suppo  
leade  
Né  
estim  
la Rh  
—  
Lond  
faisa  
tages  
telle  
Rhod  
et un  
pays  
—  
toujo  
pour  
gueri  
ne s  
elle-n  
—  
inexi  
dans  
pren  
régio  
drait  
Ma  
les c  
puiss  
sous

En outre, il est peu vraisemblable que M. Wilson se prête à de telles manœuvres car si M. Smith est, dit-on prisonnier des extrémistes blancs, il est lui-même momentanément prisonnier des extrémistes noirs. Mais cette fausse situation ne peut plus durer encore bien longtemps et il est à prévoir (l'attitude de M. Brown à l'ONU le prouve) que le gouvernement britannique ne supportera plus longtemps encore l'arrogance de certains leaders africains aussi inconséquents que prétentieux.

Néanmoins, je reste persuadé qu'il ne faut jamais sous-estimer trois dangers qui menaceront longtemps encore la Rhodésie :

— Ayant échoué dans leurs manœuvres d'intimidation, Londres va tenter de diviser les leaders rhodésiens en faisant miroiter à certains politiciens modérés les avantages d'un compromis avec la Grande-Bretagne. Si une telle politique réussissait à miner l'unité des blancs de Rhodésie, la résistance du peuple s'effriterait rapidement et un vaste exode des colons vers la RSA priverait le pays des meilleurs éléments indispensables à la lutte.

— Une intervention armée de la Grande-Bretagne est toujours possible, quelque soit le camouflage emprunté pour dissimuler cette agression. Dans ces conditions, la guerre serait menée avec une extrême brutalité car elle ne saurait s'éterniser sans menacer la Grande-Bretagne elle-même.

— Il paraît indiscutable que les mouvements terroristes, inexistants il y a encore quelques mois se développent dans le Nord du pays. Si ces mouvements parvenaient à prendre en main les populations noires de certaines régions, la situation du gouvernement rhodésien deviendrait précaire.

Malgré cela, le gouvernement rhodésien possède toutes les cartes du jeu et s'il semble peu vraisemblable qu'il puisse commettre une maladresse, il est exclu qu'il cède sous la menace ou la force.

François DUPRAT

# UNE NOUVELLE ALLEMAGNE :

## STRUCTURE ET ELECTORAT DU N.P.D.

Les succès électoraux du N.P.D. semblent bien marquer la fin de l'Allemagne issue de l'effondrement de 1945. Le parlement fédéral sauf trucage électoral ou interdiction va accueillir en 1969 des députés nationaux-démocrates. Le parti de Thielen et de Von Thadden a enrayé le processus de désintégration de l'extrême-droite en République Fédérale, processus datant des années 53-54. Il importe d'analyser les causes de ce renversement de situation.

L'une des causes essentielles réside dans l'échec à peu près total de la politique étrangère allemande, telle qu'elle fut exprimée et mise en forme par les ministres Von Brentano et Schröder. L'alignement inconditionnel sur les USA ne pouvait se concevoir que si les USA traitaient en alliés privilégiés l'Allemagne fédérale et, en particulier, dotaient la Bundeswehr d'armes nucléaires. Cette

politique se concevait aussi dans le cadre d'une attaque-surprise possible de l'URSS. Or les USA se sont attachés à conduire des négociations directes avec les Soviétiques, sans se préoccuper outre mesure de leurs partenaires allemands. Les armes atomiques sont toujours refusées aux forces allemandes, au moins d'une façon autonome. La querelle sino-soviétique a écarté, au moins provisoirement le danger d'un rush de l'armée russe au travers de l'Europe Occidentale. Mais la politique « atlantiste » sous-entendait l'abandon de tout espoir de réunification puisque les USA n'aideraient jamais une croisade allemande visant à la libération de la zone soviétique et bloqueraient toute entente Bonn-Moscou postulant une Allemagne réunifiée, neutralisée et, peu au prou, pro-soviétique. Les Allemands abandonnaient donc l'unité contre la sécurité, et ils cherchaient un substitut à la patrie dans l'idée de l'Europe-Unie. Celle-ci étant plus éloignée de la réalité que jamais, il n'y a rien de très étonnant que le peuple allemand se rende compte qu'il avait fait un marché de dupes et qu'il abandonne en partie les bergers qui l'avaient conduit sur une voie sans issue. Le nouveau gouvernement Kiesinger est révélateur de cette désillusion. Le ministre des Affaires étrangères le SPD Willy Brandt paraît disposer à pratiquer une politique de rapprochement avec Paris et les démocraties populaires. Il serait vain de cacher le danger qui sourd au travers de ces attitudes. Il serait encore plus vain de s'y opposer sans présenter une solution au problème vital de l'Allemagne, celui de la réunification. A notre avis, jamais les soviets n'accepteront la reconstitution de l'unité allemande. La Russie se souvient trop bien de combien peu les Allemands ratèrent la victoire en 1941-42 et aucune garantie ne fera disparaître leur méfiance. Il faut donc convaincre le peuple allemand que la libération de la zone soviétique passe par une action des Occidentaux et non par le pseudo bon vouloir des Russes. La lutte entre

l'URSS et la Chine amènera peut-être une occasion favorable. L'anti-communisme restant le facteur essentiel des motivations allemandes, l'Allemagne préférera cette voie. Il est révélateur que l'avance du NPD se combine avec la disparition quasi-complète de la pro-communiste Union pacifiste (DFU), proche en politique étrangère du NPD mais trop marquée à gauche pour avoir le moindre avantage électoral.

Le slogan du NPD : « l'Europe aux Européens, l'Allemagne aux Allemands » montre que les nationalistes allemands ne s'enferment pas dans un chauvinisme national hostile aux peuples voisins. Mais il importe de ne pas fermer les yeux devant les changements profonds qui s'opèrent Outre-Rhin, et de vaticiner ensuite sur le réveil de « l'Eternelle Allemagne ».

Il ne faut pas prêter une attention exagérée aux « inspirations » gaullistes du NPD. Dans une Allemagne où l'expression d'un quelconque nationalisme passait pour la résurrection du nazisme, les chefs du NPD ont profité de la stupidité de la presse allemande « flétrissant » de l'épithète nationaliste, la politique gaulliste. Le chef de l'état français pouvant difficilement passer pour un néonazi, le NPD a pu se proclamer nationaliste, en se parant des atours du gaullisme. Une telle attitude est purement tactique, et ne sous-entend nullement un alignement du NPD sur les thèses gaullistes. De même les « gaullistes » de la CDU-CSU se font peu d'illusions sur le chef de l'état français. Leur position gaulliste leur sert pour éviter un alignement sur les USA en évitant de passer pour des nationalistes pro-communistes. Aussi étonnant que cela puisse paraître, la presse allemande ne traite pas De Gaulle de sympathisant des soviets. L'Allemagne apparaît comme un grand corps un peu veule, en quête d'une nouvelle voie ; cette voie nouvelle sera décisive pour l'avenir de l'Occident.

## Le N.P.D.

Le NPD est issu de l'Union Nationale Démocrate, créée en fin 1963 pour coordonner les activités des groupements nationaux allemands. L'échec aux élections de 1961 du « Deutsch Reich Partei » (DRP) et du Gesamtdeutschpartei (GDP ; formé par les réfugiés du BHE et les droitistes du Deutsch Partei) avait montré que l'extrême droite allemande n'avait une chance de parvenir à franchir le cap des 5 % de voix nécessaires à l'élection de députés qu'en se présentant unis aux élections de 65.

L'Union Nationale Démocrate devint en novembre 1964 le Parti National Démocrate. Son président, M. Thielen, industriel, était membre du Parlement de Brême et inscrit au « Deutsch Partei » (Droite modérée). Son second, Von Thadden était le leader du DRP et avait été membre du Bundestag de 1949 à 1953. Le délégué à la propagande, Fassbender, ancien député FDP (Libéral) était le fondateur du petit parti de droite (DNVP ; Deutsch National Volkspartei). Adhérent à l'Union nationale démocrate, le NPD regroupait au départ l'ensemble du DRP, le DNVP et une faible fraction du DP, du BHE et du GDP. La majorité des chefs du Parti Pan-allemand (GDP) ayant préféré fusionner avec l'Union Chrétienne Sociale (CSU) de M. Strauss, le NDP comptait une dizaine de milliers de membres et fort peu de ressources financières lorsqu'il entreprit la campagne électorale de 1965, contre des Partis puissants qui jouissaient en outre de subsides gouvernementaux (qui viennent d'être déclarés inconstitutionnels par la Cour Suprême de Karlsruhe sur plainte du NPD et des Séparatistes bavarois du BVP — Bayerische Volkspartei —).

Le NPD peu connu n'obtint que 2,5 % des voix ce qui était un échec puisque en 1961, le GDP avait obtenu 2,5 % des voix et le DRP 1,5 %. Le GDP dissous par ses chefs ne participait pas aux élections de 1965.

Cet échec électoral découragea les leaders du NPD et ceux-ci parurent presque décidés à dissoudre le mouvement.

Mais au début de 66, les élections municipales de Bavière furent non un succès réel (le pourcentage en Moyenne Franconie était équivalent à ceux des élections de 65) mais un succès « journalistique ». La Grande Presse se déchaîna stupidement contre le NPD, emplit ses colonnes d'insultes mais aussi d'interviews de Von Thadden et de Thielen. Le résultat fut un accroissement énorme de la notoriété du NPD et une propagande gratuite d'une ampleur sans commune mesure avec la force réelle du NPD. Les résultats d'une telle erreur politique des journaux démocrates ne se firent pas attendre.

La victoire électorale du NPD en Hesse (7,8 % des voix) fut suivie de près par celle de Bavière (7,9 %) et marqua une véritable ascension du Parti National Démocrate. Les slogans de celui-ci touchaient de plus en plus le peuple allemand et forcent les dirigeants des autres partis à les copier peu ou prou. M. Strauss par exemple a mené une campagne en Bavière avec un programme assez proche de celui du NPD. Le nombre des adhérents du NPD semble avoir doublé depuis sa création et ses meetings attirent de plus en plus le monde.

Au départ, le NPD n'avait pas créé de sections de jeunesse et se limitait à entretenir des contacts avec les innombrables petits groupes de jeunes nationaux et nationalistes existant en Allemagne Fédérale. Mais un groupe national-démocrate étudiant vient de se créer à Tübingen se proposant de diffuser les idéaux du NPD dans l'Université. Il s'agit du « National Demokratische Hochschule Bund ». L'association « Wiking » peut être considérée par ailleurs comme l'association de jeunesse semi-officielle du NPD.

Une lutte de tendance semble exister au sein du NPD entre un groupe dur animé par Von Thadden et un

grou  
nal  
tielle  
du I

Prog

Le  
Nati  
pée  
par  
ser

Le

et r

aux

tabl

nuc

sant

que

la r

à p

tis

auc

M

du

gra

lari

sur

A

poli

poli

vige

la

sou

ma

L



groupe modéré groupé autour de M. Thielen, chef nominal des Nationaux Démocrates. L'opposition porte essentiellement sur la tactique à suivre en vue de la conquête du Pouvoir.

### *Programme et électorat NPD.*

Le programme du NPD apparaît déconcertant pour des Nationaux français. Si le slogan « L'Europe aux Européens »... « L'Allemagne aux Allemands » est acceptable par tous les Nationalistes européens, la volonté de chasser les forces US d'Europe apparaît irréaliste.

Le Gaullisme du NPD est, lui, un simple artifice tactique et ne paraît pas porter à conséquence. L'arrêt de l'aide aux sous-développés, préconisé par le NPD est plus acceptable, mais le refus de doter la Bundeswehr d'armes nucléaires introduit un relent de neutralisme assez déplaisant. La recherche d'une réunification allemande est logique mais le NPD reste évasif sur les meilleurs moyens de la réaliser. Les revendications territoriales du NPD sont à peu près les mêmes que celles formulées par des partis démocratiques (CDU, CSU, SPD, FDP) et n'offrent donc aucune originalité.

Mais la propagande du NPD contre la « sale » guerre du Vietnam et contre l'Alliance atlantique est une erreur grave. L'idée d'une Europe unie, respectant les particularismes nationaux étant nôtre, nous sommes d'accord sur ce point avec le NPD.

Autant les points d'accrochage sont nombreux en politique étrangère, autant le très vague programme de politique intérieure est anodin et sans grand intérêt. La vigoureuse dénonciation de « l'esprit de Nuremberg », la revendication d'un état national apparaît comme un souci de plus en plus partagé par la majorité des Allemands.

L'électorat du NPD apparaît comme d'âge moyen

(35 à 50 ans) plus jeune que celui du CDU et plus vieux que celui du SPD. 18 % d'étudiants interrogés au cours de sondages d'opinion se sont proclamés acquis aux idéaux du NPD.

Une forte part de cet électorat se recrute dans la petite bourgeoisie. Il est de fait que le NPD a obtenu ses meilleurs scores en Moyenne Franconie protestante (15 % des voix), bastion de la bourgeoisie protestante dans un land catholique, la Bavière. Le protestantisme est, en Allemagne, plus à droite que le catholicisme. Le DNVP et le NSDAP obtinrent plus de la majorité absolue dans les régions protestantes en mars 33 et nettement moins que cette majorité dans les zones catholiques. La grande majorité des électeurs du NPD n'a joué aucun rôle dans le III<sup>e</sup> Reich et ne peut donc être classée dans la catégorie des « Nostalgiques ».

En fait, le NPD apparaît comme la relève plus nationale d'un parti national, le FDP de M. Erich Mende, premier Ministre de Bonn a avoir arboré la « Croix de Fer » gagnée comme capitaine sur le Front de l'Est.

#### *L'avenir du NPD.*

Les dirigeants du NPD devant le désarroi de leurs adversaires clament déjà leur certitude de victoire. Mais la grande coalition CDU-CSU + SPD du groupe Kiesinger-Strauss-Brandt peut enrayer leur avance au moins par des artifices électoraux (scrutins majoritaires, abandon de la proportionnelle, etc...). Cependant, de nombreuses chances subsistent pour le NPD.

— L'immobilisme quasi certain du gouvernement de grande coalition et la liquéfaction du FDP dont le NPD grignote les positions.

— La personnalité de Brandt, ministre SPD des Affaires étrangères qui a porté l'uniforme étranger durant la guerre, ce que beaucoup d'Allemands non NPD ne lui pardonnent pas.

— L'actuelle récession économique qui pourrait s'aggraver.

— L'inexistence d'une autre opposition que celle du NPD : les Socialistes sont au pouvoir, les Libéraux en pleine dissolution, les Communistes (KPD) interdits.

...Tout cela ne devant en fin de compte que servir les intérêts du NPD.

D'autre part l'impossibilité de réunifier l'Allemagne jouera à long terme en faveur du NPD. Un chancelier National (NPD + FDP + CSU + aile droite CDU et SPD) n'est pas à exclure.

La victoire du NPD, si lointaine soit-elle a cessé d'être dans le domaine de l'irréalité pour entrer dans celui des hypothèses logiquement envisageables.

B. MARTCHENKO

*Nous empruntons à l'excellente revue l'Est Européen cet article qui nous a paru devoir intéresser nos lecteurs sur la situation interne en U.R.S.S.*

## LE RÉGIME SOVIÉTIQUE ET SON DÉPÉRISSEMENT

Dans un intéressant ouvrage intitulé « *L'agonie du régime en Russie soviétique* » (1) M. Michel Garder affirme non sans raison que l'Union soviétique traverse une grave crise dont il voit l'origine dans la destalinisation, l'assassinat du mythe de Staline, et dont le processus mène inévitablement à la décadence, voire à la mort du régime actuel. Ce régime, atteint d'un mal incurable : l'autodestruction engendrée par les fautes économiques et politiques commises depuis la mort de Staline, est en ce moment à l'agonie. Sa fin, provoquée par une « révolution inévitable », se situerait, d'après l'auteur, vers 1970. Ce processus est irréversible, les tenants du pouvoir ne pouvant plus faire marche arrière et employer des

(1) Michel Garder, *L'agonie du régime en Russie soviétique*, La Table Ronde, Paris 1965.

méthodes staliniennes. Le retour à la « légalité socialiste » a marqué la fin de l'inquisition, et l'apparition d'une tendance au parlementarisme est en train d'aggraver la situation.

Selon l'auteur, on est en présence du dépérissement du pouvoir et non pas de son évolution vers la démocratie, comme on le pense généralement en Occident. Il insiste sur le fait que « *ne pouvant comprendre qu'il s'agissait d'un phénomène d'autodestruction dû aux nécessités de la lutte pour le pouvoir, les observateurs (occidentaux) s'ingéniaient à découvrir d'autres motifs tels que le désir des dirigeants de satisfaire les aspirations profondes de la population, etc.* » Pour notre part, nous pensons également que les changements observés en U.R.S.S. sont dus non pas au désir du pouvoir d'améliorer le sort des populations, mais d'un côté aux nécessités de sauver le régime et de préserver l'Empire, c'est-à-dire l'U.R.S.S., de l'éclatement, et d'autre part au désir de la classe dirigeante de préserver les privilèges de classe et la tranquillité relative qu'elle a acquis après la mort de Staline. Les membres de la classe dirigeante ne veulent plus vivre avec leurs familles dans la crainte perpétuelle d'être arrêtés, déportés, de perdre leurs biens matériels. Cette attitude provoque, certes, un adoucissement général du régime dont bénéficient les populations. Mais rien n'indique que les dirigeants, pour défendre les intérêts de leur classe et par conséquent le régime, n'auront pas recours, le cas échéant, à la terreur stalinienne envers les populations.

Michel Garder pense que « débarrassé de la peur », le citoyen soviétique vit « mieux et de ce fait travaille mieux ». Or, de nombreux témoignages infirment cette supposition. La peur n'a pas tout à fait disparu et le système policier est toujours en place. C'est seulement le réseau d'indicateurs qui semble être moins puissant, et on a abandonné certains procédés employés sous Sta-

line. Mais ceci n'a pas suffi pour améliorer le rendement des citoyens soviétiques. Ils ne travaillent pas mieux pour une raison qui est donnée par l'auteur lui-même : « *un désintéressement quasi total dès qu'il s'agit de la propriété collective et en revanche un acharnement extraordinaire dans le cas du lopin individuel* ». Ce fait est encore plus valable pour l'Ukraine et le Caucase où les habitants, fortement individualistes, n'ont jamais vécu dans des communautés collectives à l'image de celles formées jadis par les paysans de Russie et appelées « *obchtchina* » et « *mir* ». Un trait commun caractérise cependant tous les peuples de l'U.R.S.S. : le système « *D* » et le vol. Ne pouvant vivre décemment de la rémunération de son travail, le citoyen soviétique est obligé de se débrouiller et de voler le propriétaire, c'est-à-dire l'Etat. Ce curieux phénomène social affecte la société soviétique toute entière : toutes les couches et toutes les classes sociales — paysans, ouvriers ou fonctionnaires — ont couramment recours au système « *D* » et au vol. D'où une législation spéciale destinée à sauvegarder la « *propriété socialiste* » et l'exhortation constante des populations à la respecter. Ce phénomène est une autre raison du dépérissement du régime, une raison peut-être plus importante que les échecs économiques des expériences sur les terres vierges de l'Asie centrale.

En identifiant le communisme russe à une religion possédant un « *pape-empereur* » qui se trouve à la tête de la « *théocratie matérialiste* », des « *cardinaux-satrapes* » du présidium du Comité central, des « *prélats-gouverneurs* » des républiques, des « *chanoines-préfets* » des districts, etc., Michel Garder rejoint en quelque sorte les conclusions du philosophe russe exilé Nicolas Berdiaev qui, au cours des années 1925-1935, a étudié avec un courage remarquable les sources et le sens du communisme russe. Les conclusions de Berdiaev nous sem-

blen  
cord  
riqu  
sion  
du  
de  
soph  
dent  
a éc

«  
com  
les  
fona  
tage  
juge  
cara  
réve  
Rus  
com  
qu'  
déré  
nist  
aut  
pris  
rus  
Lén  
visa  
liqu  
«  
tism  
ave  
L'au  
cro

(2)  
Galie

blent plus franches que celles de M. Garder, et elles concordent parfaitement avec la réalité et la vérité historique. Ce problème étant primordial pour la compréhension de certains aspects de l'évolution et de la décadence du régime bolchevique, nous pensons qu'il est nécessaire de reproduire quelques passages des écrits du philosophe russe. Conscient des difficultés qu'ont les Occidentaux à comprendre le communisme russe, N. Berdiaev a écrit :

*« La révolution russe — universelle en ses principes, comme toute grande révolution — s'est accomplie sous les couleurs de l'internationalisme, bien qu'elle fût profondément nationale : elle se nationalise toujours davantage par tous ses résultats. La difficulté de porter un jugement sur le communisme provient justement de ce caractère double, à la fois russe et international. La révolution communiste ne pouvait se produire qu'en Russie, et le communisme russe apparaît à l'Occident comme un communisme asiatique. Car en admettant qu'une telle révolution pût se produire ailleurs, elle s'y déroulerait tout autrement. Dans cette révolution communiste russe, l'internationalisme lui-même a un cachet autochtone, et national ; et la part très active qu'y ont prise les Juifs fait ressortir à quel point le messianisme russe est proche de ce que fût le messianisme hébreu. Lénine lui-même réalise pleinement le type russe : son visage expressif, original, a une marque russo-mongolique très prononcée » (2).*

*« Le communisme a pris en Russie la forme d'un étatismisme extrême, et cela, malheureusement, en conformité avec les anciennes traditions gouvernementales russes. L'autorité de la monarchie avait ses racines dans les croyances du peuple, elle se connaissait et se justifiait*

(2) Nicolas Berdiaev, *Les sources et le sens du communisme russe*, Galimard (Collection « Idées »), Paris 1963, p. 223-224.

*en tant que théocratie ; or le gouvernement actuel pareillement autocratique, enfonçant pareillement ses racines dans les croyances populaires, apparaît comme théocratie à rebours. La monarchie russe s'appuyait sur la conception orthodoxe, et n'admettait pas qu'on s'y dérobat. Le nouvel Etat s'appuie à son tour sur une conception intégrale du monde, et il demande lui aussi une adhésion sans restriction ; un royaume sacré ne peut être autre chose qu'une dictature appuyée sur l'orthodoxie et rejetant les hérétiques. Le totalitarisme, la nécessité d'une foi intégrale comme bases d'un royaume, répondent aux besoins profonds des instincts religieux et sociaux du peuple russe » (3).*

*C'est pourquoi « ce que Marx ni les marxistes d'Occident n'auraient pu prévoir est arrivé : c'est-à-dire l'identification des deux messianismes, le messianisme du prolétariat et le messianisme du peuple russe » (4). On est donc en droit d'affirmer que « le communisme russe est plus traditionaliste qu'on a coutume de le penser, qu'il est une transformation et une déformation de la vieille idée messianique russe » (5).*

*Le messianisme est sans doute le seul côté vraiment « religieux » du communisme russe. On est obligé de reconnaître avec N. Berdiaev que le communisme russe a hérité plus de l'histoire nationale que du marxisme occidental. Le philosophe russe souligne que « l'Occident doit savoir que le communisme russe a des racines nationales, qu'il est déterminé par l'histoire de la Russie : la seule connaissance du marxisme ne suffirait pas à nous guider ici » (6).*

*Or, l'histoire nous enseigne que ce qu'on a coutume d'appeler la « Russie tsariste » était en réalité un Empire*

(3) Ibid., p. 284-285.

(4) Ibid., p. 287.

(5) Ibid., p. 371.

(6) Ibid., p. 7.

compo  
tincts.  
autres  
ment  
à la  
formé  
sophe  
parais  
la tou  
premi  
l'Emp  
le Ter  
Voil  
sent,  
qu'ils  
soviét  
tout  
questi  
bolche  
périal  
truire  
1917  
nalism  
Garde  
rope  
teur  
nal. sm  
teur  
l'inter  
beauc  
extra-  
Les  
confo  
décen

(7) It



composé, comme tous les empires de plusieurs pays distincts. A l'exception d'une partie de la Pologne, tous les autres pays de l'Empire tsariste se trouvent en ce moment englobés dans l'U.R.S.S. Est-il possible que grâce à la révolution bolchevique l'Empire russe se fût transformé en un seul pays, la Russie ? Là aussi c'est le philosophe russe qui a raison : « *Si paradoxal que cela paraisse, le bolchevisme est la troisième manifestation de la toute puissance russe, de l'impérialisme russe — la première ayant été le royaume moscovite, et la seconde l'Empire de Pierre. Le bolchevisme est la synthèse d'Ivan le Terrible et de Marx* » (7).

Voilà une vérité que beaucoup d'Occidentaux se refusent, par complaisance, à reconnaître. Rien d'étonnant qu'ils aient du mal à comprendre la nature du régime soviétique, à suivre son évolution et ses sursauts. Et surtout à saisir son point le plus faible, autrement dit la question des nationalités. Les conquêtes territoriales des bolcheviks en 1917-1921 sont dues beaucoup plus à l'impérialisme russe, à la volonté de reconquérir et de reconstruire l'Empire transformé par la révolution de février 1917 en plusieurs Etats indépendants, qu'à l'internationalisme communiste. D'ailleurs, comme le constate Michel Garder, même dans les autres pays communistes de l'Europe orientale, c'est-à-dire chez les satellites, « *le facteur national s'avérait partout plus fort que l'internationalisme prolétarien* ». Ceci ne prouve-t-il pas que le facteur national est un facteur beaucoup plus important que l'internationalisme communiste qui n'est, comme dans beaucoup d'autres cas lorsqu'il s'agit d'une idéologie extra-nationale, que l'instrument politique d'une nation ?

Les bolcheviks ayant reconstitué l'Empire russe auquel, conformément à la nouvelle idéologie, ils donnèrent en décembre 1922 le nom de l'Union des Républiques Socia-

(7) Ibid., p. 237-238.

listes Soviétiques, on ne peut pas appeler cet Empire « Russie » et tous les citoyens de l'U.R.S.S. « Russes » car la Russie n'est qu'une des quinze républiques nationales et les Russes ne constituent qu'environ la moitié de la population de l'U.R.S.S. Cependant on emploie souvent ces termes impropres, peut-être pas tellement en raison de ce conservatisme sémantique dont a parlé M. André Fontaine (8), que parce qu'on est induit en erreur par le fait que la politique extérieure et intérieure de l'U.R.S.S. est formulée à Moscou, donc en Russie, et qu'elle est dirigée effectivement par les Russes. On a beau répéter, comme le fait André Fontaine avec beaucoup d'autres spécialistes des problèmes soviétiques, que « *s'il est vrai que la proportion des Russes proprement dits, non seulement dans l'appareil central mais dans celui des diverses républiques, est nettement supérieure à l'importance de la population (russe)..., il n'est pas moins que pendant la plus grande partie de son histoire l'Union soviétique a eu à sa tête un Staline, qui était Géorgien... (et) aujourd'hui encore, le président du Présidium du Soviet suprême, autrement dit le chef de l'Etat, est comme chacun sait, un Arménien* » (9). La vérité, elle, est bien différente. N'est-il pas plus exact de dire que Mikoyan est un Russe d'origine arménienne et que Staline était un Russe d'origine géorgienne ? L'histoire russe nous donne beaucoup d'exemples de patriotes russes et de bâtisseurs de l'Empire tsariste qui étaient d'origine étrangère. Parmi eux une place de choix revient à une Allemande, la tsarine Catherine II qui était cependant moins russifiée que Staline ou Mikoyan, car elle et son entourage parlaient plus volontiers ou tout aussi volontiers l'allemand que le russe, alors que Mikoyan, comme Staline, son entourage et sa famille ne parlent que le Russe.

(8) *Le général et sa Russie*, « Le Monde », 17 novembre 1965.

(9) Ibid. Aujourd'hui ce poste purement honorifique est occupé par un Ukrainien russifié, Nicolas Podgorny.

Pers  
nome  
Soviet  
résolu  
ore 19  
ional  
Insti  
ral d  
at on  
soviét  
Répub  
titre  
pore  
es bo  
sons c  
tique  
droits  
pécial  
mome  
cemb  
jinski  
quem  
grand  
direct  
nions  
dans  
avoir  
line :  
avide  
et de  
encor  
visme

(10) I  
V. Lén  
Moscou  
(11) C  
(12) V

Personne ne connaissait mieux Staline que Lénine. Au moment de la préparation du premier Congrès des Soviets des différentes républiques qui devait adopter la résolution demandant la création de l'U.R.S.S. (20 décembre 1922), Lénine s'opposa violemment à la politique nationale de Staline qui, comme le reconnaît maintenant l'Institut du Marxisme-léninisme auprès du Comité central du P.C.U.S., préconisait « un projet d' « autonomisation » qui prévoyait non pas l'union des républiques soviétiques égales en droit, mais leur intégration à la République Socialiste Fédérative Russe (R.S.F.S.R.) à titre d'unités autonomes » (10), autrement dit la fusion pure et simple des territoires non russes conquis par les bolcheviks avec la République Russe. Pour des raisons de tactique et parce qu'il pensait que le régime soviétique n'accomplirait sa mission qu'en respectant les droits des nations non russes, Lénine combattait l'impérialisme russe et, à propos du problème national au moment de la formation de l'U.R.S.S., il a écrit le 31 décembre 1922 : « Il va de soi que c'est Staline et Dzerjinski (11) qui doivent être rendus responsables politiquement de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe » (12). Maurice Laporte, membre du Comité directeur du parti communiste français, délégué aux réunions de l'Exécutif de Moscou et de la 3<sup>e</sup> Internationale dans les années 1921-1923, a ainsi exprimé en 1928, après avoir rompu avec le communisme, son opinion sur Staline : « Staline, c'est le nationaliste forcené, l'impérialiste avide de reprendre la tâche interrompue de Catherine et de Potemkine... Staline a le culte de l'Etat, et plus encore celui de la « plus grande Russie » et du panslavisme... Staline, Russe et panslaviste avant que d'être

(10) Introduction à la brochure en français contenant plusieurs notes de V. Lénine, dont *La question des nationalités ou de l' « autonomisation »*, Moscou 1956, p. 6.

(11) Chef de la Tchéka, d'origine polonaise.

(12) V. Lénine, *La question des nationalités...*, op. cit., p. 25.

*Géorgien, fit tout pour que Lénine se trouvât battu dans la question géorgienne* » (13). Staline s'est montré à ce point chauviniste russe qu'il a fait tout pour briser la résistance des Géorgiens et soumettre la Géorgie à la Russie.

S'ils veulent rester objectifs, les spécialistes des problèmes soviétiques en Occident ne peuvent ignorer ces faits. On ne peut s'empêcher de trouver étrange que Michel Garder, comme certains autres auteurs, souligne un peu trop souvent la nationalité originaire de Staline et, en parlant de ses crimes, aille jusqu'à écrire tout simplement « les crimes du Géorgien ». Car il se garde bien de parler « du Russe » lorsqu'il s'agit d'un des dirigeants soviétiques de nationalité russe, et il est certain qu'il n'oserait pas écrire : « les crimes du Russe ».

La difficulté principale dans ce problème consiste donc à comprendre que l'Union soviétique n'est pas un Etat homogène mais un Empire et que de ce fait, géographiquement et ethniquement, cet Etat n'est pas la Russie. Cependant comme dans n'importe quel autre empire, le pouvoir y est aux mains d'un seul pays, à savoir la Russie (c'est-à-dire la Moscovie) ou plus exactement des dirigeants de la Russie. Le pouvoir soviétique n'est ni supranational ni international. Il est tout simplement russe, comme il était britannique dans l'Empire britannique. Ceux qui affirment le contraire ne tiennent pas compte des faits, mais sont mus par des sentiments prorusses et une sorte de crainte qu'on veuille rendre le peuple russe responsable des crimes du bolchevisme. Inquiétude superflue, puisque ce n'est pas le peuple mais les dirigeants russes que l'on accuse.

Tout en reconnaissant que « malgré la russification et les nombreux brassages des populations, le problème

(13) Maurice Laporte, *Les mystères du Kremlin*, la Renaissance Moderne, Paris, 1928, pp. 194 et 199.

(14) Cf. la nation

les nationalités continue à se poser », M. Garder n'a pas voulu ou n'a pas pu étudier le problème national d'une façon objective. Il a eu même recours à une affirmation du siècle dernier chère aux Russes de tendance impérialiste, à savoir que les Ukrainiens et les Biélorussiens (Biéloruthènes que les auteurs français appellent souvent « Russes Blancs » ce qui les fait confondre avec les Russes émigrés appelés « blancs » par opposition aux Russes « rouges ») sont aussi des Russes. Mais, sauf en émigration, cette théorie ridicule fut rejetée il y a environ un demi-siècle par les Russes eux-mêmes. Avant le recensement de la population de l'U.R.S.S. en 1926, Moscou fit savoir dans une instruction spéciale que seuls les « Grands Russes » (velikorossy) sont considérés comme étant « Russes » (rousskié) et ont droit à la mention « nationalité russe » dans les questionnaires de recensement (14).

Mais lorsqu'on se refuse à admettre certaines vérités historiques, on peut facilement dire des choses qui relèvent de la pure fantaisie, comme cette affirmation de M. Garder que « le Géorgien (sic!) Staline avait joué sur la rivalité entre les trois capitales de l'ancienne Russie », c'est-à-dire entre Léningrad, Moscou et... Kiev. Non seulement une telle rivalité n'existait pas, mais de plus Kiev n'a jamais été la capitale de la Russie. Cette ville était la capitale de la Rouss (Ruthénie), autrement dit de l'Ukraine. Les historiens qui traduisent le mot « Rouss » par « Russie » dans le sens actuel du terme, commettent une erreur grave, une falsification.

Il est exact, comme l'a remarqué Michel Garder, que la russification a eu pour effet, dans la plupart des républiques de scinder aussi bien la classe dirigeante que la couche sociale des employés en pro-Russes et anti-

(14) Cf. w. Kosyk, *L'idée de nation en Europe orientale et le problème de la nationalité ukrainienne*, « L'Est Européen », n° 33 (septembre 1964). p. 1-12.

*Russes* ». Souvent l'appareil du parti est prorusse et l'intelligentsia technique, même communiste, antirusse. Antirusse également la majeure partie de la population des Républiques nationales. Contrairement à ce que semble penser l'auteur, ceci est aussi vrai de l'Ukraine que des Républiques baltes, de celles du Caucase ou de l'Asie centrale.

M. Garder ne pense pas que le pouvoir bolchevique autrement dit « les hommes du présidium », s'appuient sur des forces réelles, comme l'affirme Isaak Deutcher. Il pense que « les hiérarques de l'appareil s'efforcent de domestiquer ces forces, lesquelles leur échappent de plus en plus ». Cependant, le pouvoir soviétique s'appuie effectivement sur des forces réelles, celles-là même qui ont porté les bolcheviks au pouvoir en 1917. Ces forces, ce sont le messianisme, le patriotisme et l'impérialisme typiquement russes. Ces forces étaient dès 1917 à un tel point importantes dans l'implantation des Soviets que Lénine et Trotsky, les plus internationalistes des bolcheviks, n'avaient pas pu s'opposer efficacement à l'impérialisme et au chauvinisme des Russes qui voulaient transformer les Républiques nationales en simples provinces de la Russie et continuent à y travailler. Car la formation de l'U.R.S.S. et la garantie quant à l'utilisation de la langue nationale dans chacune des Républiques nationales n'étaient qu'une sorte de concession de caractère plutôt tactique. Les Russes ne semblent pas avoir abandonné le projet de russifier les peuples conquis au nom de l'internationalisme prolétaire et du communisme bienfaisant.

Il ne faut pas perdre de vue que non seulement la révolution bolchevique était principalement l'œuvre des Russes, mais que le parti bolchevique avait un caractère russe et était dominé par une écrasante majorité agissante et autoritaire russe. « *La révolution d'octobre 1917*, écrit à ce propos Walter Kolarz, loin de mettre fin à la

colonisation russe lui donna un élan nouveau. La révolution était une révolution russe. Elle était russe non seulement en ce sens qu'elle eut lieu en Russie, mais aussi parce qu'elle fût l'œuvre de gens qui étaient Russes au sens technique ou culturel du mot... On peut mesurer la force de l'élément russe à l'intérieur de l'avant-garde révolutionnaire, le parti communiste, d'après des statistiques officielles sur la composition ethnique des effectifs du parti. En 1922, quand la guerre civile était presque terminée, 71,96 % soit 270.409 membres du parti étaient des Grands-Russes, alors que leur pourcentage dans l'ensemble de la population était de 52,91 %. Les autres nationalités qui comptaient un plus grand nombre de membres du parti que ne le comportait leur importance numérique dans le pays étaient les Juifs (5,21 %), les Lettons (2,53 %), et les Polonais (1,5 %)... Russes, Juifs, Lettons et Polonais réunissaient 81,2 % du nombre total des membres du parti, quoiqu'ils ne représentassent au maximum que 55,5 % de l'ensemble de la population. Les Ukrainiens, la seconde nationalité en importance numérique de l'Union soviétique, ne figuraient que pour 5,88 %... » (15).

Mais les chiffres donnés par Walter Kolarz, tout en étant officiels, ne sont pas tout à fait exacts. Compte tenu du fait qu'un certain nombre des communistes de différentes origines étaient en réalité russifiés au point de ne plus parler et comprendre la langue de leurs ancêtres, les Russes formaient non pas 71,9 % mais 91,87 % des membres du parti communiste en 1918, les autres nationalités ne formant que 8 % et les Ukrainiens 0,13 % seulement. En 1922, la composition nationale du parti bolchevique était la suivante : Russes, 82 % ; Ukrainiens, 3 % ; autres nationalités, 15 %. Le pourcentage de

(15) Walter Kolarz, *La Russie et ses colonies*, Fasquielle Editeurs, Paris 1954, 19-20.

Russes diminua progressivement à partir de 1926 parce que les Russes sont arrivés à former des cadres fidèles parmi les collaborateurs régionaux. Cependant, il est toujours resté supérieur à l'importance ethnique des Russes. N'est-il pas frappant de constater qu'en 1949, l'Ukraine (40 millions d'habitants) avait 684.000 communistes dont 500.000 seulement étaient des Ukrainiens et 170.000 des Russes, alors que la province de Moscou (9 millions d'habitants) avait alors 600.000 membres du parti (16)? Au moment du XX<sup>e</sup> congrès du parti en 1956, la proportion de ses adhérents était la suivante : Moscou, 6,75 % du total des membres du parti ; Lénin-grad, 6,48 % ; Géorgie, 5,28 % ; Arménie, 5,0 % ; Azerbaïdjan, 3,94 % ; Ukraine, 2,14 % ; Biélorussie, 1,77 % (17). Autrement dit, alors que les deux principales villes de la Russie, sur un total de quelque 5 ou 6 millions d'habitants, procuraient au parti 13,23 % de ses effectifs, l'Ukraine (40 millions d'habitants) n'en assurait que 2,14 % et la Biélorussie (8 millions d'habitants), 1,77 %.

D'ailleurs, Michel Garder affirme lui-même que « non seulement le bon vieux patriotisme russe n'est pas mort, mais il est encore plus chauvin qu'à l'époque tsariste ». S'il pense que ce patriotisme se manifeste également en Ukraine et en Biélorussie, il se trompe complètement. Pendant la dernière guerre, c'est au patriotisme ukrainien et biélorussien qu'on a dû faire appel pour obtenir le plus d'adhésion possible des deux nations. Mais l'auteur se trompe aussi en affirmant que les dirigeants soviétiques jouent sur le patriotisme russe sans incarner l'idée de patrie. Ces dirigeants ne jouent pas sur le patriotisme russe, ils l'incarnent, le protègent ou, si

(16) W. Kosyk, *L'Ukraine sous le joug colonial russe*, Paris 1963, p. 25-26 ; Richard Pipes, *The formation of the Soviet Union (1917-1923)*, Harvard University Press, Cambridge, 1957, p. 269.

(17) *Pravda*, 17 février 1956 ; cf. *Caucasian Review*, n° 4, Institut for Study of the USSR, Munich 1957, p. 59.



le besoin s'en fait sentir, le stimulent. Bien sûr, le chauvinisme et l'impérialisme des Russes provoquent fatalement une réaction nationaliste chez les nations conquises, c'est-à-dire dans les Républiques nationales de l'Union. Par une réaction d'auto-défense, chaque fois que s'accroît la pression chauviniste et impérialiste des Russes, les populations de l'Ukraine, de la Biélorussie, des pays baltes, du Caucase et de l'Asie centrale répondent par une opposition plus marquée à la russification et à la domination russe. Alors tout en décrétant une nouvelle lutte contre le « nationalisme bourgeois » ukrainien, biélorussien, géorgien ou autre, les dirigeants russes sont obligés de freiner un peu leur propre chauvinisme. Bien sûr, il existe chez les Russes également un courant préconisant la tolérance envers les autres nations de l'U.R.S.S. Cependant, c'est le nationalisme de chaque République nationale, autrement dit le patriotisme ukrainien, biélorussien, géorgien, etc., qui forme cette force centrifuge représentant un danger réel pour le régime soviétique.

Quant à la fierté nationale et au patriotisme russes, il est à craindre que le cas échéant ils ne volent au secours du régime soviétique. Car on aurait du mal à prouver que les communistes russes n'ont pas sauvé l'Empire, et porté la Russie arriérée au premier rang des puissances mondiales. C'est pourquoi l'opposition en Russie présentera moins de danger pour le régime et aura toujours un caractère essentiellement différent de celle des Républiques nationales de l'U.R.S.S.

Les causes du dépérissement du pouvoir soviétique sont multiples. On peut cependant les classer selon leur nature : elles sont politiques, économiques et sociales. Parmi elles il y a évidemment les échecs économiques, le mauvais rendement, la détérioration du bien de l'Etat et l'échec de la formation de « l'homme soviétique » qui forcément devait être l'homme russe. Mais alors que

les échecs économiques et le mécontentement social provoquent la même sorte d'opposition dans toute l'Union soviétique, il n'en est pas de même des causes politiques. Les Russes n'aspirent éventuellement qu'à obtenir un peu plus de liberté personnelle, alors que les populations des Républiques nationales aspirent à la liberté personnelle et nationale, donc elles sont contre le régime soviétique aussi bien que contre la domination russe. Ce phénomène est une conséquence naturelle du fait que le communisme russe est plus national qu'international et sert tout d'abord les intérêts de la Russie. C'est là aussi la source des conflits entre les communistes russes et les communistes d'autres nationalités, y compris les Chinois. D'autre part, si les circonstances amènent les dirigeants russes à freiner leur propre impérialisme et leur messianisme, il n'est pas exclu que l'échec dans ce domaine puisse provoquer des mécontentements parmi les partisans de l'impérialisme et du messianisme russes. Le régime se trouve donc dans une impasse, d'où il semble vouloir sortir en utilisant la phraséologie communiste et en faisant des concessions aux uns et aux autres.

Il semble être certain que l'opposition dans le domaine économique et social ne suffirait pas à renverser le régime. En tout cas cette opposition n'a pas réussi à le renverser à l'époque où la vie était beaucoup plus insupportable qu'elle ne l'est maintenant. C'est donc l'opposition dans le domaine politique qui ira en grandissant proportionnellement à l'affaiblissement du régime, qui jouera un rôle déterminant. C'est pourquoi on peut prévoir que tout affaiblissement notable dans la structure du régime ne manquerait pas de provoquer, dans les républiques non russes, des remous sérieux qui aboutiront inévitablement à cette révolution que prévoit Michel Garder. Selon lui, le résultat en sera le suivant :

« A la stricte centralisation existant actuellement en

U.R.S.S.  
lisée.  
n'est  
plus  
nera  
taura  
aujo  
Ce  
ment  
afin  
pour  
pass  
En  
culté  
qu'il  
leur  
c'est  
s'éve  
sera  
régim  
1917  
fais  
péte  
auss  
les  
imp  
sauv

*U.R.S.S. pourrait succéder une fédération plus décentralisée. L'hypothèse d'un éclatement partiel de l'ensemble n'est évidemment pas à écarter non plus* ». Mais il est plus logique de penser que la révolution en U.R.S.S. amènera inévitablement la dislocation de l'Empire et la restauration de l'indépendance des nations composant aujourd'hui l'U.R.S.S.

Cette éventualité demande qu'on étudie plus sérieusement en Occident les problèmes nationaux de l'U.R.S.S. afin de ne pas être pris au dépourvu le cas échéant et pour ne pas répéter les erreurs qui ont eu lieu dans le passé.

Enfin, constater que le régime soviétique est en difficulté, qu'il est menacé de s'effondrer, ne signifie pas qu'il disparaîtra bientôt. Et pourtant ce serait la meilleure solution pour le monde. Mais ce qu'il faut d'abord, c'est de souhaiter qu'aucune puissance étrangère ne s'évertue à venir en aide au régime soviétique lorsqu'il sera vraiment agonisant. Car il faut bien le dire, ce régime a été agonisant déjà à plusieurs reprises : en 1917-1918, en 1920-1921 et en 1941-1946, mais chaque fois, faisant preuve d'une indifférence inouïe, d'une incompetence désarmante, issues toutes deux de l'ignorance aussi bien de la situation réelle que des rapports entre les nations de l'Empire qui jouent pourtant un rôle important, les puissances étrangères ont contribué à le sauver.

Michel RIMET

# SUR LA DECOLONISATION

## II

*Nous donnons ici la suite d'une importante étude de M. Michel RIMET sur la décolonisation dont nos lecteurs ont déjà eu le début dans notre numéro spécial Drame et problèmes de l'Afrique. Plusieurs personnes nous avaient déjà demandé la suite de cet article, et nous avons été obligés d'en différer la publication à cause de son étendue. Dans la première partie de son étude, Michel RIMET expliquait combien est confuse et contradictoire la notion même de « décolonisation » en raison des problèmes très complexes qu'on trouve en présence de chaque race et de chaque région. Après avoir étudié les éléments entièrement différents dont on doit tenir compte avec les peuples jaunes ou musulmans, l'auteur passe maintenant aux difficultés propres à l'Afrique noire.*

**Passons maintenant au monde de l'Afrique noire. Nous pouvons dire que les Nègres semblent ressentir à l'égard des Blancs encore plus de complexes que les Arabes, mais pourtant moins de haine. D'un niveau intellectuel moyen inférieur à celui des Arabes, ils n'ont pas eu à lutter de manière violente contre les Européens, c'est-à-dire par les armes pour**

conq  
allée  
noir  
donc  
com  
Noir  
de l  
celle  
dyna  
spiri  
nota  
pas  
était  
Il  
ex-b  
chin  
« C  
foss  
nes  
D  
très  
on  
par  
La  
que  
« V  
nou  
des  
exa  
lors  
un  
ma  
çais  
de  
util  
que  
d'A  
mê  
tou

LA  
ON

conquérir leur souveraineté. La France, pour sa part, est allée au devant des désirs manifestés par les leaders d'Afrique noire en offrant l'indépendance à ces territoires. Le sang n'a donc pas coulé entre Français et Africains noirs. Pourtant les complexes d'infériorité de ces derniers sont énormes. Les Noirs ont vaguement conscience d'avoir beaucoup reçu de la civilisation occidentale ; et d'avoir donné très peu à celle-ci en échange. Ils savent qu'ils sont moins actifs, moins dynamiques que les Blancs et les Jaunes. Même sur le plan spirituel, ils ont été très réceptifs aux influences étrangères, notamment au Christianisme et au Mahométisme. Ce ne fut pas le cas pour les Arabes qui ont toujours estimé que l'Islam était préférable à la doctrine du Christ.

de M.  
rs ont  
nes et  
vaient  
ns été  
endue.  
expli-  
notion  
s très  
et de  
ntière-  
s peu-  
tenant

Il y a quelques années, des dirigeants africains (Congo-ex-belge) avaient fait venir dans leur pays des techniciens chinois, mais ils constatèrent avec amertume et déception : « Ce sont presque des Blancs ! », ce qui montre bien qu'un fossé profond de nature psychologique sépare Blancs et Jaunes d'une part et Noirs de l'autre.

Du point de vue psychologique, les Nègres ont des réactions très vives infantiles. Si l'on utilise la typologie de Le Senne, on peut les classer, soit parmi les sentimentaux (EnAS) soit parmi les nerveux (EnAP).

La vie affective chez eux est prédominante. Il est très fréquent d'entendre des étudiants noirs dire à des Blancs : « Vous ne faites aucun effort, ni pour nous aimer, ni pour nous comprendre. » Ils souffrent considérablement du mépris des Européens à leur égard. Leurs réactions sont souvent exagérées et portent la marque d'une absence de maturité : lors des premières explosions nucléaires au Sahara, on vit un pays noir fraîchement promu à l'indépendance, le Ghana, manifester son mécontentement en bloquant les avoirs français sur son territoire. La primarité est la marque essentielle de leur caractère ; ce sont des « extravertis-fluctuants », pour utiliser la typologie de Paul Grieger, ou encore des cycloïdiques, si l'on utilise les catégories de Kretschmer. Les Arabes d'Afrique du Nord et les S'd-Américains présentent les mêmes traits caractéristiques, mais à un degré moins accentué toutefois, si l'on prend comme système de référence le carac-

tère moyen européen, nettement plus orienté vers la secondarité et la schizothymie. On observe dans toutes leurs formes d'activité sociale ou comportementale des alternances très marquées. Tout récemment un sondage d'opinion, effectué au Congo belge, révéla que 95 % de la population de ce pays souhaitait le retour au régime colonial.

Dans l'opposition classique Orient-Occident, envisagée par maints auteurs, on peut dire que parmi les traits essentiels de la civilisation occidentale, il faut citer le goût du bien-être et la volonté d'imposer la justice sociale, qui vont généralement de pair avec la vie active. Les USA ainsi que les pays nordiques et sub-nordiques européens présentent ces caractéristiques au plus haut point. Ces traits s'estompent de plus en plus lorsqu'on passe graduellement dans les pays d'Europe méridionale, puis dans le Monde arabe. Les pays d'Afrique noire relèvent de l'Orient (entendu dans le sens éthique et tempéramental du terme et non dans le sens géographique); ce qui caractérise le mode de vie oriental, c'est la prédominance de la vie contemplative sur la vie active, un faible attrait pour l'acquisition des richesses matérielles, le manque d'efficienc e et le dynamisme, le dédain du confort matériel et une certaine indifférence à l'égard de la justice sociale. C'est dans ces pays que l'on trouve les plus grandes inégalités sociales. Dans cet ordre d'idées, il importe de noter que dans certains états d'Afrique noire, terriblement sous-développés, les traitements des députés et fonctionnaires sont égaux à ceux de leurs homologues de l'Europe riche (Angleterre, Allemagne, Belgique, France, Suisse) et supérieurs à ceux de l'Europe pauvre, pourtant moins misérable qu'eux dans l'ensemble (Espagne, Grèce, etc...). Il y a quelques années, un « roitelet » noir, au lendemain de la proclamation de l'indépendance de son pays, jugea absolument indigne de lui le palais — pourtant déjà beau! — du gouverneur français qui l'avait précédé. Il le fit raser, et construire à la place un palais splendide digne d'un conte des Mille et une Nuits. Pendant ce temps, ses compatriotes prolétaires végétaient dans une misère indicible. Il faut bien dire que ce qui caractérise l'homme de l'Orient toujours dans le sens éthique et tempéramental du terme) c'est sa tendance au mysticisme,

et par conséquent son culte de la Hiérarchie (ieros-sacré), le respect religieux qu'il éprouve envers le chef. Il est probable que ce n'est pas par cupidité ou attachement profond aux biens matériels que la minorité privilégiée cherche à vivre sur le plus grand pied possible, mais tout simplement par goût du faste de l'apparat, du luxe, étant entendu que c'est ce qui les distingue de la masse, et que cette distinction est pour eux plus ou moins nécessaire, car elle revêt un caractère quelque peu religieux. Comme nous sommes loin du complexe égalitaire des Yankees, chez lesquels on ne fait guère de différences, tant dans l'uniforme que dans les manières, entre un colonel et un « private », en notant par ailleurs qu'un simple ouvrier de chez Ford pourrait presque vivre, apparemment, sur le même pied que le Président des Etats-Unis !

Les pays d'Afrique n'ont pas la forte structuration étatique des puissances occidentales modernes. C'est ce qui fait la faiblesse de ces pays, incapables de s'organiser en vastes ensembles, en grandes fédérations. Il y a trop peu de technicité, trop peu d'administration compétente, et trop de politique partisane, trop d'intrigues. Le nombre de coups d'état, d'assassinats politiques est absolument invraisemblable en Afrique. Il semble que la fluctuance, qui est une des marques caractérielles des Africains à l'échelle individuelle, se retrouve à l'échelle collective ou nationale. Cette fluctuance et cette extraversion se retrouvent dans le Monde arabe, au Moyen-Orient et dans les pays sud américains. Des tentatives ont été faites pour réaliser quelques fédérations ; toutes se sont soldées par des échecs ; la République arabe unie (Egypte et Syrie) a éclaté en deux au bout de quelque temps ; il en fut de même pour la fédération du Mali (Sénégal et Niger), pour la fédération des deux Rhodésies et du Nyassaland, etc...

Il y a donc lieu d'être pessimiste en ce qui concerne les possibilités de réalisation d'un Maghreb uni. On sait que le Congo ex-belge, lors de la proclamation de l'indépendance, s'était scindé en deux : Congo proprement dit et Katanga. On sait aussi qu'il fallut une intervention étrangère pour mettre un terme, au bout de plusieurs années d'une lutte acharnée, à la sécession katangaise. On sait enfin que l'ONU

eut un rôle peu reluisant dans cette affaire, méprisant l'article 75 de sa propre charte et le droit le plus élémentaire d'auto-détermination des peuples. Il y a sur le continent africain une telle diversité des races, de religions, de langues, de tempéraments psychologiques, qu'il n'est pas près de réaliser son unité. Les superstructures (organisées ou non) sont aussi faibles que possible ; la prééminence des chefs locaux et des assemblées locales est manifeste, ce qui aggrave la situation. On sait que la situation psychologique des sud-américains et des Centraméricains, qui sont des Latins, est comparable à celle de l'Afrique noire : tendance à la cycloïdie, à l'extraversion, à la fluctuance, et aux types EnAS et EnAP définis par Le Senne. Or, si on prend une carte du continent américain, on constate : en Amérique du Nord occupée principalement par les Anglo-Saxons, deux états immenses (USA et Canada) ; en Amérique latine, une poussière d'états. Le contraste est frappant !

En Amérique latine, on observe la même instabilité qu'en Afrique. A cet égard, on peut dire que les mêmes causes produisent les mêmes effets de part et d'autre de l'Atlantique, par suite du déterminisme géographique et climatique, dans l'élaboration de la mentabilité collective d'un peuple.

Les points qui nous venons de traiter sont importants, car la balkanisation de l'Afrique est de nature à porter préjudice à la rationalisation de la vie économique et à l'amélioration du standard de vie moyen (que l'on sait très bas) de l'Africain.

L'assistance financière et technique qu'accorde la France à ses anciennes colonies d'Afrique est importante : les pays arabes, très exigeants, ont tendance à demander une aide gratuite, sans contrepartie. Les états noirs, au contraire, semblent admettre comme normal qu'en échange d'une aide pécuniaire importante, certains états européens entretiennent des bases militaires sur leurs territoires, et même des privilèges économiques, mais pour combien de temps encore ? Dans le Monde moderne qui est le nôtre, l'interdépendance des nations va croissant ; elle est même parvenue à un degré tel qu'il n'existe pratiquement plus de pays complètement indépendant. Pourtant, si les états d'Afrique n'ont pas accédé



à l'indépendance totale, du moins ont-ils obtenu la souveraineté internationale et la dignité. C'est déjà beaucoup pour des peuples qui avaient été tenus ouvertement dans un tel état de sujétion. Les Noirs peuvent désormais participer à la gestion des intérêts de leurs pays respectifs. Le dilemme qui se pose désormais pour les Africains est le suivant : ou bien, ils acceptent de recevoir une aide matérielle, substantielle, des puissances ex-colonisatrices, mais en échange doivent considérer que leur indépendance économique ne peut être totale vis-à-vis de ces puissances ; ou bien, ils exigent une indépendance totale, mais doivent envisager de renoncer à toute aide matérielle extérieure. Les états d'Afrique noire admettent facilement la première éventualité, comme on l'a vu, mais non les pays arabes. En toute logique, la conduite à tenir à l'égard de ces derniers serait le dégagement. Certains esprits sentimentaux pourraient objecter que, sans assistance matérielle, ces jeunes nations seraient en proie à la misère et pourraient glisser dans le communisme. On oublie trop vite que pour ces peuples « orientaux », le bonheur n'est pas conditionné par un standard de vie élevé, comme en Europe et que chez eux les normes et idéaux de la civilisation n'ont pas cours... Le tort des Occidentaux est de vouloir imposer aux peuples contemp[or]atifs leur propre rythme d'activité, leur goût du confort et même leur niveau de vie. C'est là un manque de compréhension à peu près total des normes éthiques de l'Orient. A cet égard, la colonisation, même sous ses bons aspects, a été un échec partiel, car il est vain de vouloir plier à un rythme de vie qui n'est pas le leur, qui est même contraire à leur tempérament propre, des peuples subjugués. Il ne semble pas non plus que le Monde arabe, pas plus que le Monde noir, soit mûr pour le communisme, car la mystique de l'Islam ne laisse aucune place pour la mystique marxiste-léniniste. Si des états arabes ont pactisé avec Moscou, ce fut surtout par opportunisme, ou parce que la conjoncture provisoire des systèmes d'alliances en faisaient une nécessité.

Sous la forme de l'assistance technique, le néo-colonialisme semble connaître la même erreur que le régime politique d'administration directe antérieur à l'indépendance. A cet égard, l'indépendance politique ne constitue qu'un premier

stade de la Décolonisation. On peut dire d'ailleurs que ce stade est d'autant moins avancé que le pouvoir économique joue un plus grand rôle, comme c'est le cas à notre époque. Au XVI<sup>e</sup> siècle, Elizabeth, reine d'Angleterre, avait deux moyens essentiels pour régler les rapports de son pays avec l'Étranger : l'intrigue et les navires de guerre. Au dernier siècle encore, de tels rapports se réglaient uniquement par la diplomatie, l'indépendance politique se confondant avec son indépendance totale. A notre époque, il n'en est plus de même car les différents états-nations se groupent en blocs économiques et militaires, ou se lient par des accords bilatéraux. Quand on songe qu'un pays comme la France, avec son passé glorieux, son degré d'évolution scientifique, économique et sociale, est prêt, comme d'autres états européens, à renoncer à son indépendance et à se fondre dans une entité plus grande, on ne peut s'empêcher de sourire lorsqu'on constate les prétentions des états africains, hier encore colonisés, à l'indépendance totale. Certes, elle n'est pas impossible ; il suffit à ces états de se replier totalement sur eux-mêmes, et de renoncer tout-à-fait à la civilisation occidentale, scientifique et technique, ce qui se traduirait immanquablement par un retour au Moyen-Age féodal, obscurantiste, et à une misère matérielle indicible.

Au siècle dernier, lorsque, sous l'autorité de Toussaint Louverture, Haïti secoua le joug de la France dans une lutte acharnée et sauvage, elle put acquérir une indépendance totale, ce qui permit aux Noirs de se débarrasser de leurs complexes à l'égard des Européens. A l'heure actuelle, la France constitue pour les Haïtiens un puissant pôle d'attraction, notamment sur le plan culturel. Dans la bouche des Haïtiens, le dicton « Voir Naples et mourir » s'est transposé en celui de « Voir Paris et mourir ». Les Français sont d'ailleurs fort bien accueillis en Haïti, ce qui démontre bien que le peuple haïtien est un peuple adulte, arrivé à maturité sur le plan psychologique.

Par contre le drame de la grande majorité des états africains est d'avoir acquis leur « indépendance » à une époque où ce terme devient de plus en plus vide de sens, et de ne pouvoir suivre une évolution normale comme les états d'Amé-

rique  
coloni  
ces p  
penda  
dans  
On ob  
volont  
plexes  
l'égare  
tacts  
éviden  
sistanc  
exemp  
ont un  
qui rij  
ci von  
le péd  
ment  
reusen  
étudia  
pour «  
tion d  
des de  
de l'é  
d'une  
peut-êt  
voir qu  
veau  
méro  
gue fra  
mirage  
substan  
cacao,  
contre  
au mē  
que les  
mentai  
rique,  
qu'il a

rique latine. Certes le dégagement total des puissances ex-colonisatrices permettrait la maturation psychologique de ces peuples par l'élimination des sentiments d'infériorité. Cependant est-il possible ? Les Noirs d'Afrique parviendront-ils, dans les conditions actuelles, à l'âge psychologique adulte ? On observe présentement chez certains de leurs éléments une volonté de sur-compensation, à l'effet d'éliminer de tels complexes, et qui se traduit par une attitude assez arrogante à l'égard des Blancs, notamment chez des étudiants. Les contacts humains, interraciaux, à l'échelle individuelle, en sont évidemment affectés, ce qui peut évidemment contrarier l'assistance technique dans les territoires africains. Citons un exemple : les étudiants et les lycéens noirs, dans leurs pays, ont une tendance très nette à chahuter le professeur blanc, qui riposte en punissant les coupables ou, le coupable. Ceux-ci vont alors déposer plainte pour « racisme » (sic) contre le pédagogue européen, et demandent son renvoi : généralement satisfaction leur est donnée. De tels faits sont malheureusement trop courants. Il peut se produire aussi que des étudiants africains demandent le renvoi d'un professeur blanc pour « incompétence » (Re-sic). On comprend que la réalisation de l'Eurafrique, dont il a été souvent question au cours des dernières années, ne soit guère réalisable au stade actuel de l'évolution de l'Afrique. Les conditions psychologiques d'une telle intégration ne sont pas réalisées et ne le seront peut-être pas avant longtemps, car celle-ci ne peut se concevoir que dans l'association entre pays parvenus au même niveau psychologique et économique d'évolution. Dans le numéro 9 de « Révolution africaine », journal africain de langue française, on a pu lire récemment un article intitulé « Les mirages de l'Eurafrique » et dans lequel l'auteur écrit en substance que si l'Europe n'a pas vocation pour produire du cacao, du café, du coton et des bananes, l'Afrique peut par contre parfaitement s'industrialiser au même titre — sinon au même degré ! — que l'Europe. L'auteur veut dire par là que les deux continents ne sont pas nécessairement complémentaires et que l'Eurafrique n'est pas une nécessité historique, économique ou géographique. Il semble à première vue qu'il ait raison ; cependant quand on réfléchit longuement à

la question, notamment en faisant appel aux données de l'Ethnopsychologie, et de la sociologie, on se rend compte qu'il s'agit là d'un jugement simpliste, car les Africains sont aussi peu aptes que possible à l'industrialisation. Il y a en Afrique tout le poids des traditions religieuses, des tabous. L'émancipation moderne qui revêt principalement une forme intellectuelle, est, en réalité, bien superficielle, car elle se brise devant la structure patriarcale et plus précisément tribale de la société africaine. La plupart des intellectuels africains formés en Europe retournent dans leur pays d'origine en se promettant bien d'eupéaniser la vie sociale et de répandre les grandes normes de la Civilisation occidentale. Toutes ces belles résolutions fondent comme neige au soleil d'Afrique ! tant est lourd le poids des traditions millénaires sur ce continent. L'activité des Africains et plus particulièrement des Noirs, est orientée vers l'Agriculture, vers l'artisanat (ils se distinguent par une grande habileté manuelle et ont horreur du travail à la chaîne, nécessité par l'industrie moderne ; en outre ils font preuve d'un sens esthétique certain dans leurs œuvres artisanales) — et enfin vers le petit commerce. L'Europe méridionale est pourtant assez éloignée, psychologiquement et géographiquement, de l'Afrique, ce qui ne l'empêche pas d'être faiblement industrialisée, et de fait économiquement sous-développée et pauvre. Tel est le cas de l'Espagne, de la France du Sud, de l'Italie du Sud, de la Grèce. C'est ainsi qu'en Occitanie, le gouvernement français a voulu faciliter l'implantation d'industries, en accordant des facilités matérielles (sous forme de subventions) à des capitalistes susceptibles de procéder à des investissements importants dans cette région. Malgré cela, tous les projets « tombent à l'eau », faute de main d'œuvre appropriée car l'occitan, foncièrement individualiste, ne veut pas se soumettre à un minimum de discipline en travaillant à l'usine ; il préfère orienter ses activités vers le petit commerce, l'artisanat et l'agriculture, au même titre que l'Africain.

Dans de telles conditions, et à fortiori, on conçoit mal qu'il puisse se former sur ce vaste continent un complexe industriel comparable à celui de la Ruhr, avec une telle concentration de capitaux et un tel rendement. Il existe certes

ensen  
çais,  
chain  
vers  
elle  
comm  
nous  
tion d

Mal  
Phu, l  
prêts  
économi  
mum  
namie  
et qu'  
logue

Une  
est l'i  
l'égard  
des ac  
territo  
culture  
nialism  
occiden  
fique a  
que l'I  
langues  
entrer  
obligés  
et regr  
nique  
toutes  
la lang  
peut di  
de sa  
sait en  
différen  
Les me  
différen

ensemble sidérurgique à Bône, mais il est l'œuvre des Français, et on peut se demander ce qu'il deviendra dans les prochaines années ! La mutation miraculeuse des pays d'Asie vers une civilisation industrielle, scientifique et technique, est-elle possible en Afrique noire ? Dans les états noirs, tout comme en Polynésie, une telle évolution est impensable et nous estimons qu'elle n'a que de faibles chances de réalisation dans le Monde arabe.

Malgré Dien-Bien-Phu, ou peut-être à cause de Dien-Bien-Phu, les dirigeants du Nord Vietnam se déclarent tout à fait prêts à une coopération loyale avec la France. Des accords économiques et culturels entre ces deux pays auraient le maximum de chances de succès en raison du fait que les états vietnamiens ont achevé leur mutation psychologique et politique et qu'il n'existe chez leurs ressortissants aucun complexe analogue à ceux que l'on peut observer très nettement en Afrique.

Une des formes du néo-colonialisme, dont on parle moins, est l'impérialisme culturel de tel ou tel pays d'Europe à l'égard de ses anciennes colonies, qui, en particulier, signe des accords de coopération dans le but de s'assurer dans ces territoires la persistance de l'usage de sa langue et de sa culture. C'est probablement l'aspect le moins odieux du colonialisme. On peut même dire que la diffusion d'une langue occidentale dans les pays afro-asiatiques peut être fort bénéfique au contraire pour ces derniers. On sait par exemple que l'Inde contient un grand nombre de races, de sectes, de langues et de religions ; or il se trouve que des Indiens, pour entrer en contact avec certains de leurs compatriotes, sont obligés de s'exprimer en anglais. Dans ce pays, dont l'ancien et regretté chef, le pandit Nehru, a reçu une éducation britannique et s'exprimait toujours dans un anglais impeccable ; toutes les élites intellectuelles et sociales parlent couramment la langue de Shakespeare. Prenons le cas de l'Algérie : on peut dire que c'est la France qui a permis, par la diffusion de sa culture et de sa langue, l'unification de ce pays. On sait en effet que la langue kabyle et la langue arabe sont aussi différentes l'une de l'autre que le sont le français et l'anglais. Les mentalités respectives de ces deux ethnies sont aussi très différentes. Pourtant les élites arabes, tout comme les élites

kabyles, parlent, peu ou prou, le français, ce qui contribue à leur rapprochement. Ben Bella a pratiquement accordé à la Kabylie son autonomie, laquelle n'existait pas sous le régime français, ce qui tend à prouver que le lien qui maintient sous une loi commune les Berbères et les Arabes, est en grande partie conditionné par la culture française. La position de celle-ci en Afrique noire est encore plus forte, et joue plus nettement encore le rôle de médiateur, d'agent de liaison entre peuples divers. En Union sud-africaine la langue anglaise joue le même rôle de liaison.

Cependant les langues européennes n'ont pas été seulement un facteur d'unification pour les peuples afro-asiatiques subjugués. Elles procurent à ces peuples des possibilités culturelles insoupçonnées, du fait qu'elles ont toujours été jusqu'à maintenant des moyens d'expression très subtils, hautement différenciés. C'est à elles que l'Occident doit la suprématie de sa civilisation technique et scientifique et les nombreuses nuances de sa pensée.

Des peuples foncièrement dynamiques ont eu leur civilisation scientifique et technique stoppée par une langue inadéquate. Ils ont dû procéder à des réformes linguistiques importantes dans leur désir de s'occidentaliser. C'est ainsi que la Turquie de Mustapha Kemal a dû occidentaliser sa langue ; elle a fait table rase de beaucoup de termes abstraits empruntés à l'arabe, et a essayé de modifier radicalement la structure de sa langue par l'usage de préfixes (préfixes verbaux en particulier). La langue japonaise est lourde, obscure, encombrante pour l'expression de la pensée moderne. C'est la raison pour laquelle les Nippons ont considéré l'anglais comme une seconde langue maternelle. Il existe d'ailleurs de profondes affinités entre ces Extrême-Orientaux et nos voisins d'Outre-Manche. Les uns et les autres sont des insulaires vivant dans une zone tempérée, orientés vers la mer, et appartiennent au type psychologique NEAS (flegmatiques selon la typologie de Le Senne). On peut dire que ce sont des extravertis perpétuels, pour employer le langage de Grieger. Nul doute que la langue de Shakespeare ne soit parfaitement adaptée au tempérament japonais. En Chine communiste, où il y a un engouement particulier pour les sciences et les techniques

occi  
a de  
L'a  
sati  
ser  
le fr  
pays  
en A  
reve  
moti  
une  
à l'o  
lent.  
puiss  
enco  
le re  
comp  
lier  
Le  
de n  
gues  
s'exp  
çais.  
mass  
faite  
Co  
entre  
néo-  
pas  
quitt  
la m  
effet  
prop  
fait  
l'ind  
bilit  
pas  
proc  
qu'e

occidentales, une réforme linguistique est en cours puisqu'on a décidé d'adopter l'alphabet latin (et non cyrillique!)

L'arabe n'est pas mieux adapté que le japonais à la civilisation moderne. Il est vrai que les pays arabes peuvent utiliser les langues européennes des ex-puissances colonisatrices : le français est très répandu en Syrie, au Liban, dans les trois pays du Maghreb et même en Egypte ; l'anglais en Jordanie, en Arabie séoudite, en Egypte, en Irak. Si ces pays veulent revenir à l'usage généralisé de la langue arabe, pour des motifs politiques ou autres, ils devront, ou bien procéder à une réforme linguistique extrêmement poussée ou renoncer à l'occidentalisation et aux avantages matériels qui en découlent. En Afrique noire, l'abandon complet des langues des puissances ex-colonisatrices aboutirait à une balkanisation encore plus poussée du continent africain, et se traduirait par le retour intégral au régime tribal primitif, et la destruction complète des structures héritées du colonialisme (en particulier de toutes les superstructures, étatiques ou non).

Les peuples de couleur, vivant à des milliers de kilomètres de notre vieux continent ne peuvent adopter en bloc les langues européennes, qu'ils déforment à qui mieux mieux. Ainsi s'explique l'origine des patois créoles, qui dérivent du français. Le créole, qui varie selon les régions, est parlé par la masse des hommes de couleur. Seule une élite s'exprime parfaitement en français, en anglais ou néerlandais.

Comme on vient de le voir, il y a un certain parallélisme entre l'impérialisme économique et l'impérialisme culturel du néo-colonialisme moderne. Dans la mesure où ce dernier n'est pas toléré une politique de dégagement semblerait s'imposer, quitte à revenir ensuite à une coopération véritable, une fois la mutation psychologique achevée. Cette politique aurait pour effet de restituer les anciens peuples colonisés à leur vocation propre, en leur laissant le maximum de liberté. En outre, du fait qu'elle a le mérite de la franchise, elle comporterait l'indéniable avantage de mettre devant leur entière responsabilité et de leur démontrer que la colonisation ne comporte pas seulement des aspects négatifs comme s'acharnent à le proclamer certains démagogues d'outre-Méditerranée, mais qu'elle était le vecteur principal de la civilisation occiden-

tale, et qu'elle a permis un rendement matériel accru, par la construction d'usines, d'hôpitaux de dispensaires, de routes, de ponts, de voies ferrées, d'écoles. Le Dégagement permettrait donc à ces peuples non parvenus à la maturité psychologique, d'accéder plus vite à l'âge adulte, en les rendant parfaitement conscients de l'évolution et de la vocation réelle de leurs pays respectifs, et de la valeur relative qu'il convient d'attribuer aux divers principes de la civilisation européenne, et aux différentes normes de leur propre Ethique.

Cependant, si le Dégagement serait de nature à favoriser une évolution psychologique normale des peuples ex-colonisés, et serait même favorable à l'intérêt économique des puissances ex-colonisatrices, on peut se demander s'il est possible dans la conjoncture mondiale actuelle, et même s'il est souhaitable en fin de compte. L'observateur qui a suivi de près les événements internationaux qui se sont déroulés dans les dernières années, peut aisément répondre par la négative à une telle question. Pour que le Dégagement fût possible, il faudrait qu'un accord général intervînt entre les grandes puissances du Globe, qui s'engageraient à une non-ingérence totale à l'égard des pays insuffisamment développés. Or un tel accord n'est guère sur le point d'être réalisé, car ce pays fraîchement promus constituent le champ clos où s'affrontent de manière plus ou moins sournoise, les Grands, et ne sont que des pions sur un échiquier.

Si un pays européen venait à supprimer complètement tout lien avec ses ex-colonies, un autre grand pays normalement développé le supplanterait sur le plan économique, et peut-être même militaire, dans les territoires ainsi abandonnés, ce qui n'irait pas sans conséquences graves. Prenons l'exemple de Cuba : Au temps de Battista, la plus grande des Antilles était un protectorat américain. Cet état de choses cessa à la suite d'une révolution politique, par la volonté de Fidel Castro, qui eut la prétention de faire accéder son pays à l'indépendance totale. Le tort des Américains fut de ne pas reconnaître leur échec, et de vouloir favoriser les ennemis du dictateur cubain ; celui-ci fut donc contraint de chercher appui auprès de l'Union soviétique, qui, profita de l'occasion pour installer, à quelques kilomètres des côtes U.S., des rampes

de la  
guerre  
affaires  
Franc  
avec  
placé  
taller  
lancer  
sa sé  
pays  
gique  
se pr  
produ  
dance  
ne m  
au pl

Il  
table  
devoi  
ceptil  
gnité  
intéri  
mais  
nue  
ment  
rale.

possi  
tenta  
faites  
belge  
Blanc  
mais  
calis  
L'Alg  
s'ach

Da  
peut  
liens  
anné



de lancement pour missiles à moyenne portée. On sait qu'une guerre mondiale fut bien près d'éclater à la suite de cette affaire. De même il n'est pas interdit de penser, que si la France venait à couper ses liens économiques et culturels avec les pays du Maghreb, elle serait immédiatement remplacée par telle ou telle grande puissance, qui pourrait installer à 800 kms de ses côtes méridionales des rampes de lancement pour fusées à moyenne portée, qui menaceraient sa sécurité. En pratiquant une politique de dégagement, les pays européens faciliteraient, certes, une évolution psychologique normale des peuples ex-colonisés, mais pourraient aussi se priver éventuellement de précieux débouchés pour leurs produits. Tous les peuples fraîchement promus à l'indépendance sont parfaitement conscients de cette conjoncture et ne manquent pas, par une sorte de surenchère de se donner au plus offrant.

Il semble donc bien que le Dégagement, quoique souhaitable à certains égards, soit une utopie. De toute façon, le devoir des puissances ex-colonisatrices est de ménager la susceptibilité des peuples d'Outre-Mer et de respecter leur dignité en s'efforçant de ne pas intervenir dans leurs affaires intérieures. On ne parle d'ailleurs plus de pays sous-développés, mais de « pays en voie de développement » (sic). On continue à parler de « coopération » alors qu'on sait pertinemment qu'il s'agit d'une aide pure et simple, presque unilatérale. Cette aide, quoiqu'efficace, doit être aussi discrète que possible et ne pas humilier les bénéficiaires. Une charité ostentatoire ne saurait être la vraie charité et serait donc parfaitement inutile. Certes les événements récents du Congo ex-belge marqués par le racisme noir, et par le massacre des Blancs sont de ceux qui militent en faveur du Dégagement, mais il faut considérer que de tels événements sont très localisés et ne sauraient être le fait de tous les pays d'Afrique ! L'Algérie elle-même qui fut une terre longtemps ensanglantée, s'achemine vers une situation normale.

Dans la mesure où il est souhaitable, le Dégagement ne peut être que partiel ; il doit surtout être progressif ; des liens de toutes sortes ont existé depuis de si nombreuses années entre Européens et Africains qu'on ne peut les rompre

du jour au lendemain. Les pays ex-colonisateurs ont des devoirs moraux d'assistance technique à l'égard des peuples encore imparfaitement parvenus à maturité. Il y a quelques années au lendemain de l'indépendance du Maroc, un ministre de ce pays disait aux Européens qui voulaient l'entendre : « On vous demandait une goutte d'eau ; vous nous avez donné la Mer pour nous y noyer!!! »

Bien que les pays européens la « coopération » à l'égard de leurs anciennes colonies les deux grands états communistes pratiquent une certaine assistance publique, culturelle, voire financière à l'égard des pays d'Afrique. Cette coopération, certes, est loin d'être désintéressée ; il est évident que c'est dans un but idéologique qu'elle se pratique ; sous le couvert de l'idéologie communiste, cette assistance doit permettre à Moscou et à Pékin d'étendre leur leadership sur cet immense continent, avec tous les inconvénients que cette domination représenterait pour l'équilibre mondial des forces en présence. On se demande alors à quel degré parviendrait la domination russo-chinoise en Afrique si les puissances ex-colonisatrices pratiquaient le Dégagement !

Il y a quelques années, dans les milieux gouvernementaux français, une formule lapidaire avait cours ; elle prônait pour les pays africains désireux de s'affranchir de la tutelle de la Métropole, « l'indépendance dans l'interdépendance ». Cette formule est certes judicieuse en principe, car elle tient compte du fait que tous les pays, y compris les plus puissants sont nécessairement de plus en plus interdépendants, en vertu du phénomène de planétisation signalé par Teilhard de Chardin. Cependant, lorsqu'il y a réciprocité d'influence entre un pays économiquement puissant et un pays « en voie de développement » on ne peut s'empêcher de songer à l'association entre le pot de terre et le pot de fer, répétons-le ! Le pays le plus puissant est naturellement amené à dominer le plus faible tout en faisant bénéficier ce dernier de certains avantages matériels et notamment d'une assistance technique et financière. Certes, les formes sont respectées (la facade est intacte !) mais la domination du pays le plus puissant, de nature économique est occulte.

Ainsi on comprend mieux cette espèce de surenchère des

pays le  
dévelop  
n'est pa  
des peu  
exempl  
parmi  
Noirs  
venir f  
Les raj  
russes  
Noir, p  
est sûr  
l'indice  
cette a  
nent q  
supérie  
protest  
Place  
études  
pathie  
Noirs  
qu'à N

Actu  
d'acco  
chacun  
de cha  
lorsqu  
venir

Con  
des a  
à voir  
soucie  
à cet  
sonnel  
de ch  
du m

pays les plus puissants à l'égard des peuples insuffisamment développés. Il est bien évident que cette assistance matérielle n'est pas désintéressée, quand on considère le comportement des peuples « majeurs » à l'égard de ceux-ci. Citons un simple exemple : Dans le but de répandre l'idéologie communiste parmi les futurs cadres de l'Afrique, les Soviets offrent aux Noirs africains des bourses importantes, leur permettant de venir faire leurs études à Moscou à l'université Lumumba. Les rapports entre ces étudiants africains et leurs collègues russes sont aussi peu sympathiques que possible : qu'un jeune Noir, par exemple, sorte aux bras d'une femme russe, et il est sûr de se faire rosser copieusement en public, ce qui est l'indice d'une certaine jalousie sexuelle de nature raciste ; cette antipathie renforce ses effets lorsque les Russes apprennent que les bourses accordées à leurs collègues noirs sont supérieures aux leurs. Les étudiants africains ont d'ailleurs protesté contre un tel comportement en manifestant sur la Place Rouge. Beaucoup d'entre eux, écœurés, vont finir leurs études dans un autre pays. En Occident il existe une antipathie mutuelle entre Européens et Arabes et même entre Noirs et Blancs, bien que cette dernière soit moins marquée qu'à Moscou.

Actuellement les puissances « majeures », par une espèce d'accord tacite, se partagent le Monde en zones d'influence, chacune de ces puissances ayant la sienne comme une espèce de chasse gardée. On a bien vu les réactions des Etats-Unis lorsque d'autres grandes puissances se sont permis d'intervenir dans la Mer des Caraïbes, sans l'accord U.S

Comme on le voit, le Dégagement et la Coopération sont des attitudes purement politiques où la sympathie n'a rien à voir, et qui ne sauraient être préconisées par le sociologue, soucieux avant tout d'objectivité. L'attitude qui sera adoptée à cet égard variera entre de larges limites selon les idées personnelles des hommes au pouvoir, selon la Nature et la position de chaque territoire et surtout selon la conjoncture politique du moment.

M. R.

F.-H. LEM

## Triomphe de l'Imposture ou Commémoration du néant ?

1960, en avance de cinq ans sur la date du Tricentenaire, la France consacrait au plus grand de ses peintres et qui fut un des plus grands peintres de tous les temps, Nicolas Poussin, sa première et unique rétrospective. 1965, année même du tricentenaire de la mort du peintre des « *Quatre saisons* » et des « *Bergers d'Arcadie* », celui-ci passait complètement inaperçu sur les cimaises, dans la presse et sur les ondes. 1966, la France officielle et celle de l'Annuaire mondain célèbrent à grands fracas le 85<sup>e</sup> anniversaire du toujours bien vivant Pablo Picasso, le plus illustre des peintres espagnols contemporains et le moins français de tous les artistes étrangers qui vivant sur son sol, bénéficient de sa généreuse hospitalité, mais sans pour autant exploiter les ressources de ses amateurs abusés, la rhétorique complaisante de ses esthéticiens, la curiosité insatiable de ses courriéristes et de ses photographes de presse.

C'est un signe des temps « *Et il s'élèvera plusieurs faux prophètes qui en séduiront un grand nombre...* » (Matthieu XXIV-11.) Et à l'annonce de ce scandale il convient de faire succéder l'admonition adressée par

l'ange  
nais  
tu es  
la tri  
alterr  
ration  
en m  
manil  
de no  
lanch  
toute  
Cec  
longu  
cation  
dicto  
breus  
qu'afi  
conte

Me  
trois  
tifs  
cité  
esthé  
de l'  
tradi  
grâce  
solid  
escor  
Le  
sans  
l'Occ  
comb

(1) D

l'ange de l'Apocalypse à l'Eglise de Sardes : « Je connais tes œuvres, tu as la réputation d'être vivant mais tu es mort. » Si j'ai choisi pour titre au commentaire de la triple Exposition en hommage à Pablo Picasso cette alternative — « Triomphe de l'imposture ou commémoration du néant ? — c'est en connaissance de cause et en m'interrogeant sur l'opportunité de cette grandiose manifestation, laquelle mobilise les ressources de trois de nos plus importants musées et nous vaut cette avalanche de manifestations dues à l'initiative privée de toutes les galeries d'art parisiennes où souffle l'esprit!...

Ceci dit, je m'excuse d'ouvrir une parenthèse un peu longue mais nécessaire, en me référant à quelques publications antérieures. Elles appartiennent à celles contradictoires sur le « fait Picasso », jusqu'ici si peu nombreuses que je me devais de les rappeler, ne serait-ce qu'afin d'amorcer ce qui va suivre et d'en éclairer le contexte.

\*  
\*\*

Mes lecteurs se souviendront, du moins je l'espère, des trois essais publiés en diverses revues, tous trois relatifs à cette idole contemporaine, qu'un snobisme, suscitée par une conjuration d'ordre idéologique et pseudo-esthétique, a hissé sur les autels de cette religion moderne de l'Art, religion qui au regard d'une grande et noble tradition perdue n'est plus aujourd'hui qu'une hérésie ; grâce aussi à un sectarisme de chapelles rivales mais solidaires dans la conquête de l'opinion et le partage escompté des bénéfices.

Le premier, le plus important de ces essais, fut écrit sans préméditation aucune, et publié par « *Défense de l'Occident*. » (1) l'année même de la commémoration — combien discrète : 3.000 invitations particulières lan-

(1) *Défense de l'Occident*, nov. 1961, nouvelle série n° 17.

cées!... — du quatre-vingtième anniversaire de ce patriarche de l'Art moderne qui a nom *Picasso*.

Picasso, s'il n'est pas le génie créateur, pour quoi le tiennent ses admirateurs syndiqués, n'en est pas moins un personnage assez extraordinaire, ne serait-ce que par son indiscutable talent dans l'art de résoudre les contradictions, toujours, bien entendu, au profit de l'avancement de sa gloire et de l'assurance de ses intérêts.

Espagnol d'origine et de nationalité, Picasso n'a cependant cessé depuis plus d'un demi-siècle de vivre en France, pays où il a jeté les bases de sa renommée, grâce notamment à une « glorieuse » abstention dans un conflit, qui à l'aurore de sa notoriété bouleversa l'Europe et le Monde, rendant indisponibles tout le temps qu'il durât — et pour certains définitivement — ses concurrents les plus directs ayant dû lâcher le pinceau ou l'ébauchoir pour le fusil et la grenade...

A la suite d'une guerre civile atroce, qui devait, quinze ans plus tard, déchirer son propre pays, conflit dans lequel s'engagèrent et s'affrontèrent en des camps opposés les volontaires de nombreuses nations, Picasso, là encore, plus directement concerné en raison à la fois de son origine, de sa nationalité et de ses convictions politiques, crut plus élégant de s'abstenir et sa contribution majeure au conflit fut l'exécution de cette grande composition, voulue vengeresse « *Guernica* », chef-d'œuvre ornant aujourd'hui les cimaises du Musée d'Art moderne de New-York et que ses fidèles de ce côté-ci de l'eau ne se consolent jamais d'avoir vu partir outre-Atlantique! Dès lors, Picasso, qui a l'âme noble, s'interdira de retourner en Espagne, mais donateur généreux ne verra aucun inconvénient à ce que Barcelone lui consacre un musée dans un des plus beaux palais de sa vieille ville.

Puis viendra le second grand conflit mondial, durant lequel notre artiste toujours au-dessus de la mêlée, ne

risque  
sant  
après  
au pa  
ter et  
mond  
de to  
Aya  
Mecq  
tionni  
social  
qu'il  
devai  
tion.  
Social  
que s  
célèbr  
les a  
voie  
décom  
lancés  
par le  
sance  
à me  
l'élab  
à l'us  
ques  
quille  
qu'il  
tater  
Pica  
jours  
les éc  
sition  
traver  
deme

risquera ni sa personne, ni sa réputation, ne s'interdisant pas pour autant de prendre hautement parti mais après coup, apportant, cette fois, son adhésion de fait au parti communiste. Il ne cessera, cependant, d'exploiter et mieux que jamais, sa clientèle capitaliste des deux mondes s'obstinant à couvrir d'or ses moindres bouts de toile.

Ayant ainsi donné son adhésion à un parti, dont La Mecque était alors, sans aucune contestation ni fractionnisme possible, la capitale de la grande République socialiste soviétique, laquelle répudiait « *l'art dégénéré* » qu'il continuait à promouvoir, cet intrépide militant ne devait pas s'embarrasser de cette nouvelle contradiction. Il trouvait des accommodements avec ce *Réalisme-Socialiste* pour lequel « *il n'y a d'œuvre d'art valable que si elle subordonne l'esprit comme la forme à la célébration des conquêtes du prolétariat* », invitant tous les artistes communistes du monde à s'engager sur la voie du « *stakanovisme artistique* ». Toujours sans se décontenancer, en dépit des formidables éclats de rire lancés, en présence de ses œuvres exposées à Moscou, par le camarade Kroutchev, alors à l'apogée de sa puissance, cet artiste « *engagé* » n'en continuait pas moins à mener de front, à l'usage de sa clientèle capitaliste, l'élaboration de ses « *chefs-d'œuvre* » extravagants et, à l'usage des camarades du parti, l'exécution de quelques œuvres de propagande d'un conformisme tranquille, telle sa célèbre « *Colombe de la paix* », colombe qu'il n'était pas besoin d'être ornithologue pour constater qu'il s'agissait d'un « *vulgaire pigeon* » !

Picasso, multimillionnaire — en francs lourds —, toujours au premier plan de l'actualité dans la presse, sur les écrans, dans les arènes, sur les plages, dans les expositions et rétrospectives organisées un peu partout à travers le monde, interviewé en ses diverses et opulentes demeures, célébré en de multiples ouvrages de caractère

hagiographique — près de 250 volumes édités en diverses langues — sans compter d'innombrables articles, tous répétant les mêmes insanités, à partir des mêmes « a priorismes », à savoir : le génie infaillible et indiscutable du maître, quoiqu'il dessine, quoiqu'il peigne, quoiqu'il sculpte, quoiqu'il décore, quoiqu'il « bouffonne ». Restait cependant pour Picasso une ultime et irréductible contradiction. Entre ces éloges inconsidérés, inconditionnels et le jugement éventuel de la postérité un hiatus, disons un abîme, que le maître, toujours inquiet et qui, en définitive, sait mieux que quiconque à quoi s'en tenir sur *son infaillible génie*, n'est jamais parvenu et ne parviendra jamais à combler. Et c'est probablement cette constante inquiétude qui l'a toujours poussé aux extrêmes, selon cette inflexible contrainte du « *libertin entraîné toujours plus loin sur la pente de la négation et du blasphème jusqu'à l'impénitence finale...* » Il n'est pas d'exemple, dans l'Histoire de l'Art, qu'une gloire viagère, aussi hyperbolique, aussi constamment soutenue, ne se soit soldée par un silence posthume aussi total qu'irréductible.

C'est cette permanente imposture esthétique, ce « *Mythe Picasso* », que mon premier essai tendait à dénoncer. Malgré une audience restreinte et un silence, sinon désapprobateur, en tout cas prudent, d'une critique ayant plus ou moins emboîté le pas soit par cécité, soit par entraînement, cédant à cette peur de « *rater le train de l'Histoire* », après les aveuglements ou les réticences de ses confrères du siècle dernier à l'égard des Impressionnistes, cet essai fit tout de même son chemin ; la vérité et la bonne foi ayant une irréductible force de pénétration.

Je récidivais, à l'occasion de l'Exposition organisée à la Galerie Knoedler sur le thème « *Naissance du cubisme* », entamant un dialogue imaginaire avec le préfacier tendancieux de cette exposition, M. Christian Zer-

vos, D  
que e  
monu  
lequel  
des E  
fatigab  
Ossa  
Puis  
cieux  
« L'E  
dre qu  
« Maî  
décala  
Cubism  
fense  
« Le

L'op  
liminai  
multifo  
fréque  
nesse)  
qui lu  
attenti  
propos  
n'a fai  
ce que  
préven  
tificati  
réussi

Il ap  
tation  
je sera  
qui ne



vos, Directeur des « *Cahiers d'Art* », commentateur lyrique et patenté du « maître », auteur et éditeur d'un monumental « *Catalogue de ses œuvres complètes* », lequel a déjà atteint les proportions de la plus vaste des Encyclopédies, alors que se poursuit l'effort de l'infatigable créateur, ne cessant « *d'entasser Pélion sur Ossa* ».

Puis, à l'occasion de la sortie en librairie du consciencieux ouvrage de notre excellent confrère Pierre Cabane « *L'Épopée du Cubisme* », livre qui n'est, à tout prendre qu'un long dithyrambe à la gloire sans partage du « *Maître du Bateau-lavoir* », je publiais, avec un certain décalage, le temps de la plus sereine réflexion : « *Le Cubisme démythifié* », troisième article, repris par « *Défense de l'Occident* » après sa parution initiale dans « *Le Peintre* ».

\*  
\*\*

L'opinion, qui transparaît dans ces considérations préliminaires, était fondée sur une connaissance de l'œuvre multiforme du maître, acquise au cours d'une longue fréquentation (il faut bien confesser ses péchés de jeunesse) et à l'occasion des innombrables manifestations qui lui furent consacrées depuis un demi-siècle. L'étude attentive des « chefs-d'œuvre innombrables », que nous proposent le Grand Palais, le Petit Palais et la Mazarine, n'a fait que confirmer de la manière la plus éclatante ce que je savais déjà et ce que tout homme de goût, non prévenu, sensé et sensible peut et doit penser de ce mystificateur, qu'il faut bien tenir pour génial puisqu'il a réussi jusque-là à abuser tant de gens.

Il apparaît dans cette grandiose et accablante manifestation que Picasso dessinateur et graveur, le seul auquel je serais disposé à faire quelque crédit, Picasso peintre, qui ne fut jamais peintre mais « colorieur », Picasso

sculpteur et céramiste, ayant ses racines dans le folklore méditerranéen, Picasso au cours de sa longue, laborieuse et extravagante carrière, faite de *trouvailles sans recherches*, Picasso, homme-Protée, a rencontré tout le monde sauf lui-même. Ce petit bonhomme, qui se veut des airs de matador et disait de Braque — au temps du Cubisme, ce menu à prix fixe — « *Braque c'est ma femme* », est tout, sauf un créateur. L'accumulation obsessive de 284 peintures, 205 dessins, 508 sculptures et céramiques, 143 estampes, au lieu de le servir ne fait, par une suprême illusion qui abolit celles du maître, que le desservir.

On retire du parcours labyrinthique du Grand Palais, où s'ordonnent dans le désordre les peintures de toute époque et de toute tendance qu'une impression de cauchemar, qui rejoint sans doute celle de l'extraordinaire capharnaüm dans lequel le maître s'est toujours complu. C'est à la fois la sensation qu'on éprouve en parcourant un « *scenic-railway* », le côté excitant et rapidement désenchanté des féeries du « *Grand 16* » où les adolescents de la Belle Epoque venaient chercher l'initiation, et celle écœurante d'un abattoir où les entrailles des bêtes sacrifiées s'étaient sur les murs : travail de dissection mais qui ne nous apprend rien sinon l'horreur de la vie !

Autre impression non moins pénétrante, non moins significative. Tout au long des cimaises, où les tableaux pendent comme des fraises de bœuf piquées à des crochets, des esquisses, rien que des esquisses, jamais d'accomplissement, un constat de perpétuelle impuissance. Ce que l'on prétend nous donner comme le témoignage d'un génie foisonnant, celui des renouvellements indéfinis de l'enchanteur faisant de son gibus s'envoler les colombes, n'est, en fait, que l'aveu de ses carences. Picasso trouve sans chercher. Ce qui veut dire qu'il ne trouve rien, si ce n'est l'envers des *trouvailles* des

autres  
ou ce  
miers  
pillé l  
comm  
fisant

Je  
mérit  
Ils sa  
liarisé  
rain,

la cor  
des ép  
ce jeu  
rieure

Picass  
vaille

vulgai  
Je m'e  
que j  
jamais

La  
laquel  
sions

sait-on  
Si le  
certain  
lores,

morgu  
à l'en  
la gar  
fait n

comm  
critiqu  
telle o

autres, ceux qui l'ont précédé sur les chemins de l'art ou ceux qui l'y ont accompagné. Il a travesti les premiers sous ses arlequinades. Il a purement et simplement pillé les seconds, se couvrant de leurs dépouilles opimes, comme l'âne chargé de reliques déambule d'un air suffisant et goguenard.

Je me dispenserai de toute exégèse. Une longue énumération, à la mesure de ses larcins successifs, suffirait. Ils sautent aux yeux de tout visiteur, quelque peu familiarisé avec l'histoire de l'art traditionnel et contemporain, avec les données du folklore et de l'ethnographie, la connaissance même sommaire de la culture des grandes époques classiques et exotiques. Je me suis livré à ce jeu facile des recoupements dans mes études antérieures et notamment dans celle consacrée au « *Mythe Picasso* ». Il n'y a pas chez Picasso l'ombre d'une trouvaille personnelle. Il n'y a que des réminiscences ou de vulgaires plagiats. C'est le Jean Valton de la Peinture. Je m'excuse de citer le nom de ce charmant fantaisiste, que je goûte beaucoup alors que Picasso, lui, ne m'a jamais amusé.

La Section « *Dessins, sculptures et céramiques* », sur laquelle je comptais pour me remettre de mes désillusions picturales, bien que je ne puisse en avoir, mais sait-on jamais ?, m'est apparue plus décevante encore. Si le dédale des peintures peut offrir le côté excitant de certains couloirs du Métro plaqués d'affiches multicolores, les salles du Petit Palais apparaissent comme une morgue où tous les tiroirs seraient tirés. Il ne manquait à l'entrée de ses galeries, où, paraît-il, on a quadruplé la garde, qu'un ordonnateur des pompes funèbres. En fait n'y célébrait-on pas des funérailles anticipées ? ou, comme je le glissais gentiment à l'oreille de trois de nos critiques chevronnés qui paraissaient médusés par une telle orgie de moyens : « ne serait-ce que le Cirque Pin-

der-O.R.T.F., avec un choix irritant de mauvais numéros ? ».

Je ne voudrais pas être sévère avec les organisateurs de ces festivités, que ce soient ceux du Grand Palais ou du Petit Palais. Ils ont certainement fait de leur mieux, en répondant aux désirs du Prince. Disons même qu'ils sont allés un peu au-delà. Il est en France une sorte d'humour, qui moins féroce que l'humour britannique va quelquefois plus loin. Quoi qu'il en soit, la leçon a été bien administrée et de la manière la plus convaincante. Le sectateur le plus obstiné n'y peut trouver que son chemin de Damas, en sortir converti, persuadé de l'inanité des plaisirs que procure l'art morose de Picasso et de ses épigones. C'est le constat le plus accablant d'un art prétendu neuf, mais qui n'est que la caricature d'un art authentique. C'est ici La Maison Tellier de la Peinture, à l'entrée de laquelle comme à celle de « *l'Inferno* » il faut laisser toute espérance. Si l'art de Picasso exprime quelque chose, ce ne peut être que la nostalgie confuse de cette prétendue Belle Epoque, celle des Maisons closes et des Illusions perdues.

Je ne dirai rien des estampes exposées à la Mazarine. La plupart sont assez connues. Elles représentent, peut-être, le seul gage valable que le Malaguène, si bien doué, ait jamais donné à un des moyens d'expression de l'Art, cet Art qui, comme le savent tous ceux qui le pratiquent honnêtement et qui l'aiment, est sans époque, toujours ancien bien que toujours nouveau.

# LA CRISE DU PÉTROLE

par François DUPRAT

La crise existante entre le gouvernement syrien et l'Iraq Petroleum Company intéresse au premier chef la France. Malgré le silence pudique gardé par la quasi-totalité de la « Grande Presse » à ce sujet, il est bon d'indiquer que la France possède 23,75 % des parts de l'I.P.C. Jusqu'à présent, le pétrole irakien (payé en francs français et non en devises) formait un volant de sécurité pour notre approvisionnement en pétrole, nous rendant moins tributaires de l'Algérie. Le Diktat du régime de Damas est donc une menace fort sérieuse pour notre travaillement pétrolier car il risque de pousser le gouvernement irakien à faire main-basse sur l'I.P.C. avec laquelle il est en conflit depuis longtemps. Malgré les vieilles haines séparant les « progressistes » du BAAS syrien et les « ultras-nationalistes » du général Aref (président de la République Irakienne), une certaine identité de vues paraît se manifester. Certes la Syrie lorgnait depuis longtemps les richesses pétrolières de ses voisins plus favorisés. Mais son intérêt est actuellement paral-

lèle de celui de Bagdad, d'où cet accord tout provisoire.

Bien entendu, les mesures anti-I.P.C. du gouvernement syrien sont assorties d'une intense campagne soi-disant « pro-française ». Le docteur Ibrahim Makhos, ministre des affaires étrangères syrien, s'est rendu à Paris pour demander l'aide du gouvernement gaulliste dans son conflit avec l'I.P.C. Il a déclaré à ce propos « la Syrie ne s'opposera jamais à ce que la France prenne la quote-part qui lui revient sur le pétrole de l'I.P.C. pourvu (réflexion importante et signifiante) qu'elle accepte les conditions du gouvernement syrien ». En bref, la France est priée d'offrir son arbitrage en subissant *d'abord* les conditions léoniennes de Damas. La Syrie qui touchait déjà des sommes importantes (10 millions de dollars) pour l'utilisation des pipe-lines passant en territoire syrien exige une importante augmentation des redevances. En outre, elle réclame un rappel de *dix ans* des sommes « dues », d'après ce nouveau barème, par la Compagnie.

La politique gaulliste est d'autant plus dangereuse qu'elle tend à renforcer la tendance arabe à une nationalisation généralisée des sources de pétrole situées dans le monde arabe. La France n'est, pour les dirigeants arabes, dans leur conflit avec les compagnies pétrolières, qu'un instrument visant à la liquidation des partitions occidentales. M. Tariki, l'un des conseillers les plus écoutés du gouvernement syrien, ne le cache d'ailleurs pas. Déclarant que « *la bataille avec l'I.P.C. est aussi importante pour l'avenir politique et économique de la nation arabe que la bataille de Suez* », il a préconisé une nationalisation intégrale du « pétrole arabe » et a ajouté qu'à son avis « *les pays arabes remporteraient la victoire s'ils s'unissaient* ».

Les traditionnels lieux communs pro-gaullistes du Dr Makhos ne doivent pas faire impression. Certes le Dr Makhos a dit « *Cette nouvelle politique de la France*

lui d  
celui-  
Mai  
sur d  
l'actio  
de so  
exact  
anglo  
préte  
assise

lui donne plus de poids dans le tiers-monde et incite celui-ci à traiter avec elle ».

Mais une telle admiration intéressée ne débouche guère sur des faits tangibles. La politique gaulliste favorise donc l'action même des gens qui s'efforcent de priver la France de son capital pétrolier (saharien aussi bien qu'irakien), exactement comme ils s'en prennent au capital pétrolier anglo-saxon. Une telle politique aggrave les crises sous prétexte de les résoudre et tend finalement à saper les assises économiques de l'Occident.

## LES NEGRES, TOUJOURS LES NEGRES

Loin est le temps où M. Joseph Kennedy, alors ambassadeur des Etats-Unis à Londres, dénonçait autant que le permettait le protocole diplomatique, les machinations de clans bellicistes, juifs notamment, puis, retiré de la politique active à la suite de ses démêlés avec le clan Roosevelt, recevait chez lui, à Boston, le sénateur McCarthy.

L'ironie a voulu en effet que son fils John, qu'il poussa dans la politique par ambition personnelle, soit nommé à la candidature démocrate à la présidence (1960) grâce, principalement, à l'appui du puissant Goldberg (Arthur), aujourd'hui à l'O.N.U., et alors grand manitou des syndicats américains, et qu'ensuite, élu dans de douteuses conditions, que Richard Nixon eut l'élégance de ne pas discuter, il s'entoure d'un « brain's trust » autant, sinon plus enjuivé encore que l'était celui du lamentable et sinistre Roosevelt. John Kennedy s'aperçut-il, sur le tard, du vilain jeu qu'on lui faisait jouer ? Ses « supporters » occultes craignirent-ils que, face à un Goldwater de

plus  
Amèr  
ment  
(Kata  
politi  
à-tête  
Bella  
du c  
par u  
Vo  
tier  
che.  
avoir  
que,  
pense  
nedy,  
mem  
au V  
qu'im  
qu'en  
jeune  
les s  
la ju  
qu'ils  
Par  
rèt a  
où il  
qu'il  
modè  
la v  
genc  
mons  
ral,  
prim  
lier.  
pens



plus en plus populaire (1963), il ne ferait pas le poids ? Amère ironie : John Kennedy, qui sympathisa ouvertement avec les communistes, favorisant leur cause (Katanga, musellement de militaires anticommunistes, politique générale très progressiste), rencontrant en tête-à-tête Khrouchtchev à Vienne en 1961, accueillant Ben Bella, Nkrumah et autres agents plus ou moins avoués du communisme, John Kennedy, donc, mourut assassiné par un communiste américain formé en U.R.S.S.

Voici maintenant que Robert Kennedy, le nouvel héritier de la « dynastie », vise à son tour la Maison-Blanche. Ancien adjoint de McCarthy (lequel, semble-t-il, pour avoir été un remarquable et courageux homme politique, choisissait vraiment mal son entourage : quand on pense aux Roy Cohn et David Shine !), « Bobby » Kennedy, arriviste que les millions de papa rendent extrêmement arrogant, est devenu un partisan de la « paix au Vietnam », c'est-à-dire d'une paix qui serait celle qu'imposerait le Vietcong, avec les mêmes méthodes qu'employaient les rouges dans la forêt de Katyn. Le jeune Kennedy n'a naturellement aucune pensée pour les soldats américains qui se battent et meurent dans la jungle indochinoise : surtout ceux qui meurent, puisqu'ils ne votent pas.

Par contre, Robert Kennedy manifeste beaucoup d'intérêt aux Noirs. Dans la mesure, là encore, évidemment, où il peut s'en servir à des fins électorales. C'est ainsi qu'il s'est rendu en Afrique du Sud, le pays le plus moderne du continent, où, à peine arrivé, et donnant là la vraie mesure de sa sottise vanité et de son inintelligence, il condamna l'« apartheid ». Il la condamna, ce monsieur, sans avoir rien vu ni de l'Afrique en général, folies congolaises, massacres nigériens ou anarchie primitive, ni de la République sud-africaine en particulier. La visite était de caractère privé, mais l'on peut penser que le gouvernement de Prétoria s'est vraiment

montré très libéral en autorisant à circuler librement dans le pays ce jeune politicien aux allures subversives. Car, qu'alla faire là-bas le « Bobby » cher à nos longs cheveux ? Parler devant une organisation appelée « National Union of South African Students », dont Avril Walters a rappelé dans « Time & Tide » (de Londres) qu'il s'agit d'une organisation communiste, et même s'entretenir avec Albert Luthuli, un Zoulou que couronnèrent les vieillards ineptes du Nobel, et qui est, ou fut, le chef d'une organisation appelée « African National Congress » dominée par les communistes (l'A.N.C. n'a jamais fait mystère de ses opinions : en se solidarissant avec des « conférences de paix » communistes, en qualifiant les compatriotes de « Bobby » de « capitalistes bellicistes » et l'U.R.S.S. et la Chine rouge de « nations progressistes », en félicitant Castro, etc.).

Il n'y a aucun doute que « Bobby » Kennedy, qui fut (par la grâce de son frère) attorney général sans avoir jamais pratiqué le droit, et dont les manières de goujat sont connues de tout Washington, est prêt à tout pour arriver à la Maison-Blanche. Même à se mélanger aux communistes, dont l'un d'eux assassina son frère. N'a-t-il pas, à la veille de son voyage (qui se termina chez les communistes de Tanzanie), insisté dans une déclaration pour que l'Amérique signe un pacte atomique avec Pékin, et même se rapproche de lui par des échanges commerciaux ?

Il faut croire que ce genre de vues a un public en Amérique, sans quoi Kennedy ne les aurait pas adoptées. C'est là une nouvelle preuve que le gros argent ne voit aucune difficulté à faire cause commune avec les communistes. Il est vrai que même le Vatican trouve des accommodements avec les Soviets, et qu'à Leningrad, qui était Saint-Petersbourg lorsque la Russie était libre et que l'Occident avait encore les deux pieds sur terre, l'ancien homme de Londres, devenu l'homme de Mos-

cou,  
assis  
la vi  
Pro  
Afric  
les p  
nour  
du c  
par  
une  
et Ja  
ques  
sèren  
(de 4  
ment  
brilla  
du M  
Nord  
évent  
ce fai  
ses ét  
diant  
1962  
prises  
20 m  
temps  
d'Afric  
De  
stipen  
sans c  
« circ  
Blanc  
la par  
aurait  
presse  
pas de

cou, a été autorisé par les gardes-chiourmes locaux à assister à la messe dans l'unique église catholique de la ville.

Précisément au moment où le subversif Kennedy, en Afrique du Sud, incitait au désordre et au soulèvement les paisibles masses noires de la République (les mieux nourries, les mieux logées, les plus socialement avancées du continent) par des harangues probablement rédigées par un « speechwriter » aux ordres des Soviets, sur une « highway » du sud des Etats-Unis, entre Memphis et Jackson, un certain Meredith était atteint de quelques plombs de chasse dans le bas du dos, qui le blessèrent légèrement. Meredith est cet ancien « étudiant » (de 43 ans ! marié, et père de famille, roulant ordinairement en Cadillac quand il ne « marche » pas) très peu brillant qui voulait absolument s'inscrire à l'Université du Mississippi, bien que la loi l'en empêchât et que le Nord « libéral » possédât d'excellentes universités où éventuellement il aurait pu poser sa candidature, et qui, ce faisant, déclencha de graves désordres en 1962. Il rata ses études, évidemment, mais n'en devint pas moins l'étudiant le plus coûteux des Etats-Unis (entre septembre 1962 et février 1963, les frais entraînés par les mesures prises pour sa « sécurité personnelle » s'élevèrent à 20 millions de francs !), en attendant d'aller quelque temps végéter dans une république sous-développée d'Afrique.

De retour aux Etats-Unis, il reprit son rôle hautement stipendié d'agitateur. En « marchant » dans le sud, et sans doute pour le provoquer une fois de plus. Tout ce « cirque », comme dit « Europe-Magazine », écoœura un Blanc qui lui tira dessus, mais en ayant soin de viser la partie la plus charnue du gros nègre. Incident qui aurait été absolument insignifiant si, précisément, la presse (et j'entends ici la presse américaine : ne parlons pas de la presse européenne, la « grande », qui ignore

délibérément les crimes monstrueux et quotidiens commis par des nègres en Afrique ; par exemple, les six cents massacrés récents du Nigéria) ne s'en était emparée à dessein, du « New York Times » au « Washington Post », afin de faire pression sur le Congrès pour qu'il vote une nouvelle loi dite des « droits civiques » destinée à transformer le système actuel du jury (pour y inclure davantage de Noirs), garantir une plus large proportion de logements aux « coloureds » et de places dans les écoles, et surtout étendre les pouvoirs de l'autorité fédérale dans la répression de délits locaux.

Cette autorité fédérale qui étend progressivement ses pouvoirs, c'est une forme de dictature qui se développe au détriment des Etats, dont les droits traditionnels sont peu à peu effacés. David Lawrence écrivait le 29 mai 1965 dans le « New York Herald-Tribune » : « Le jour où le projet de loi sur les droits de vote sera ratifié, une dictature fédérale commencera. Certains Etats, pour toutes raisons pratiques, seront chassés de l'Union. Ils ne seront plus en mesure -- comme c'est le privilège de tous les Etats — de décréter et mettre en vigueur certaines lois jusqu'à ce que l'attorney général des Etats-Unis, ou peut-être subséquemment une cour fédérale, déclare que lesdites lois sont autorisées à entrer en vigueur ». Et tout cela peut mener loin, jusqu'au bouleversement total des structures politiques américaines.

Il est étonnant de penser que, officiellement, ce bouleversement est déclenché (avec l'aide d'agitateurs de l'acabit d'un Martin Luther King, formé et influencé par des communistes) pour le pseudo bien-être des Noirs, c'est-à-dire d'une minorité, et d'une minorité dont l'apport à l'Amérique, social, culturel (le jazz, à ses origines à la Nouvelle-Orléans, est franco-espagnol), ou économique a été jusqu'ici plus que mince. Étonnant, et même incroyable : la libre Amérique en est-elle arrivée au point où l'on vote une loi très controversée, aux con-

séque  
déch  
vrai  
sous  
Beec  
parti  
« lib  
guerr  
du m  
rer »  
Le  
autre  
de sa  
pris  
rage  
coln,  
regre  
ensui  
qui c

séquences incalculables, parce qu'un Meredith a reçu une décharge de plombs de chasse dans l'arrière-train ? Il est vrai qu'il y a juste un peu plus d'un siècle des Nordistes, sous l'influence d'une puritaine à œillères nommée Beecher-Stowe qui n'était jamais sortie du Massachusetts, partirent en guerre contre leurs frères sudistes afin de « libérer » les nègres. Tout comme, en 1939, on fit la guerre à l'Allemagne (mais pas à l'U.R.S.S., sa complice du moment !) qui avait envahi la Pologne, pour « libérer » cette dernière.

Le président Johnson étant texan, c'est-à-dire d'une autre trempe que le délicat et prétentieux progressiste de salon qui le précéda à la Maison-Blanche, on est surpris qu'il laisse ce bouleversement s'accomplir, l'encourage même. Devra-t-il le regretter plus tard, comme Lincoln, qui était à sa manière un partisan de la ségrégation, regretta les horreurs de la guerre civile, et comprit ensuite, à la veille de son assassinat, pour le compte de qui on lui avait fait jouer ce drame fratricide ?

# « CES PRETRES QUI SOUFFRENT »

par André CHARLIER

Que l'Eglise catholique traverse en ce moment une des crises les plus graves de son histoire, c'est une chose qui n'échappe à personne. Nous assistons à une flambée de néo-modernisme auprès duquel celui qu'a condamné saint Pie X n'apparaît que comme une tentative extrêmement timide et incertaine. Ce néo-modernisme ne craint plus d'avancer ouvertement les propositions les plus contraires à la foi avec la certitude de n'être pas condamné, puisque par avance il a subtilement persuadé à la hiérarchie que nous n'étions plus au temps des condamnations, l'ère de l'Eglise « tridentine » ou « triomphaliste » étant à jamais périmée. Ses thèses sont résumées dans une lettre du Cardinal Ottaviani du 24 juillet 1966 aux Présidents des conférences épiscopales, lettre qui devait rester secrète, mais qui fut connue par l'indiscrétion d'un journaliste. La thèse centrale en est que les dogmes de la religion ne sont pas immuables parce que, étant soumis à l'évolution comme la vie humaine, ils sont sujets au changement, et que d'ailleurs

il n'y  
ce qu  
mais  
que l'  
par le  
vité d  
veau  
de co  
ques  
et de  
« A  
ancêtr  
péché  
affaire  
culpat  
la ré:  
comm  
nomér  
distin  
scolas  
quoi  
l'oubli  
mieux  
chemé  
jamais  
vie fu  
tion  
devon  
boles,  
fort e  
la nat  
rituali  
elles  
tudes

(1) Ja

il n'y a de vérité que relative. Ce n'est rien de plus que ce qu'avait prétendu le modernisme du temps de Loisy, mais cette fois l'attaque a bien plus d'envergure parce que l'avant-garde des théologiens modernistes est appuyée par les forces du jeune clergé qui, inconscient de la gravité du danger, s'enthousiasme à l'idée de « faire du nouveau » et d'adapter la religion aux masses qu'il s'agit de convertir. Je trouve dans le dernier livre de Jacques Maritain une peinture exacte de l'esprit moderniste et de ses ravages (1) :

« A vrai dire, le contenu objectif auquel la foi de nos ancêtres s'attachait, tout ça, c'est des mythes, comme le péché originel par exemple (est-ce que notre grande affaire aujourd'hui n'est pas de balayer le complexe de culpabilité ?) et comme l'Évangile de l'Enfance, et comme la résurrection des corps, et comme la création. Et comme le Christ de l'histoire, bien sûr. La méthode phénoménologique et l'école des formes ont tout changé. La distinction de la nature et de la grâce est une invention scolastique comme la transsubstantiation. L'enfer, pourquoi prendre la peine de le nier, il est plus simple de l'oublier, et c'est aussi probablement ce qu'il y a de mieux à faire avec l'Incarnation et avec la Trinité. Franchement, est-ce que la masse de nos chrétiens *pense* jamais à ces choses-là, ou à l'âme immortelle ou à la vie future ? La Croix et la Rédemption, ultime sublimation des anciens mythes et rites immolatoires, nous devons les regarder comme les grands et émouvants symboles, à jamais gravés dans notre imagination, de l'effort et des sacrifices collectifs nécessaires, pour porter la nature et l'humanité au degré d'unification et de spiritualisation — et de pouvoir sur la matière — où elles seront enfin délivrées de toutes les vieilles servitudes et entreront dans une espèce de gloire. La mort

(1) Jacques Maritain. *Le paysan de la Garonne*, p. 17.

sera-t-elle vaincue alors ? La science trouvera peut-être le moyen (pourquoi pas ? songeait déjà Descartes) de nous rendre immortels ; pourtant ce n'est pas cela qui importe ; ce qui importe, c'est la pérennité du cosmos, et l'immortalité de l'humanité glorifiée en lui et avec lui. »

On a là dans un raccourci saisissant et d'une ironie mordante, les tendances majeures de ce qu'on peut appeler l'aile marchante de l'Eglise.

Ce progressisme s'accompagne d'une volonté de démocratisation évidente. La discussion ou, comme on dit, le « dialogue », règne à tous les échelons de l'Eglise, à qui on reproche d'être autoritaire. Il va sans dire que la primauté de Pierre est particulièrement attaquée, parce qu'elle fait de l'Eglise une monarchie. Les religieux même discutent leur vœu d'obéissance : on n'est obligé par son vœu, pensent-ils, qu'après qu'il y a eu dialogue. On imagine par là combien le rôle des évêques est difficile : ils sont pris entre leur souci de défendre la foi dont ils sont les gardiens et l'indiscipline d'une partie de leur clergé, qui ne tient pas compte de leurs avertissements et jouit souvent d'une indulgence excessive dans la désobéissance. Il y a d'ailleurs un incontestable souci d'apostolat dans « l'ouverture à gauche » que pratique le jeune clergé : il veut reconquérir cette masse ouvrière que l'Eglise n'a pas su gagner et qui est maintenant étrangère au christianisme. De là un souci compréhensible d'adapter à des âmes modernes une religion qui leur propose de très hauts mystères. Le malheur est que ce jeune clergé prend trop souvent parti dans les conflits sociaux sans aucune compétence ni aucune prudence ; il va même jusqu'à déclarer l'évangélisation des masses impossible avant que les revendications sociales du prolétariat aient triomphé. C'est dire qu'ils épousent souvent la cause du parti communiste ou qu'en tous cas ils pratiquent le dialogue avec les communistes malgré

les rése  
Ecclesi

On n  
sent de  
de tous  
schisme

adage «  
citer qu  
rayé du

saue a  
comme  
sur les  
les moy

Le r  
diverse  
tion de  
que Je

que ce  
— enco  
tique »  
tèrent

le moy  
trées,  
pour i

le lieu  
les mo  
cile Va  
respect

pousse  
vous l  
tent n

ment  
Etre d  
liturgie  
Mich  
le suje



les réserves formelles de Paul VI dans son encyclique *Ecclesiam suam*.

On ne s'étonnera pas que les modernistes nous fassent de l'Eglise une image repoussante et la chargent de tous les péchés, la rendant responsable de tous les schismes qui se sont produits dans l'histoire. Le vieil adage « Hors de l'Eglise point de salut » ne saurait susciter que la dérision. Le mot « hérésie » est à peu près rayé du vocabulaire : l'athée qui est de bonne foi se sauve aussi bien que le catholique. Dans ces conditions, comment le chrétien moyen n'entrerait-il pas en doute sur les mystères que l'Eglise propose à notre foi et sur les moyens de salut qu'elle estime nécessaires ?

Le récent Concile Vatican II fut l'occasion pour ces diverses tendances de se manifester. Il n'était pas question de modifier quoi que ce fût dans les dogmes, puisque Jean XXIII avait voulu, dans une sage prudence que ce concile fût seulement pastoral et non doctrinal, — encore que la Constitution sur l'Eglise fût « dogmatique ». L'histoire dira quelles pressions incroyables tentèrent de s'exercer de l'extérieur sur le Concile par le moyen des campagnes d'opinion savamment orchestrées, quelles situations de fait on s'efforça de créer pour imposer telle ou telle décision. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans le détail. Qu'il suffise de dire que les modernistes ne sont point fort satisfaits du Concile Vatican II : pour eux dès lors il ne s'agit pas de respecter la lettre des décisions du Concile, mais de pousser plus avant dans toutes les directions ; et si vous leur opposez que les nouveautés qu'ils se permettent ne sont pas admises, ils vous répondent simplement que vous n'êtes pas « dans l'esprit du Concile ». Etre dans l'esprit du Concile justifie toutes les fantaisies liturgiques et toutes les audaces doctrinales.

Michel de Saint Pierre a fait de cette crise de l'Eglise le sujet d'un roman célèbre, *les Nouveaux Prêtres*, qu'il

a fait suivre par un livre de documents qui constituent la justification du roman, *Sainte Colère*. Il se trouve être dans la circonstance présente le porte-parole de ceux que les modernistes appellent avec mépris des « intégristes », c'est-à-dire des gens attachés au passé qui veulent s'opposer à la marche en avant de l'Eglise. En protestant de son infini respect pour la hiérarchie, il a lancé un appel aux évêques où il signale le danger de l'infiltration marxiste qui se fait de plus en plus insinuante et envahissante, et l'excès d'une pastorale activiste contraire à l'enseignement de l'Eglise, dont le résultat pratique est d'instaurer le culte de l'homme à la place du culte de Dieu. Cet appel était vraiment un appel au secours. « Sans nous permettre le moindre reproche à l'égard de qui que ce soit, disait-il, nous disons clairement que nos cris d'alarme ne sont pas entendus... Et pendant ce temps on accorde aux marxistes des faveurs, des « compréhensions », des « dialogues » — voire des tribunes — qui sont refusés à toute une catégorie de chrétiens ». La réponse à cet appel fut le 27 juin dernier la mise en garde du Conseil permanent de l'Episcopat à l'égard du magazine *Monde et la Vie*, des revues *Itinéraires* et *Défense du foyer*, enfin du bulletin *Lumière*.

Aujourd'hui Michel de Saint Pierre publie un nouveau recueil de documents sous le titre « *Ces prêtres qui souffrent* ». Dans une première partie il fait l'historique de l'Appel aux Evêques, de l'affaire Pax, et du communiqué du Conseil permanent de l'Episcopat. On y lira avec intérêt le débat télévisé entre Michel de Saint Pierre, MM. Paoli, Bedarida, et un monseigneur qu'il ne nomme pas. Dans la seconde partie, Michel de Saint Pierre nous apporte toute une série de témoignages émanant de prêtres, qui illustrent toutes les déviations doctrinales qui se trouvent résumées dans le texte de Maritain que je citais tout à l'heure. L'ensemble est

impres  
modern  
il y a  
tion, c  
contrac  
ples, q  
grâce a  
le mat  
d'une  
que tou  
avons l  
est act  
vant in  
sacrée,  
nous p  
concrèt  
tout se  
ble dég  
être at  
trésors  
remis e  
compris  
Pie X.  
général  
partie i  
seignem  
giques  
qu'il y  
religion  
frent »  
idée ex  
En fa  
dans la  
de St  
reviend  
Il est h

impressionnant et donne un aperçu des dangers que le modernisme fait courir à la foi. A la base de tout cela il y a une idée qui a toujours exercé une grande séduction, c'est que la vérité et l'erreur ne sont pas tellement contradictoires qu'elles paraissent à des esprits trop simples, qu'il y a entre l'une et l'autre une série de paliers grâce auxquels elles finissent par se rejoindre. Cette idée, le matérialisme historique lui a donné une puissance d'une redoutable efficacité. Ajoutons à cela le principe que tout se justifie pourvu que ce soit nouveau, et nous avons l'explication de tous les phénomènes dont l'Eglise est actuellement le théâtre. Les valeurs sacrées se trouvant inversées, puisqu'aujourd'hui c'est la nature qui est sacrée, c'est l'homme qui est sacré, pourquoi n'aurions-nous pas une messe en musique yé-yé, ou en musique concrète, ou la messe expérimentale de l'Arbresle ? Car tout se tient. Il y a dans la société moderne une effroyable dégradation du goût dont l'Eglise ne peut pas ne pas être atteinte : aussi a-t-elle abandonné si allègrement les trésors de sa tradition grégorienne, que saint Pie X avait remis en honneur, mais à vrai dire jamais le clergé n'avait compris l'importance de la réforme liturgique de St Pie X. Michel de Saint Pierre se fait l'écho du désarroi général profond qui atteint la masse des fidèles et une partie importante du clergé devant les étrangetés de l'enseignement doctrinal et devant les extravagances liturgiques : car il y a presque autant de liturgies différentes qu'il y a de paroisses. Il semble que ce soit une nouvelle religion qui s'élabore. Son livre « *Ces prêtres qui souffrent* » est un acte courageux et sincère qui donne une idée exacte de l'ampleur des dégâts.

En face d'une telle situation spontanément remontent dans la mémoire les paroles du Christ dans l'Evangile de St Luc (XVIII, 8) : « Quand le Fils de l'homme reviendra, penses-tu qu'il trouvera la foi sur la terre ? » Il est hors de doute que S.S. Paul VI souffre profondément

de cet état de choses contre lequel il lutte vigoureusement. Pour en être assuré, il n'est que de lire les discours qu'il prononce à l'audience générale du mercredi : on y sent une inquiétude qui va jusqu'à l'angoisse. Le 7 juillet 1965, il s'exprimait ainsi : « Un esprit critique, allant parfois jusqu'à l'indocilité et à la rébellion, remet en question les principes sacrés de la vie chrétienne... On parle de « libération », on fait de l'homme le centre de tout culte, on admet des critères naturalistes, on prive la conscience de la lumière des préceptes moraux, on altère la notion de péché, on s'en prend à l'obéissance ».

Il faudrait qu'il eût à côté de lui quelques-uns de ces grands docteurs comme l'Eglise en a connus en d'autres temps, des penseurs vigoureux et des saints. En attendant que Dieu les suscite, il est bon que les laïcs défendent leur foi : ils en ont le droit et même le devoir.

Les R

Exce  
magne  
recoup  
le nun  
la plus  
et germ  
le fait  
et don

C'est  
rence  
tique  
capitu  
que d  
pourta  
plusien  
berger  
ments  
L'étud  
volum  
à Graz  
a reçu  
Graz.  
dans r  
l'an d  
massa  
roman  
égale  
Bern  
portar

# Notes de lecture

---

**Les Russes arrivent** par Bernard GEORGE (La Table Ronde).

Excellente étude sur l'invasion soviétique de 1945 en Allemagne. Les atroces scènes de massacres décrites par l'auteur recourent parfaitement les témoignages publiés par D. O. dans le numéro spécial « les crimes de guerre alliés ». La partie la plus intéressante du livre traite de la lutte entre slavisme et germanisme. Le livre apporte un témoignage irréfutable sur le fait que les pires atrocités eurent lieu après la guerre, et donc sans l'excuse des combats.

C'est un des témoignages les plus frappants de l'indifférence et de l'ignorance de l'opinion française que le dramatique et atroce exode des populations allemandes après la capitulation n'ait fait l'objet d'une description en France que dans ce livre, vingt ans après les événements. Il existe pourtant toute une littérature sur ce sujet et nous en avons plusieurs fois entretenu nos lecteurs. Le Père E.J. Reichenberger a publié en Allemagne plusieurs volumes de documents dont une grande partie a été traduite aux Etats-Unis. L'étude la plus importante du Père Reichenberger est un volume de 700 pages in-8° paru en 1955 chez Léopold Stocker à Graz, publication à la suite de laquelle le Père Reichenberger a reçu le titre de docteur *honoris causa* de l'Université de Graz. Nous avons reproduit quelques-uns de ces documents dans notre numéro spécial, **Crimes de guerre des alliés**, paru l'an dernier. Sur la Tchécoslovaquie, et en particulier les massacres de Prague, on pourra lire aussi les livres de la romancière Olga Barényi, publiés chez Kismet à Munich, également inconnus du public français.

Bernard George a puisé sa documentation dans une importante publication officielle allemande parue en plusieurs

volumes in-8° de 1946 à 1951 sous le titre **Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa** (Documentation sur l'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale) dont l'éditeur est le Ministère des Réfugiés à Bonn. Nous avons signalé cette publication dans notre numéro spécial, **Crimes de guerre des alliés**, page 100, ainsi qu'une bibliographie sommaire sur ce sujet. Cette documentation n'avait pas été utilisée jusqu'à présent par les éditeurs français.

On croira difficilement que des reproches violents ont été faits à Bernard George pour s'être intéressé au massacre d'un million de femmes et enfants allemands, perpétré de sang-froid après la fin de la guerre. C'est un professeur à la Sorbonne, un certain Jankélévitch, aussi inconnu du public que la majorité de ses confrères, qui a cru indispensable de faire connaître au public que les femmes et les enfants allemands ne l'intéressaient pas. Cet « intellectuel » peu curieux occupe, paraît-il, une chaire de philosophie morale. Chaque temps a les « intellectuels » qu'il mérite.

Parmi les pages les plus émouvantes du livre de Bernard George, la fin par la famine des Allemands de Königsberg est racontée d'une façon très dramatique. Les féroces expulsions effectuées par les autorités polonaises dans les « Terres Retrouvées » sont aussi décrites avec précision. Bref, un livre à lire et à méditer, et que nous recommandons d'autant plus vivement à nos lecteurs que le nom de Bernard George leur est familier, en raison de la place qu'il a longtemps tenue dans cette revue.

#### **Lettres sans malice à François Mauriac, par Louis GUITARD (Aubanel).**

Le livre de Louis Guitard consacré à l'affaire Weygand et à quelques autres dossiers politiques, que l'auteur, soigneur mémorialiste, a consciencieusement conservés, nous est arrivé trop tard pour que nous puissions lui consacrer le compte rendu important qu'il méritait. Il a été accueilli dans la presse par de nombreux articles élogieux et nous ne pouvons mieux le faire connaître à nos lecteurs qu'en citant

quelc  
Lucie

« I  
phlet

de l'

qu'il  
digre

son y  
avait

vieil  
rend

incite

s'il é

Louis

portr

qu'à

gand,

Il att

bruya

bliqu

l'un

tard

nées

privé

visag

et d'

cace

«

gauli

blem

année

redre

sède

dues,

il no

aussi

le 10

fredo

Vince

il pr

quelques passages de l'article qui lui a été consacré par Lucien Rebatet dans **Rivarol**.

« Louis Guitard, dit Lucien Rebatet, n'a pas écrit un pamphlet. Il garde bien, et c'est la qualité de son livre, le ton de l'épistolier, qui tient à vider tout son sac, dire tout ce qu'il a sur le cœur, au fil de la plume, avec d'apparentes digressions qui, toutes, en fin de compte, sont fort utiles à son propos. Il a été un « mauriacien » sincère et patient qui avait cherché des excuses même au burlesque **De Gaulle** du vieil hagiographe. Le respect qu'il conserve à l'écrivain n'en rend que plus sévère son jugement sur l'homme qui devrait inciter le destinataire de la lettre à une sérieuse méditation, s'il était encore capable du moindre retour sur sa personne. Louis Guitard avait conservé sur un mur de son bureau le portrait dédicacée de l'auteur de **Thérèse Desqueyroux**. Jusqu'à l'année dernière, au scandale des funérailles de Weygand, De Gaulle fermant à ce mort la grille des Invalides. Il attendit la réaction de Mauriac, qui allait bientôt justifier bruyamment l'ostracisme macabre du président de la République, en accablant, par-dessus le marché, de ses sarcasmes l'un des protestataires, le romancier Guy Cesbron. Louis Guitard s'est souvenu alors de la vénération que, quelques années plus tôt, Mauriac affichait, en public aussi bien qu'en privé, pour Weygand. Il n'a plus pu supporter devant lui le visage d'un homme acceptant par idolâtrie de se renier ainsi et d'applaudir le pire geste de haine. Le portrait et la dédicace ont disparu dans un tiroir.

« A propos de cet épisode domestique, Louis Guitard, gaulliste ingénu du 18 juin 1940, mais antigauilliste irrévocablement, dès le mois d'octobre suivant, retrace vingt-cinq années d'histoire politique et d'histoire littéraire, pour en redresser, corriger les images falsifiées. Et comme il possède des dossiers fort bien tenus et des relations très étendues, il a pour chaque événement des références concrètes, il nous montre leurs acteurs dans des attitudes souvent aussi insolites qu'édifiantes ! Il nous rappelle que Gamelin, le 10 mai 1940, quelques heures après l'attaque allemande, fredonnait, tout guilleret, dans les couloirs de son Q.G. de Vincennes, que neuf jours plus tard, la défaite consommée, il présidait encore dans ce même lieu et avec la même jo-

vialité un énorme banquet. Il nous fait revivre l'indignation de De Lattre de Tassigny recevant, le 7 mai 1945, à Lindau, sur le lac de Constance, l'ordre de De Gaulle d'arrêter son ancien chef Weygand que les Américains viennent de libérer et qu'il s'apprêtait à accueillir ; Weygand quittant, du reste, Lindau dans la voiture de De Lattre et avec les honneurs militaires, pour coucher le lendemain soir sur une paille du Dépôt.

« Dans un registre plus anecdotique, il faut lire tout le détail de la candidature de Paul Morand à l'Académie, qui fut pour Mauriac l'occasion d'un de ses chefs-d'œuvre de perfidie : Mauriac dont Louis Guitard a déniché chez Marcel Jouhandeau cette définition incomparable : « Une vipère qui a fait sa première communion. »

« Toujours au chapitre des hommes de lettres, Louis Guitard nous révèle un joli trait de Henry de Montherlant, qui, sollicité, au mois d'avril 1949, d'intervenir en faveur de Maurice Bardèche emprisonné pour son Nuremberg, se récusait en alléguant : « Je n'ai pas lu le livre de Bardèche. J'ignore la législation sur la liberté des écrits et je ne sais rien des dessous de la politique actuelle, qui nécessitent peut-être la mesure contre laquelle vous demandez de m'élever. » Eh oui, c'est avec ces glissades-là que l'on se dédouane après avoir été inscrit sur la liste noire de 1944, que l'on se rouvre la Comédie Française, que l'on se prépare le chemin de l'Académie. Quand on pense que Montherlant fut pris et se prit lui-même pour le maître qui enseignerait à la jeunesse la plus fière intransigeance. »

**Les Familles politiques aujourd'hui en France**, par Emeric DEUTSCH, Denis LINDON, Pierre WEILL (Editions de Minuit).

Résultat de 6 enquêtes menées par la SOFRES auprès de 10.000 électeurs, ce livre apporte les réponses aux principales questions que l'on peut se poser sur l'électorat français. Quelles sont les familles politiques existantes ? Quelle est l'importance, la structure, l'opinion de l'extrême droite ? Existe-t-il un courant anticommuniste ? Quelle est la struc-

ure so  
pour c  
latives.

un part  
D'aut

l'union  
même

du livr

portant  
disposi

Année

Tabl

Le li

tion d

breuse

prépara

toute

gence

L'exj

réelle

Afriqu

une lu

doute

En fai

naud

fuite c

çaises,

De Ga

Mén

attach

gaullis

De

gaullis

partic



ure sociologiques des partis?... etc. Document indispensable pour comprendre les élections passées (présidentielles, législatives...) ce livre nous montre également que l'avenir est à un parti unissant la droite et l'extrême droite.

D'autre part ce livre fait apparaître comme impossible l'union durable de la gauche autour d'un accord électoral ou même d'un programme commun. Une analyse très complète du livre paraîtra dans le prochain numéro de D.O., vu l'importance de ce livre, et les chiffres vérifiés qu'il met à la disposition de nos lecteurs.

Année 40 par Jacques LAURENT et Claude JEANTET (La Table Ronde).

Le livre de Jacques Laurent, outre une magistrale démolition du mythe gaulliste de juin 1940, comporte de très nombreuses annexes sur le rôle de l'armée de l'armistice dans la préparation de la reprise de la lutte contre l'Allemagne. Il fait toute lumière sur la collaboration existant entre l'intelligence service et les services de renseignements de Vichy.

L'explication donnée par Laurent de l'absence de tentative réelle du club Mandel-Reynaud pour poursuivre la lutte en Afrique semble valable. Les soldats transportés en AFN pour une lutte sans espoir, loin de leurs familles, auraient sans doute abattu les responsables de la continuation de la guerre. En fait, comme le montre bien Laurent, le club Mandel-Reynaud se souciait peu des territoires français et préparait la fuite du « gouvernement légal » (!) vers les Antilles Françaises, sous la protection des USA.

De Gaulle à Londres par Robert MENGIN (La Table Ronde).

Mémoires sur les années de guerre d'un officier de marine attaché de presse, qui participa aux origines de l'« épopée » gaulliste pour s'en détacher très rapidement.

De nombreuses pages d'annotations féroces sur la tribu gaulliste se rencontrent dans l'ouvrage de M. Mengin. En particulier, y prend place le récit de l'arrestation de l'Amiral

Muselier, (chef FFL) par les Anglais et les sournoises manœuvres de De Gaulle pour se débarrasser de ce concurrent incommode.

Si nous ne partageons pas toutes les opinions de l'auteur, son livre n'en est pas moins à consulter avec fruit.

**Le 6 février 1934 par Maurice CHAVARDES (Calmann-Lévy).**

Livre haineux contre les nationalistes sur le 6 février. L'auteur a écrit une bien maigre compilation sur les événements tragiques de février 34 où il expose le point de vue marxiste sur la question.

Les pâles fantoches du gouvernement Daladier deviennent des ministres soucieux d'éviter de faire couler le sang. Les pires ragots sont affirmés péremptoirement sans être appuyés par l'amorce de la moindre preuve (« Des nervis de Marseille et d'Ajaccio ont (1) été engagés pour cogner contre les flics » (!) Surtout M. Chavardès présente comme le complot bien monté du « fascisme » en marche, ce qui ne fut que l'improvisation de la confusion de « nationaux » incapables de la brutalité et de la discipline du véritable fascisme.

**La dernière bataille de Hitler par Werner HAUPT (France-Empire).**

Bonne étude technique sur les combats pour Berlin. Contient des détails intéressants, en particulier une carte assez précise des forces allemandes défendant la ligne Oder-Neisse en avril 45.

Premier livre Allemand faisant large place aux combats du bataillon d'assaut SS « Charlemagne » du Hauptsturmführer (capitaine) SS Fenet, le livre de Haupt donne des précisions importantes sur la façon dont fut conduite la défense de Berlin.

(1) En outre M. Chavardès ne cesse de déclarer que la foule tirait sur la police. Rappelons que les manifestants eurent 16 morts (plus de la moitié par balles) alors que la police eut 1 mort (fracture du crâne)...

Donne une vision réaliste des réactions des combattants allemands dans les dernières semaines de la guerre, face à l'écrasante supériorité de leurs adversaires. Magnifie en particulier l'héroïsme des derniers défenseurs, le Général Bärenfänger (29 ans), tué au combat, Brigadeführer SS Ziegler tué au combat, Hauptsturmführer SS Fenet et tous les anonymes de la Hitlerjungend, des Waffen SS nordiques ou français, allemands ou lettons des ultimes soldats de la Wehrmacht.

## DOCUMENTS

# *Un Fasciste Parmi d'Autres*

## LE TESTAMENT SPIRITUEL DE MARCO RAMPERTI

Jusqu'en 1944, Marco Ramperti ne fut qu'un « tiède ». Ses sympathies n'allèrent jamais au Fascisme car il appartenait à cette bourgeoisie intellectuelle en constante réaction contre le Pouvoir totalitaire de Mussolini. Ce ne fut pas un choix idéologique qui détermina son entrée soudaine sur la scène politique, mais un sens profond de l'honneur.

Le renversement de la situation militaire et les trahisons qui en suivirent, la panique des opportunistes, les lâchetés personnelles le dégoûtèrent profondément et il monta sur la barricade à l'heure même où tant d'autres la quittaient précipitamment.

C'est pour cette raison que son adhésion au Fascisme, en 1944, fit tant de bruit en Europe.

Dès cette époque, Radio Londres le condamnait à mort et indiquait aux partisans son adresse afin que ceux-ci « fassent justice ».

Apr  
dre d  
Il s  
mena  
le 30  
Ce  
défen  
bouée  
le sa  
Il l  
anti-f  
dire  
était  
contr  
Cin  
le do  
repro  
fait à  
Ma  
fière  
mais  
C'es  
écriv  
avons  
const  
... l  
songe  
popul  
toire  
Je  
peux  
volon  
peut-é  
dans  
La

Après la chute de la RSI, Radio Milan transmet l'ordre de « tirer à vue » sur Ramperti.

Il se constitua prisonnier le 29 mai lorsqu'il sut qu'on menaçait sa famille de représailles et fut jugé à Turin le 30 novembre 1945.

Ce fut un procès retentissant et Marco Ramperti se défendit avec beaucoup de courage, refusant toutes les bouées de sauvetage que ses nombreux amis, désireux de le sauver lui tendaient désespérément.

Il lui aurait été pourtant facile de rappeler son passé anti-fasciste d'avant-guerre, mais il ne le fit que pour dire qu'à la fin de 1943, il avait compris que la guerre était juste car *elle était le combat des peuples jeunes contre les peuples et les systèmes décadents.*

Cinq juges d'instructions se relayèrent pour préparer le dossier de Ramperti auquel on ne pouvait d'ailleurs reprocher que peu de choses sinon un choix politique fait à contre-courant mais dans le sens de l'honneur.

Marco Ramperti ne se départit jamais de son attitude fière et courageuse. Il ébranla plusieurs de ses juges mais fut condamné à seize ans de prison.

C'est en 1945, le 27 avril, peu avant de mourir, qu'il écrivit de sa cellule à son épouse cette lettre dont nous avons tiré les extraits les plus représentatifs et qui constituent son Testament spirituel.

... Le canon tonne en ce moment et les chants mensongers s'élèvent. Les acclamations monstrueuses de la populace célèbrent la plus sombre ignominie de l'histoire de notre partie... Mais moi, je n'écoute que toi.

Je n'ai qu'un seul souci : c'est de penser que tu peux regretter notre confort matériel auquel nous avons volontairement renoncé pour cet idéal dont tu douteras peut-être un jour. Mais moi, je t'affirme que je suis dans la vérité.

La mort m'attend désormais, car sur ce point, il ne

faut pas se faire d'illusion : si ce n'est la mort par les fers, ce sera par la faim et les mauvais traitements. Dans l'agonie, personne ne ment et moins encore en face d'une âme sœur... Je suis dans la vérité comme Dieu est vrai, comme est vraie la Mort. Aujourd'hui, tu le sais, mais peut-être le sais-tu seulement grâce à la force de l'amour qui te fait croire en moi. Mais un jour, tu le sauras d'une autre manière, autrement que par l'instinct de la femme et l'amour de la femme, et la raison de l'homme s'uniront dans la foi de l'apôtre. T'ai-je jamais promis quelque chose qui ne se soit réalisé ? Je ne suis ni inconscient ni fou. Je porte en chacun de mes jugements — croix et gloire de mon destin — un indomptable sens de la Liberté qui fait de moi presque un visionnaire. Tu sais que cette faculté est dans mon désintéressement avant d'être dans mon intelligence et si tant d'amour et de haine m'entourent, c'est justement parce que personne n'en doute. Peut-être est-ce pour cela que l'on ne peut que m'aimer ou me haïr, m'obéir ou me tuer. Cette Liberté que j'exprime aujourd'hui dans l'agonie est mon unique génie mais il est extraordinaire. Je suis dans le vrai aujourd'hui comme hier et pour toujours. Tu le sauras infailliblement un jour.

Ces hurlements, ces vociférations qui nous entourent ne dureront pas. Cette exultation trahit déjà sa vanité. Si nos ennemis éprouvent encore le besoin de mentir, si dans le triomphe et la victoire ils jugent utile d'exterminer jusqu'au dernier leurs adversaires, c'est parce qu'ils ne sont pas sûrs d'eux. Et sais-tu de quoi ils ont peur ? D'eux-mêmes.

Ils trompent la masse des lâches, des imbéciles, des intéressés, mais ils ne peuvent tromper leur conscience. Tout vainqueur devrait être généreux envers le vaincu, mais eux s'acharnent contre une poignée d'adversaires malheureux et plus ils ont honte d'être contraints à la fraude, plus ils deviennent cruels contre ceux qui n'ont

plus  
rielle  
La  
saur  
cette  
dram  
Jac  
Allen  
Angl  
fauss  
moye  
Ce  
le jou  
On n  
et le  
asso  
deme  
léser  
ner  
tion  
maré  
des  
verra  
s'élè  
venge  
s'ils  
Il y  
plus  
pienn  
cistes  
jourd  
et je  
mène  
Pou  
injus  
peut

plus d'autres forces que l'esprit. Mais les forces matérielles peuvent elles tuer l'esprit ?

La guerre finie, l'horizon s'éclaircira et les hommes sauront comme ils surent aussi après Versailles. Mais cette fois, la reprise de conscience sera mille fois plus dramatique.

Jadis, pour vaincre, l'Angleterre dut inventer que les Allemands coupaient les mains des petits enfants. Et les Anglais eurent plus tard le cynisme d'avouer que cette fausse propagande leur avait servi comme de mauvais moyens justifiant de bonnes fins.

Cette fois aussi, le mensonge n'a pas de limite, mais le jour du règlement de compte viendra et il sera terrible. On ne peut représenter pendant cinq ans le plus honnête et le plus valeureux des peuples comme un monstre assoiffé de sang et de rapines sans compromettre les fondements mêmes de tout concept d'équité et donc sans léser son propre sens de la justice. On ne peut s'acharner cinq ans contre l'Allemagne hitlérienne, unique bastion du travail et de la Civilisation occidentale contre la marée ploutocratique et communiste sans rendre un jour des comptes à la Russie bolchevique. Tu vivras et tu le verras Mimie... Le canon tonne et les chants mensongers s'élèvent, mais j'entends déjà les cloches et les chants vengeurs. Les peuples oublient les faux prophètes, même s'ils sont vite trompés.

Il y a vingt ans, au temps de la marche sur Rome, puis plus près de nous, au temps des faciles victoires éthiopiennes, le peuple était sur la place et acclamait les Fascistes qu'alors j'exécrais. Mais ces mêmes fascistes qu'aujourd'hui ce même peuple maudit, je les prends en pitié et je m'incline devant cet ultime combat héroïque qu'ils mènent sans espoir pour leur drapeau et leur honneur.

Pour les peuples, les guerres ne sont jamais justes; ou injustes, elles sont seulement gagnées ou perdues et il ne peut en être autrement car une âme simple ne peut don-

ner d'importance qu'au résultat. Mais il ne saurait en être ainsi pour nous fascistes qui savons que la justice est une morale intemporelle placée au-dessus des hasards et des fortunes de la guerre. Et il ne saurait en être autrement puisque nous ne pourrions, pour un peu de bien-être ou pour vivre quelques jours de plus trahir la Vérité et nous renier nous-mêmes.

L'autre jour, j'écoutais la radio de cette Liberté et j'étais envahi d'une infinie tristesse. Radio-Londres affirmait que les Allemands voulaient ensanglanter et ruiner l'Europe... Que les déportations après la trahison de Badoglio sont une insulte au droit des gens, que la pauvre Pologne serait vengée...

Or cette vérité ils la savent tous ou devraient la savoir. Etouffée, étranglée par le honteux traité de Versailles, l'Allemagne avait le droit de s'insurger et de se libérer. D'autre part, ce ne fut pas elle mais l'Angleterre qui déclara la guerre.

Et pourquoi fut déclenchée cette guerre ? Parce que les Allemands revendiquaient Dantzig qui ne fut jamais polonais mais Allemand. Mais aujourd'hui, l'Angleterre doit concéder à la Russie des provinces polonaises entières sur lesquelles la Russie n'a aucun droit.

Tu vois l'invraisemblable iniquité d'une telle propagande qui persiste dans le mensonge avec d'autant plus d'opiniâtreté que les Alliés ont besoin de faire oublier leurs propres crimes. S'ils ont besoin d'accabler les Allemands c'est pour masquer leurs fautes et leurs responsabilités. Le jeu ne réussit momentanément que parce que les Alliés sont vainqueurs.

Cette même Angleterre victorieuse a jadis brûlé Jeanne d'Arc coupable d'avoir défendu sa patrie, elle a fusillé Casement et exilé Napoléon, le premier, coupable d'avoir aspiré à la liberté de l'Irlande, le second à l'unification de l'Europe contre les monopoles et l'usure anglo-saxonne.

Mai  
gleter  
ajou  
a cor  
Puis  
Mais

Cor  
crois  
nes s  
aussi  
ses s  
à un  
phatr

Les  
a en  
Polog  
gleter  
des r  
riche  
paré  
mari  
et M  
la g

To  
sent  
étior  
trava  
le m  
chaî  
que  
denc  
cuse  
mas  
bon  
man



Mais comment réagit alors le peuple ? Puisque l'Angleterre était victorieuse, il réagit exactement comme aujourd'hui. Il a entouré haineux le bûcher de Jeanne et a contraint Napoléon à fuir sous l'habit d'un prêtre. Puis Napoléon a obtenu la gloire et Jeanne la Sainteté. Mais il a fallu pour cela la sanction du Temps.

Comment Hitler sera-t-il jugé ? Personnellement je crois que cet homme a commis des erreurs dont certaines sont inexcusables, mais je crois aussi que sa foi était aussi indiscutable que son droit. En occupant l'Europe, ses soldats n'avaient obéi qu'à une nécessité momentanée, à un impératif militaire. Quel droit ont les nations triomphatrices de l'accuser ?

Les USA possèdent économiquement le Monde. Staline a englouti les provinces baltes et prétend occuper la Pologne et la Prusse orientale. Ne parlons pas de l'Angleterre qui depuis des siècles possède l'Inde non pour des raisons stratégiques mais pour en tirer l'énergie et les richesses indispensables à son économie. Elle s'est emparée d'innombrables pays, positions stratégiques et voies maritimes à commencer par Gibraltar qui est espagnole et Malte qui est italienne. Et cependant n'a-t-elle pas fait la guerre pour empêcher que Dantzig soit allemande ?

Tous acclament aujourd'hui les vainqueurs et maudissent les vaincus. Est-ce juste, logique, humain ? Nous étions deux peuples pauvres, prolifiques, opprimés mais travailleurs. Notre alliance est née de notre solidarité dans le malheur. Nous avons essayé ensemble de rompre nos chaînes et nous avons perdu. Mais pourquoi les vainqueurs devraient encore nous insulter ? La radio alliée dénonce les crimes allemands mais la même radio s'excuse auprès des populations arabes des bombardements massifs qui vont être effectués dans certaines régions, bombardements rendus obligatoires par la résistance allemande. Cyniques, monstrueux et impitoyables, les Anglais

affirment qu'ils font en sorte qu'aucun Allemand ne puisse échapper au massacre.

L'Allemagne est déclarée coupable d'avoir eu recours aux déportations, lesquelles ont été rendues inévitables par la trahison de ses alliés. Mais les Alliés se seront rendus coupables du sang dispersé jusqu'à la dernière goutte pourvu que ce sang soit fasciste.

.....

Que le nombre et le triomphe momentané de nos ennemis ne te fasse jamais croire que la vérité est de leur côté. Les justes sont peu nombreux, les méchants innombrables, les fortunes de la guerre incertaines et provisoires. Souviens-toi toujours de cette loi inexorable : « Malheur aux vainqueurs si leur victoire est née de l'injustice ».

(*Ordine Nuovo*, 1964, n° 5).

**Le gérant : Maurice BARDECHE**

Dépôt légal : 1<sup>er</sup> Trimestre 1967

N° d'impression : 694

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux

---